

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

VOYAGE AU FOND D'UNE RECONSTRUCTION

TENDANCES ET CONTRADICTIONS AU SEIN DE DIFFÉRENTES  
PERSPECTIVES HAÏTIENNES DE PORT-AU-PRINCE ET D'ARCAHAÏE  
FACE AUX PROGRAMMES DE RECONSTRUCTION SOCIALE  
ET AUX PROBLÈMES DE TRANSITION

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR

MARIE KETTLIE ANDRÉ

AOÛT 1998

# UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

## Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tous les Haïtiens qui ont participé à cette enquête et en particulier, Frantz Voltaire, Klarel Pierre Désir, Manius Vixamar.

Nous aimerons remercier de façon particulière Line Beaudoin qui, pendant son bref passage à Montréal et sur terre a su changer à jamais notre façon de voir la vie et cette démarche de construction de la perspective. Elle a su nous soutenir moralement et affectivement pendant nos périodes de crise précédant l'enquête sur le terrain. Plusieurs membres de la famille doivent également être remerciés pour leurs soutiens moral et affectif: Saint Luc, Olivier et Kelsey; Bernade, Urzile et Francoeur; Therzimon, Mulhouse, Walmond et Walder.

Nous voulons remercier nos professeurs en communication pour leurs précieux conseils lors des séminaires, et de façon privilégiée Guy Beaugrand Champagne, pour ses précieux conseils dans le cadre du cours de méthodologie générale.

Nous tenons aussi à remercier Claude-Yves Charron, notre tuteur, pour son dévouement dans son travail d'encadrement. Sans lui, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Il a été un point de repère constant pendant toute notre démarche.

Enfin, nos plus grands remerciements à Mme Lise Ravault pour son soutien moral.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vi
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	1
0.1 Contextes: Enjeux et contraintes en présence dans le contexte de la reconstruction sociale et de la transition.....	2
0.1.1 Contexte socio-politique.....	2
0.1.2 Contexte de coopération avec la communauté internationale.....	5
0.2 Cadre de référence théorique.....	7
0.2.1 Quelques éléments de la théorie de transition.....	7
0.2.2 Une approche éclectique du paradigme de la réception active.....	10
0.2.3 Tentative d'approche sur la reconstruction sociale.....	11
0.2.4 La notion de perspective.....	13
0.2.5 Contexte spécifique de la recherche.....	13
0.2.6 Problématique, questions de recherche, hypothèses et objectifs de la recherche.....	16
0.3 Cadre méthodologique.....	17
0.3.1 Type de recherche: enquête ethnographique.....	17
0.3.2 La « Thick description » (description en profondeur) de Geertz.....	18
0.3.3 Autres précisions méthodologiques.....	19
0.3.4 Les entrevues.....	22
0.3.5 Les perspectives en présence .....	23
0.4 Perspective de l'auteure.....	26

## CHAPITRE I

## PERSPECTIVES AU SEIN DE RÉSEAUX RURAUX.....38

- 1.1 Actions ou réactions des paysans de Sous-Fort-Déjean pour la reconstruction....39
- 1.2 Réactions et discours des paysans de Luly-sous-mer dans cette phase de transition.....45
- 1.3 Conclusion.....50

## CHAPITRE II

## PERSPECTIVES AU SEIN DE RÉSEAUX URBAINS.....52

- 2.1 L'éducation, un élément-clé dans la reconstruction.....53
- 2.2 La réconciliation nationale et les Haïtiens.....58
- 2.3 Il était une fois les “paysans-urbains” et leurs bidonvilles.....61
- 2.4 Les cigognes américaines pour les bébés de la classe moyenne haïtienne et pour la bourgeoisie haïtienne.....64
- 2.5 Quel avenir pour la Police nationale?.....66
- 2.6 La reconstruction sociale commence-t-elle par la privatisation?.....68
- 2.7 Dans un tramway nommé transition, la reconstruction perd de la vitesse.....71
- 2.8 Conclusion.....74

## CHAPITRE III

## PERSPECTIVES DES POLICIERS.....76

- 3.1 Leur discours, face aux enjeux et contraintes spécifiques liés à la reconstruction sociale et politique en Haïti.....77
- 3.2 Relation entre les policiers et la population civile.....82
- 3.3 Définition de la situation actuelle.....84
- 3.4 Réactions au sein d'un programme de coopération/sécurité internationale: Les policiers revenus de leur formation à l'étranger.....87
- 3.5 La crise de la PNH et les Réactions des policiers face à cette crise.....89
- 3.6 Conclusion.....91

## CHAPITRE IV

PERSPECTIVES DE LA PRESSE.....	93
4.1 Le rôle de la presse haïtienne dans cette période de reconstruction.....	94
4.2 Les problèmes de transition vus par les journalistes.....	98
4.3 Conclusion.....	104
CONCLUSION.....	105
GLOSSAIRE.....	113
BIBLIOGRAPHIE.....	114

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international.
AHP	Agence haïtienne de presse.
AJPF	Association de jeunes paysans de Fort-déjean.
APEL	Association de pêcheurs de Luly-sous-mer
APENA	Administration pénitentiaire nationale.
CIMO	Compagnie d'intervention et de maintien de l'ordre.
CRESFED	Centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement.
EDH	Électricité d'État d'Haïti.
FMI	Fond monétaire international.
IGPNH	Inspecteur général de la police nationale haïtienne.
MICIVIH	Mission civile internationale en Haïti.
MIPONUH	Mission de police civile des nations unies en Haïti.
OCDE	Organisation des États Européens.
ONU	Organisation des Nations Unies.
PNB	Produit national brut.
PNEF	Plan national d'éducation et de formation.
PNH	Police nationale haïtienne.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
USAID	Agence américaine pour le développement (US. Agency For international Development).
USIS	Service culturel des ambassades américaines (United States Information Services).

## AVIS AUX LECTEURS

The trick of ethnography is to adequately display the culture (or more commonly, part of the culture) in a way that is meaningful to readers without great distortion (Van Maanen, 1988, p. 13).

Dans toutes les citations d'entrevues avec les représentants de différents groupes de la société civile haïtienne, nous respectons de très près leur propre niveau de discours et en particulier dans notre traduction du créole au français. Ainsi, vous allez trouver dans le texte des mots typiquement utilisés dans le langage haïtien dont vous trouverez la signification dans le glossaire.



## RÉSUMÉ

Dans le cadre de la reconstruction sociale, nous avons effectué une enquête sur le terrain en Haïti, au printemps de 1998 et partagé l'expérience avec la société civile. Nos objectifs principaux, pendant ce voyage, se distribuaient ainsi:

- observer les réactions des différents groupes sociaux dans cette difficile période de transition et de reconstruction;
- dégager les différents types de discours, les différentes perspectives et réactions face à la reconstruction et aux problèmes de transition;
- interpréter comment ces groupes sociaux conçoivent leur propre projet de reconstruction et de développement durable.

Nous avons réalisé cette enquête ethnographique sur le terrain avec des entrevues de type semi-dirigé auprès de quatre groupes-cible, des paysans, des citoyens, des policiers ayant participé à un programme de coopération/sécurité internationale et des journalistes.

Notre cadre de référence théorique: celui de l'approche ethnographique de Geertz, en particulier avec son essai, "Local Knowledge": l'objectif de l'analyse et de l'interprétation ici consiste alors à dégager les différentes perspectives en présence, au sein du savoir local, des débats locaux au sein de l'opinion publique.

Quant à la dynamique de communication et développement à l'étude, nous l'abordons avec comme porte d'entrée, le travail de reconstruction sociale et le processus de démocratisation tels que vécus par différents groupes au sein de la société civile en émergence.

Pour les paysans que nous avons interrogés, la démocratie se résume au droit de vote et leur système judiciaire c'est la justice pour soi. Car, d'après eux, il n'y a pas de respect de droit en Haïti et il n'y a pas de reconstruction en Haïti parce que les programmes n'arrivent pas jusqu'à eux.

Certains citoyens eux vivent dans la splendeur du capitalisme. Ils ont accès à presque tous les biens, seul le pouvoir d'achat fait défaut à certains. D'après eux, ils sont en pleine reconstruction sociale, tout va bien. Pour d'autres, les stratégies employées par les différents forces en présence pour faire face aux problèmes de transition sont fragmentaires et sans l'intervention d'un gouvernement fort pour encadrer ces désirs de changement par des politiques et des aides financières, Haïti court vers une profonde catastrophe.

Les policiers sont persuadés qu'ils ont un rôle important à jouer dans le processus de reconstruction en faisant la chasse aux criminels, en faisant aussi du travail communautaire dans la mesure du possible. Leur croyance est que chaque Haïtien a un rôle à jouer dans la reconstruction du pays.

Les perspectives des journalistes concernant les problèmes de transition et reconstruction divergent, mais ils sont tous d'accord sur un point: Il faut changer la mentalité des Haïtiens pour s'en sortir. Ils croient que la presse est fondamentale au progrès social parce que c'est à travers ses lentilles que beaucoup de gens voient leur monde.

Ces discours convergent vers un constat d'ensemble: la transition perdure en Haïti, parce que la reconstruction semble "bloquée". L'aide publique au développement sert surtout à enrichir les différentes forces en présence car la plupart des programmes de développement n'adoptent pas une approche participative. De plus, ils sont concentrés dans des zones privilégiées alors que la majorité des villages sont laissés à eux-mêmes, ce qui contribue à faire durer la crise et à maintenir le pays dans le sous-développement.

Entre temps, la société civile en émergence a de plus en plus de la difficulté à accepter la misère et la pauvreté. Un nouveau degré de violence interne émerge. Et l'État haïtien est en train de vivre une crise de légitimation.

Mots clés:

Haïti, Reconstruction sociale, Transition, Réaction, Perspective, Stabilité structurelle, Crise de légitimation, Sous-développement.

## INTRODUCTION

Depuis près d'une décennie, on entend de plus en plus parler de reconstruction sociale, de progrès social dans le cadre d'un village global. La violence des conflits sur la planète menace la survie même de l'humanité. Miné par des luttes intestines causant beaucoup de morts, Haïti ne fait pas exception à la règle. Le massacre de Raboteau, demeure l'un des plus sanglants enregistré en Haïti à date. Maintenant, c'est le temps de la reconstruction sociale, le temps de panser les blessures, de se réconcilier et de promouvoir le développement du pays afin de donner à la population haïtienne une chance de connaître le progrès social et d'avoir droit à la dignité.

Cependant, malgré les réformes socio-politiques, malgré l'implication de la communauté internationale à appuyer les programmes fondamentaux pouvant favoriser la reconstruction d'Haïti, le pays demeure profondément ancré dans des crises sociales, politiques et paraît loin d'entamer sa reconstruction. Tout semble paralysé par les appareils administratifs du pays et par la population.

Dans ce travail de recherche, nous tentons de résoudre quelques énigmes se formulant ainsi: Comment certains acteurs haïtiens conçoivent-ils leur propre projet de reconstruction et de développement? Et quelles sont les perspectives des Haïtiens face aux programmes de reconstruction appuyés par la communauté internationale? Nous parlerons entre autres de la démocratisation, de la réforme de la Police nationale, de la privatisation. Quels sont les différents types de discours, les différentes perspectives et les réactions face à la reconstruction sociale en Haïti et aux problèmes de transition?

Nous commencerons par vous donner un aperçu des enjeux et des contraintes présents dans le processus de reconstruction en Haïti. La thématique de reconstruction sociale étant récente, nous n'avons pas trouvé d'ouvrages théoriques qui ont été écrits en sciences politiques, ou en communication et développement pour encadrer notre mémoire. Pour cette raison, nous favorisons une approche ethnographique, plus apte à servir de cadre pour le récit de ce voyage au fond de la reconstruction sociale en Haïti.

Par cette approche, nous adopterons quelques points de repère théorique pertinents pour appuyer notre démarche. Notre cadre de référence théorique: celui de l'approche ethnographique de Geertz, en particulier avec son essai, "*Local Knowledge*": l'objectif de l'analyse et de l'interprétation ici consiste alors à dégager les différentes perspectives en présence, au sein du savoir local, des débats locaux au sein de l'opinion publique.

Dans les débats en cours en communication et développement, nous n'entendons que peu souvent les voix des acteurs locaux, sur le terrain, citadins ou paysans, journalistes, policiers ou autres. L'originalité de cet essai consiste à tenter d'avoir accès à leurs perspectives, à leurs discours, et à les contextualiser selon l'impératif méthodologique de Geertz, avec une "description en profondeur".

Ces discours représentent, à leur façon, différents récits de voyage au fond de la reconstruction d'un pays: Haïti. Ils représentent celui de nos interlocuteurs sur le terrain, ainsi que le nôtre, avec cette autre posture suggérée par Geertz dans son essai, *Ici et là-bas: l'anthropologue comme auteur*. Cette enquête sur le terrain et ces différents dialogues, ont transformé notre propre perspective, notre propre compréhension. Ils se sont avérés un point tournant dans ce travail de formation que constitue une maîtrise.

Nous présenterons une synthèse des informations que nous avons pu recueillir des entrevues, ainsi que d'autres sources utilisées afin de dégager les tendances et les contradictions au sein de certains segments de la population haïtienne dans l'actuelle conjoncture.

0.1 Contextes: Enjeux et contraintes en présence dans le contexte de la reconstruction sociale et de la transition

0.1.1 Contexte socio-politique

Commençons par cette citation tirée de la rubrique idées et opinions du journal *Le Nouvelliste*:

D'autant qu'il est évident que, à côté de l'aspect théorique qui revêt d'une véritable tragédie, la réalité est que 7 millions de vies humaines parquées dans les 27 750 km<sup>2</sup> de terre chaude de l'Ancienne Quisqueya sont en danger. Livrées qu'elles sont à l'intransigeance des uns, aux caprices et à la mauvaise foi des autres qui, pour avoir réussi à occuper l'espace médiatique, se sont érigés en champions de la causa populi. (Charles, Philippe. 1998. « 7 millions de vies humaines en danger ». Le Nouvelliste, 12 février, p. 6).

Cri de rage pour résumer ce qui se passe sur la scène politique haïtienne. Depuis les résultats des élections du 6 avril 1997, différents groupes sociaux ne cessent de demander son annulation. Ce qui fait encore traîner la crise existant au fond des institutions politiques. Depuis près d'un an, le pays n'a pas de gouvernement et aucun effort n'a été fait pour y remédier. Toutes les propositions ont été rejetées au nom de la démocratie. Toute tentative pour sortir de la crise semble immédiatement prise en charge par les rivaux politiques dont le seul but serait la prise du pouvoir.

Si, comme l'a écrit Verger,

la démocratie est généralement considérée comme étant la solution par excellence des problèmes politiques que confrontent les peuples. Parce que la démocratie apparaît comme l'aboutissement logique d'une politique qui veut empêcher la tyrannie, éviter la violence, rendre justice à tous, favoriser l'épanouissement des personnalités et mettre à profit la liberté créatrice de chaque citoyen. (Verger, 1994, p. 12).

En Haïti, elle serait source de conflits, puisque personne n'essaie de trouver un consensus et que chacun chercherait plutôt à promouvoir ses idées.

Faisant déjà face à un développement décourageant avant les trois années du régime militaire, Haïti était un pays dont la dévastation absolue était comparable à celle du Japon et de l'Allemagne après la Deuxième Guerre Mondiale - mais sans leurs forces de travail éduquées, leur capacité à attirer une aide extérieure conséquente ou une présence massive de troupes étrangères. (Watson Jr., 1997, p. 105).

Au mois de février 1998, la crise haïtienne perdure. L'inflation ne cesse de grimper et les fonds d'aide alloués à la reconstruction par la communauté internationale demeurent bloqués. Pendant que tout semble paralysé dans le pays, l'exode rural continue. Les paysans laissent leur province pour venir remplir Port-au-Prince et ses

bidonvilles. Ils s'installent généralement dans les rues, sur les trottoirs et sur la place Pétion. Ils ne nourrissent plus aucun espoir pour eux et leurs enfants. Ils n'ont pas d'argent pour se nourrir ni pour envoyer leurs enfants à l'école, car l'école publique est payante et les pauvres représentent 75% de la population. Haïti pourrait se retrouver avec une génération d'analphabètes incapables de contribuer au développement du pays.

Au plan écologique, certains avancent que la situation en Haïti constitue un véritable désastre. Haïti posséderait seulement 3% d'espaces verts qui se regroupent en quelques forêts disparates. Il n'y a aucune réglementation sévère empêchant la coupe des arbres. Un citoyen nous a confié que le gouvernement serait à la source de la désertification en Haïti. Car:

Le gouvernement continue à taxer les bonbonnes de propane qui pourraient remplacer l'utilisation du charbon de bois. Puisque le charbon de bois revient moins cher à utiliser, les Haïtiens se désintéressent du propane. Si le gouvernement avait décidé de subventionner le propane, cela reviendrait à meilleur prix et tout le monde l'utiliserait.

Toutefois, selon les dires de certains acteurs sociaux haïtiens, la population civile haïtienne ne prêterait pas attention aux problèmes de l'environnement, elle chercherait seulement à réaliser des gains à court terme. Pendant ce temps, la terre arable disparaît avec l'érosion. Il ne pleut pas dans certaines régions durant presque toute l'année. De nombreuses sources d'eau disparaissent laissant les paysans haïtiens dans l'impossibilité de produire leur propre nourriture à cause de la sécheresse. Donc, ils sont obligés de laisser les provinces pour venir s'installer dans la capitale.

On assiste à un encombrement de la capitale. Il y a trop de gens, trop de voitures. Les activités criminelles comme le banditisme, le marché noir, la contrebande etc. font rage et malgré les efforts de la Police nationale, tous ces problèmes sont loin d'être résolus. Le pays n'arrive pas à fournir les infrastructures de base, telles l'électricité et le téléphone. L'électricité est distribuée au compte goutte. La majorité des Haïtiens vit dans le noir et les groupes de bandits peuvent venir les attaquer à leur gré. Pour le téléphone si un Haïtien arrive à posséder ce bien de luxe, il est souvent en panne donc, il ne peut pas appeler la police en cas d'urgence.

La réalité sociale haïtienne est si complexe que l'on ne saurait la contextualiser en profondeur dans ces quelques pages. La liste des contraintes de développement que l'on pourrait nommer, en Haïti, est longue: les problèmes d'infrastructure, l'absence de gouvernement au pouvoir, le niveau de qualification de la main d'oeuvre, l'incapacité de prendre en main la reprise économique etc.; les nommer inciterait peut-être des coopérants à trouver des solutions à ces problèmes.

#### 0.1.2 Contexte de coopération avec la communauté internationale

Depuis 1986, avec le départ de Duvalier, les luttes intestines qui ont ravagé Haïti étaient de la même ampleur que ce qui s'est passé au Rwanda et en ex Yougoslavie. Le défi de reconstruire Haïti s'est avéré pressant. Les conflits n'étaient pas des conflits ethniques.

Il s'agissait plutôt ici de confronter ce que l'on pourrait appeler une sorte d'apartheid caraïbéen: un petit groupe, habitué depuis longtemps à l'exercice du pouvoir sans restrictions et protégés par la force des armes, maintient une nation en otage, envers et contre tout, une nation qui insiste sur la nécessité du changement. (Watson Jr., 1997, p. 2).

Le peuple voulant se libérer, a créé des « Kamikaze haïtiens ». Le résultat fut plutôt sanglant et les massacres n'ont pas cessé de se multiplier. C'est ainsi que la communauté internationale s'est engagée à fournir à Haïti l'aide dont il a besoin pour se reconstruire. Car:

L'existence de conflits violents dans les pays en développement nuit aux valeurs essentielles et aux intérêts fondamentaux des sociétés occidentales. Avec les autres acteurs de la communauté internationale, ces pays se sont engagés à trouver des moyens plus efficaces de contribuer à prévenir ce genre de conflits à la source avant que s'accumulent les pertes humaines et matérielles et qu'une action internationale devienne nettement plus difficile et plus onéreuse[...] par conséquent, la communauté internationale dont l'ONU, l'OCDE et autres ont mis sur pied des programmes de prévention de conflits: Le développement pour tous à l'aube du xxième siècle. L'aide internationale doit viser à renforcer les capacités nationales. Les activités de coopération pour le développement doivent chercher à instaurer un climat de stabilité structurelle, base d'un développement durable. (OCDE, 1997).

Depuis, 1994, la communauté internationale vient en aide à la société civile en émergence afin de l'aider à atteindre une stabilité structurelle. De ce fait plusieurs programmes ont donc été mis sur pied de concert avec le gouvernement haïtien, dont la Mission d'appui des Nations Unies, chargée de maintenir la paix en Haïti et de former la Police nationale.

Haïti a rejoint les rangs des pays démocratiques et commence à connaître une croissance économique et un progrès social grâce à la Mission d'appui des Nations Unies qui a su maintenir le climat nécessaire. Mais, la reconstruction se fait difficilement à cause des sanctions économiques que la communauté internationale avait imposées aux Haïtiens après le coup d'État de 1991.

Dans le cadre de l'assistance économique, la communauté internationale n'a pas lésiné sur les aides. Même quand des sanctions ont été prises par l'ONU ou par le F.M.I. (Fonds monétaire international) parce que certaines clauses dans le contrat n'ont pas été respectées, beaucoup d'autres pays tels le Japon et le Canada ont continué à lui prêter assistance. Cependant, les programmes d'ajustement structurels imposés au gouvernement haïtien pour le rétablissement économique et social sont loin d'être approuvés par le peuple qui ne comprend pas le bien-fondé de ces programmes. Par exemple, différents groupes sociaux haïtiens perçoivent le programme de privatisation des neuf entreprises publiques haïtiennes comme une tentative de vendre le pays à des étrangers.

Cependant, dans le cadre de la coopération internationale, la communauté internationale a aidé les Haïtiens à se doter d'une nation en stimulant les interactions entre les acteurs internationaux et les réformistes haïtiens. Depuis 1996, l'ONU (Organisation des Nations Unies) ne s'est pas seulement contentée de restaurer la démocratie, mais elle a oeuvré également pour la sécurité et la mise en place de processus politiques capables de soutenir le balbutiement du progrès économique. La communauté internationale va plus loin en offrant des stages de formation à la Police Nationale Haïtienne au Missouri, à Régina et au Québec. Somme toute,

l'intervention de l'ONU à Haïti constitue un exemple de la « seconde génération pour le maintien de la paix ». Par contraste avec les opérations du passé qui visaient



à résoudre des conflits inter-États, cette nouvelle génération d'opérations implique une gamme complexe d'arrangements consensuels mis en place pour parvenir à des accords politiques dans des conflits intra ou inter-État. (Watson Jr., 1997, p. 98).

## 0.2 Cadre de référence théorique

### 0.2.1 Quelques éléments de la théorie de la transition

«Transition» se définit habituellement par degré, stade intermédiaire. Mais, ce concept a eu beaucoup d'autres connotations telles que le passage d'un état à un autre ou encore le changement, la transformation, l'évolution. Nous définissons la transition comme un pont reliant deux points nous permettant d'aller vers l'avant et/ou de reculer. Dans un premier temps, la transition est pensée en terme historique. Dans un deuxième temps, elle est pensée comme la rupture des conditions d'existence et de reproduction. Dans un troisième temps, elle est pensée en terme de dissolution d'ordres social, économique et politique:

In the literature produced around the East European events of 1989, the word 'transition' no doubt played a predominant role. It has been immediately taken up as the label and was endlessly used in the press, in conferences and in course titles. This can also be supported by this increased use in social science publications. According to the SSCI, the word occurred in about 340-350 titles in each year between 1986 and 1989. In 1990 and 1991, there was an immediate increase to about 400 titles per year, while from 1992 onward, a new equilibrium point was reached around 570 titles. The overall increase in use due to the 1989 events is therefore about 66%. (Szakolczai, 1996, p. 1).

Arpad Szakolczai, qui a écrit sur la transition de l'Europe de l'Est, a fait ressortir les différents débats qu'a soulevés le concept de transition. D'après lui, ce concept a fait fureur en Amérique Latine et en Europe du Sud dans les années 70 avec la transition démocratique. En 1960, transition et passage étaient utilisés comme des synonymes. Un autre spécialiste de l'Europe centrale, David Stark (1992), a suggéré que « transition » soit remplacée par « transformation ». L'auteur, de son côté suggère que: « a transitory stage does not come about because a 'new' stage of history appears on the horizon, superseding the old, heralded by a short, temporary transition period that may entail certain necessary adjustment cost... ». Ou bien « transition as a series of dissolution of

order ». Ou encore «transition as a series of charismatic innovations, followed by the complementary processes of routinisation and rationalisation». (Szokolczai, 1996, p. 3-4).

Maurice Godelier (1990) définit ainsi la transition:

[...] une phase très particulière de l'évolution d'une société, la phase où celle-ci rencontre de plus en plus de difficultés, internes et/ou externes à reproduire le système économique et social sur lequel elle se fonde et commence à se réorganiser, plus ou moins vite ou plus ou moins violemment sur la base d'un autre système qui finalement devient à son tour la forme générale des conditions nouvelles d'existence. (Hamel et Sfia, 1990, p. 53).

Est-ce ce qui se passe actuellement en Haïti? Ce pays est-il en train de se réorganiser?

En Haïti, le concept 'transition' a fait son apparition après le départ de Jean Claude Duvalier et tout ce que cela a apporté comme changement: la lutte du peuple pour chasser les anciens partisans du régime de Duvalier, la démocratisation, le démantèlement de l'armée, la formation d'une nouvelle force de police qui respectera les besoins démocratiques de la population et le désir de développement durable vers la reconstruction sociale du pays. Le concept de transition est resté coincé dans « la difficile transition démocratique » parmi tous les mouvements qui se manifestent en Haïti.

En effet la révolution démocratique qu'Haïti vit depuis dix ans se projette par son contenu universel et des traits de singularité nationale qui ne doivent pas se confondre quant à l'essence et la signification de ce processus. Il s'agit d'une révolution anti-oligarchique, d'ample participation populaire en faveur du suffrage universel, de la citoyenneté pour tous et de l'exercice le plus réel possible de la démocratie. Il s'agit d'un projet rénovateur, national, de modernisation de l'État, de justice et de développement... (Pierre-Charles, 1997, p. 27).

Les luttes sociales pour la démocratie et le changement perdurent. La population majoritaire s'enfoncerait dans la pauvreté alors que la minorité s'enrichirait. Plusieurs associations populaires militent pour le changement: la fin de la pauvreté et le début d'une ère où tout le monde aurait du travail et l'accès à l'éducation. Enfin, un pays qui respecterait les Droits de l'homme. Cependant, il y aurait d'autres obstacles tels le désir

du pouvoir, le refus de changer le statu quo, la crise de légitimation de l'État qui freineraient la transformation économique et sociale de ce pays. Cette transition en Haïti perdure avec les multiples crises qui y naissent. Face à un retour à l'ordre qui se fait attendre, plusieurs intellectuels haïtiens prédisent une situation transitoire permanente.

Cependant, Arpád Szakolczai avance qu'il n'y a pas de durée déterminée pour une transition. Ce n'est qu'après une longue période d'essais et d'erreurs qu'on peut arriver au changement permanent. Si la réponse à la crise ne vient pas immédiatement, la période transitoire temporaire peut se prolonger. Alors, toute une société ou une civilisation peut rester piégée dans une période de transition prolongée, ou le temporaire, le transitoire, l'extraordinaire, l'éphémère, l'urgence deviennent normaux, réguliers, à l'usage, pris pour acquis. Comme ce qu'il s'est passé en Europe centrale de l'Est.

En Haïti, la population n'arrête pas d'exiger des changements et des améliorations économiques et sociales qui tardent à se concrétiser. Et ce, en dépit de l'implication de la communauté internationale à renforcer la démocratie en Haïti et à aider à promouvoir le développement durable. Les aides financières et les moyens de logistiques de communication, la présence des forces de l'ordre de l'ONU, de la Brigade internationale de paix et de la MICIVIH (Mission civile internationale en Haïti) ne semblent pas empêcher les violations des droits humains, ni parvenir à assurer la stabilité politique, ni la relance de l'économie. Le pays n'a toujours pas de premier ministre. Un Haïtien, que nous avons interrogé, nous a confié que le peuple vit toujours dans la misère et que la période de turbulence, mise en sourdine, gronde et attend le moment de refaire surface.

Cela fait 12 ans qu'on parle de situation de transition en Haïti. Aujourd'hui, on parle de situation de transition permanente. Cependant, Arpád Szakolczai analyse la situation de transition permanente en disant:

Living in a permanent state of transition is a peculiar experience. Its analysis requires first of all the realisation, the diagnosis, the recognition of the situation, that can only come on the basis of distancing experiences[...] A region in a state of a permanent transition without a proper elite that could guide it to safer waters does not give a very promising sight. The nature of the problem explains that it is not possible to come up with quick and easy suggestions for solution. (Szakolczai, 1996, p. 5-11).

### 0.2.2 Une approche éclectique du paradigme de la réception active (réactions)

« C'est le processus par lequel l'être humain construit le sens de son existence et la signification du monde qu'il faut analyser et déconstruire ». (Sévigny, 1996, p. 6). Quand on prend le cas d'Haïti, on parle de transition permanente parce qu'il a de la difficulté à s'approprier les modèles de développement qu'on lui propose. Malgré la nouvelle théorie de l'approche participative, il n'empêche pas que les programmes de développement aient été conçus préalablement sans la consultation des gens concernés. Dans ce cas, la participation active se résume seulement à la participation physique de la société civile.

C'est dans l'intérêt du développement durable de donner un rôle crucial au récepteur et à son *Weltanschauung* (sa culture). Sinon on va gaspiller des sommes considérables pour des projets qui ne seraient pas durables et qui causeraient même du tort au groupe culturel à qui ils étaient destinés. Il est vrai que pour la communauté internationale, Haïti doit rattraper les autres pays, mais il est important que son développement se fasse dans le cadre de son univers culturel.

Dans la réception active, on considère, certes que le récepteur participe à « l'acte de communication » d'où le sens émane; mais surtout, et c'est là que l'adjectif « actif » prend toute son importance, on souligne que là où réside le sens véritable d'une communication, c'est dans l'action, dans le geste que pose le récepteur en fonction de cette communication. En d'autres mots [...] le sens ultime d'une communication est dans ce que font les destinataires. (Sévigny, 1996, p. 72).

La théorie de la réception active met donc en évidence ce qui est crucial dans le processus de la communication, ce ne sont pas les signaux que l'émetteur a organisés et placés dans l'environnement du récepteur mais le cadre conceptuel, cognitif et affectif à partir duquel le récepteur s'expose ou non aux signaux, les sélectionne et en construit le sens ultime en s'en servant ou non dans les gestes qu'il pose et les décisions qu'il prend. (Sévigny, 1996, p. 73).

### 0.2.3 Tentative d'approche sur la reconstruction sociale

Comment définir la reconstruction sociale: Comme un processus politique et social par lequel les participants recherchent la satisfaction des besoins humains fondamentaux, le progrès social tout en essayant de respecter certaines règles de « bonne gouvernance » et de démocratie.

Le terme reconstruction sociale a été introduit lors du séminaire qui a précédé le sommet mondial pour le développement social de Copenhague en 1995. Certains intervenants, dès lors, avaient fait ressortir le besoin d'élaborer un code international d'éthique, qui pourrait gérer les relations entre individus, groupes et nations, contribuant de ce fait même à résorber les diverses formes de conflits et de corruption. Pour le faire, certaines recommandations furent mises de l'avant:

Animer les efforts de la communauté internationale pour réduire la pauvreté, créer des emplois et promouvoir l'intégration ou la cohésion sociale [...]

Clarifier les dimensions éthiques et spirituelles des trois thèmes centraux du Sommet «la pauvreté, l'emploi, l'intégration sociale»; identifier les valeurs morales qui, communes à toutes les cultures et les religions, pourraient constituer le fondement du progrès social et le cœur du message que le sommet de Copenhague pourrait donner au monde [...]

Ouvrir la voie pour une perception plus holistique de la coopération internationale en matière de questions sociales; et encourager, aujourd'hui et demain et à tous les niveaux, des échanges et des débats sur les concepts et les valeurs qui permettent aux sociétés de fonctionner. (ONU, 1995b, p. 4).

Le concept de reconstruction sociale dans cette optique, devrait donc contribuer au développement durable des sociétés pour prévenir les conflits et aider toutes les populations concernées à retrouver un nouveau degré de progrès social et de dignité humaine. Cette reconstruction sociale a donc besoin de l'appui de la communauté internationale, qui doit déployer tous ses efforts pour résorber l'émergence des problèmes nouveaux dans les domaines de l'emploi, de l'exclusion et de la désintégration du tissu social. Ainsi dans le programme canadien d'aide publique au développement (l'APD), on mentionne les objectifs d'appui suivants:

Contribuer à la sécurité mondiale, en s'attaquant aux nombreuses menaces sociales, écologiques et politiques qui infestent le monde et en essayant de réduire le fossé grandissant entre les riches et les pauvres;

Soutenir un développement durable dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus juste et plus prospère via la satisfaction des besoins humains fondamentaux, la promotion de l'égalité des sexes, l'insertion de la femme dans le processus de développement durable dans sa société et la participation de tous les individus (femmes, enfants, et hommes) et les propriétés locales à toutes les phases des programmes;

Réduire la pauvreté, faire la promotion de la démocratie dans ces pays et voir au respect des droits de la personne, des enfants et à l'assainissement de l'administration publique, renforcer la société civile et le développement démocratique;

Soutenir les pays en développement dans la gestion de l'environnement, des ressources naturelles et fournir un soutien d'urgence quand c'est nécessaire. (Gouvernement du Canada, 1995)

Le Sommet social rend la pauvreté responsable des crises dans la société. Dans sa recherche d'un consensus sur la coopération internationale pour le développement social, il jette un regard particulier « sur les sociétés déchirées par la guerre et les sociétés en crise ou en transition. La manifestation spéciale a ouvert la voie à une nouvelle collaboration entre une grande variété d'entités engagées dans la coopération internationale afin de s'attaquer aux déséquilibres sociaux les plus urgents et à leurs conséquences ». Il semblerait que pour le Sommet social, la reconstruction sociale est définie comme la réparation ou la reconstruction des sociétés qui ont été déchirées par la guerre et les conflits. Trois objectifs sont primordiaux, d'après le Sommet, pour réaliser la reconstruction sociale. Il s'agit de la promotion du progrès social, la justice et l'amélioration des conditions de vie. Pour ce faire il faudrait d'abord:

Dépasser les séparations artificielles entre les différents segments de la population et chercher à satisfaire les besoins des pauvres totalement démunis, des oubliés, des chômeurs, des personnes sans avenir ne pouvant jouir de leurs droits et n'ayant pas accès aux services de bases;

Des mécanismes de réconciliation comprenant une planification et une gestion collectives, en revitalisant les structures sociales et politiques locales à même de mieux exprimer les besoins et les cultures locales;

La reconstruction du tissu social dans les zones de cible. Les résultats mesurables du programme en ce qui concerne la santé, l'enseignement, la création d'emploi et le renforcement des capacités économiques. (ONU, 1995a, p. 8)



## La reconstruction sociale se fait-elle en Haïti présentement?

### 0.2.4 La notion de perspective

Le terme perspective, selon Howard Becker, se réfère à un ensemble d'idées et d'actions coordonnées, qu'une personne utilise pour résoudre un problème dans une situation donnée [...] S'y ajoutent ici les actions. Les pensées et les actions sont coordonnées dans la mesure où, du point de vue de l'acteur, les actions semblent découler naturellement des idées contenues dans la perspective. (Coulon, 1993, p. 76-77).

D'après Becker, les perspectives apparaissent quand un individu se trouve dans une situation où il doit faire un choix. L'individu ne peut avoir de perspective s'il se trouve contraint de faire un choix. Becker différencie la notion de perspective de la notion de valeur et d'attitude. Pour lui, une perspective est une réponse à telle situation donnée, elle tient de l'action alors que la notion de valeur tient de la conséquence.

Les perspectives auxquelles H. Becker s'est le plus intéressé sont celles partagées par un groupe. Ce sont les façons de penser et d'agir qui apparaissent naturelles et légitimes aux membres du groupe. Elles apparaissent lorsque les individus ont les mêmes problèmes à résoudre, dans des situations qu'ils considèrent tous de la même façon. (Coulon, 1993, p. 77).

Pouvons nous parler de perspectives de groupe au sein du programme de reconstruction sociale en Haïti, alors que la société demeure si divisée? Est-ce que les perspectives dégagées correspondent à un comportement public et collectif? Nous, particulièrement, favorisons la définition du sens commun selon laquelle perspective signifie manière de voir. Nous souhaitons avoir le point de vue de plusieurs segments de la population haïtienne sur les problèmes de transition qui pourraient rendre compte de la multiplicité des perspectives face aux enjeux et contraintes de la reconstruction en présence.

### 0.2.5 Contexte spécifique de la recherche

Depuis, 1994, la communauté internationale et le gouvernement haïtien se concertent pour rectifier la situation désastreuse d'Haïti dont les luttes intestines, les coups

d'État, l'état de guerre du peuple contre le peuple ne faisait qu'enliser Haïti un peu plus dans la misère.

Le degré, de violence déchaîné sur le pays a provoqué des dégâts matériels, politiques moraux et psychologiques qui ont profondément marqué notre société et notre peuple. La désintégration de nos institutions, et la polarisation des forces sociales ne peuvent s'expliquer qu'à la lumière de cette guerre larvée menée par le totalitarisme archaïque et le banditisme institutionnalisé. Le tissu social profondément atteint est à reconstituer: La reconstruction nationale s'est transformée en une nécessité urgente. (Castor, 1995 p. 9 ).

Donc, la communauté internationale lui a prêté assistance avec différents programmes d'aide au développement afin d'élaborer les nouvelles visions de développement local, et a envoyé la mission d'appui des Nations Unies pour aider dans la construction de la paix. Cependant, en 1997, différents groupes sociaux affirment qu'ils se retrouvent encore dans la même situation de crise: les institutions politiques demeurent faibles, nous disent-ils, la violence sévit encore au sein de la population, les actes de pillage et de vandalisme sont encore perpétrés, le déclin économique se prolonge. La Police nationale paraît prisonnière dans la tradition du passé. Quant à la justice, elle semble inefficace.

L'une des difficultés d'Haïti résidait dans son incapacité de pourvoir à une structure institutionnelle qui serait capable d'absorber les changements sociaux et de promouvoir une stabilité politique et économique. Les luttes intestines et les conflits entre les différents partis politiques commençaient à menacer sérieusement la stabilité internationale. D'où, l'approche de la communauté internationale à l'aider à s'assurer un développement durable en lui fournissant un environnement sécuritaire. De ce fait, des groupes de missions ont été désignés par l'ONU en Haïti afin de créer une nouvelle force de police crédible, aux yeux des Haïtiens, respectant les droits de l'homme et assurant la sécurité publique.

La communauté internationale tend la main à Haïti depuis que ce dernier a décidé de se conformer aux normes de la démocratie occidentale. Elle contribue en lui offrant des programmes d'aide pour la reconstruction, des transferts de technologie et de connaissances etc. L'ONU aide Haïti à jeter les bases d'un développement durable La Brigade de paix internationale apprend aux Haïtiens à pratiquer la non violence. L'ACDI



(Agence canadienne de développement international) aide les Haïtiens dans l'identification de leurs besoins et leur fournit des outils, des technologies et de l'expertise pour le développement économique. Bref, la communauté internationale lui prête assistance pour l'aider à élaborer de nouvelles visions de développement.

La mission d'appui des Nations Unies en Haïti a aidé non seulement à l'établissement d'une police « professionnelle » mais a aussi offert des soutiens logistiques de communications à la police pour l'aider à mieux servir le peuple. L'ONU a aussi contribué à la formation de la société civile en envoyant différentes missions onusiennes en Haïti pour y maintenir la paix ainsi qu'à la motorisation des élections en utilisant ses hélicoptères pour transporter les matériels de vote partout dans le pays, le jour des élections.

Cependant, les programmes de reconstruction sociale en Haïti n'ont pas eu l'effet souhaité à cause de l'absence d'une approche de communication participative, de l'inégale répartition de ces programmes et de la corruption qui continue de sévir au sein de l'élite politique. En plus, l'existence de tensions latentes et de conflits dont la crise parlementaire, la crise de la Police nationale, la pauvreté, l'insatisfaction grandissante de certains groupes de la population empêchent Haïti d'atteindre un climat de stabilité structurelle. Par-dessus tout, cette tentative de reconstruction sociale en Haïti agrandit le fossé de l'exclusion sociale. Les programmes sont concentrés dans les zones périphériques de Port-au-Prince. Les gens des zones rurales sont laissés à eux-mêmes. Il semblerait que différents groupes sociaux haïtiens ne soient pas informés des programmes de reconstruction en cours dans le pays ni de leur bien fondé.

Depuis 1995, la société civile haïtienne côtoie beaucoup d'organismes internationaux qui travaillent à la reconstruction du pays. Certains segments de la population, dans le cadre des programmes de reconstruction, sont envoyés à l'étranger pour profiter de l'expertise de ces pays en matière de politique et d'économie. Cependant, tout semble stagner encore. Différentes forces en présence reprochent à la communauté internationale et au gouvernement haïtien de n'avoir pas consulté le peuple lors de la mise en branle des projets de reconstruction. Dans cette recherche, nous voulons observer et connaître les réactions de plusieurs segments de la population face aux programmes de reconstruction ainsi que leurs perspectives dans cette phase de transition.

### 0.2.6 Problématique

#### Objectifs de la recherche

- observer les réactions des Haïtiens face aux problèmes reliés à la transition et à la reconstruction sociale;

- dégager les différents types de discours, les différentes perspectives et réactions face à la reconstruction et aux problèmes de transition;

- élucider comment certains groupes de la société civile haïtienne définissent eux-mêmes la situation de transition et de reconstruction et conçoivent leur propre projet de reconstruction et de développement durable.

#### Question de recherche

Comment différents segments de la société civile haïtienne dans les régions de Port-au-Prince et d'Arcahaie, réagissent-ils aux programmes de reconstruction sociale et aux problèmes de transition?

#### Hypothèses de type contradictoire

Les perspectives de divers groupes sociaux haïtiens en présence s'inscrivent dans un débat se formulant ainsi:

a) Il n'y aurait ni processus de reconstruction, ni de transition en Haïti. On assisterait plutôt à une déconstruction du tissu social, à une dégradation du niveau de vie. On assisterait également à une dégradation totale des appareils qui devraient être responsables de cette reconstruction sociale. L'individualisme à outrance est le plus grand obstacle à la reconstruction sociale en Haïti. Il faut un changement de mentalité. Il faut avoir un projet commun de société et éduquer le peuple à vouloir ce changement.

b) Il y aurait un processus de reconstruction. Mais ce processus devrait se faire sur une base durable. Il ne faudrait pas non plus prendre de raccourci parce qu'une reconstruction prend du temps.

### 0.3 Cadre méthodologique

#### 0.3.1 Type de recherche: une enquête ethnographique

Nous avons choisi l'approche ethnographique pour notre recherche sur le terrain. Elle permet d'appréhender la réalité à travers les discours, les interactions et les observations.

Fieldwork is a dialectic between reflection and immediacy. Both are cultural constructs. Our scientific categories help us to recognize, describe, and develop areas of inquiry. But one cannot engage questioning and redefining twenty four hours a day. The scientific perspective on the world is hard to sustain. In the field there is less to fall back on; the word of every day life changes more rapidly and dramatically that it would at home. There is an accelerated dialectic between the recognition of new experiences and their normalization. (Rabinow, 1988, p. 38)

L'approche ethnographique pourra-t-elle saisir la portée des réactions dans toutes leurs dimensions? Et quels outils conviendraient le mieux pour une meilleure interprétation des situations étudiées?

The meaning of the actual historical process is revealed to the extent that we grasp a meaning, derived from « practical reason », of what should be and what should be otherwise... and theoretically examine the presuppositions of its practical realization... We must interpret the actual course and the social forces of the present from the point of view of the realization of that meaning. (Habermas, 1979, p. x )

Cette approche a ses propres limites dont il faut être conscient. Car, « It rests on the peculiar practice of representing the social reality of others through the analysis of one's own experience in the world of these others. » (Van Maanen, 1988, p. ix).

Pour éviter les biais dûs à la recherche ethnographique, il faut « savoir penser sa pensée », un peu comme Edgard Morin l'a proposé:

Savoir voir nécessite savoir penser ce que l'on voit. Savoir voir implique donc savoir penser, comme savoir penser implique savoir voir. Savoir penser n'est pas quelque chose qui s'obtient par technique, recette, méthode. Savoir penser ce n'est pas seulement appliquer la logique et la vérification aux données de l'expérience. Il nous faut donc comprendre quelles règles, quels principes commandent la pensée qui nous fait organiser le réel, c'est-à-dire sélectionner/privilegier certaines données, en éliminer/subalterner d'autres. Il nous faut deviner à quelles pulsions obscures, à quels besoins de notre être, à quelle idiosyncrasie de notre esprit obéit ou répond ce que nous tenons pour vérité. En un mot, savoir penser signifie indissociablement savoir penser sa pensée. Nous avons besoin de nous penser pensant, de nous connaître connaissant. Voilà l'exigence réflexive fondamentale. (Morin, 1984, p. 113).

Voilà une démarche introspective qui ne paraît pas sans danger.

### 0.3.2 La « thick description » (description en profondeur) de Geertz:

Notre recherche sur la reconstruction sociale en Haïti demeure remplie d'embûches, surtout lorsque l'on considère les profondes disparités au sein de la société. Les réponses fournies par les différents acteurs sociaux haïtiens pourraient donner lieu à des interprétations très diversifiées, souvent contradictoires surtout quand leurs discours ressemblent soit à des discours électoraux, soit à des discours de sensibilisation sans jamais nous laisser la possibilité de voir les vraies issues des crises sociale et politique qui traversent Haïti présentement. Comment ressortir tous les éléments cruciaux qui nous intéressent sans réduire la portée des observations? C'est avec « la thick description », la description en profondeur de l'anthropologue Geertz Clifford.

Faire de l'ethnographie, c'est établir des rapports, choisir les informateurs, transcrire les textes, tenir un journal etc. Mais, ce n'est pas ce qui caractérise cette entreprise, selon Gilbert Ryle c'est la thick description c'est-à-dire cet effort intellectuel de reconstituer les discours et les actions en tenant compte des codes sociaux qui existent. Geertz abonde dans le même sens en disant que l'ethnographe dans son enquête fait face à une multiplicité de structures conceptuelles complexes, dont plusieurs sont superposées ou imbriquées les unes aux autres qui sont à la fois étranges, irrégulières et inexplicites et dont l'ethnographe doit s'arranger pour en saisir les significations et ensuite les fournir.

Doing ethnography is like trying to read (in the sense of 'construct a reading of') a manuscript-foreign, faded, full of ellipses, incoherencies, suspicious emendations, and tendentious commentaries, but written not in conventionalized graphs of sound but in transient examples of shaped behavior. (Geertz, 1973, p. 10).

Nous avons décidé de décrire « thickly » (en profondeur) les discours et les perspectives des Haïtiens face aux problèmes de transition en essayant de les interpréter dans leur contexte. La « thick description » ne s'applique pas seulement à la culture, mais aussi aux formes de pensées, de discours que tel acteur nourrit à propos de telle situation. Dans la « thick description » qui relève de l'interprétation anthropologique et de l'ethnographie, on construit une lecture à partir de ce qui est arrivé pour ensuite les distancier de ce qui est arrivé et ensuite les distancier de ce que les gens ont dit ou fait dans un espace et dans un lieu donnés. Pour bien interpréter quelque chose, il faut aller au fond de la chose qui doit être interprétée. Toutefois, nous n'entendons pas faire une analyse exhaustive des discours dans cet essai mais plutôt une sorte de reconstruction d'une série de rencontres et d'entretiens que nous avons eus sur le terrain ainsi qu'une analyse de contenus des écrits sur la situation.

### 0.3.3 Autres précisions méthodologiques

Pour répondre à notre question de recherche, nous avons eu recours à plusieurs sources: la documentation, l'observation directe et une série d'entrevues semi-dirigées. On a défini l'observation directe comme: « être là, pour fins d'analyse », « la description d'une culture du point de vue de ses participants » ou encore « l'enregistrement des actions perceptibles dans leur contexte naturel ». (Gauthier, 1992, p. 254). « Elle permet une meilleure description des actes et événements observés. Et les significations que les acteurs sociaux attribuent à leurs actes deviennent un élément essentiel de la description adéquate ». (Gauthier, 1992, p. 255).

Nous tenterons donc dans un premier temps de connaître les opinions des différents groupes au sein de la société civile haïtienne sur la situation actuelle du pays. Ensuite, comment formulent-ils les problèmes liés aux transitions et à la reconstruction? Dans un troisième temps identifier les différents types de discours, les différentes perspectives et réactions face à la reconstruction et aux problèmes de transition.

Étant donné qu'il nous était très difficile d'observer les réactions des différents groupes sociaux seulement à travers les entrevues, nous en avons aussi appris en vivant comme eux et en les côtoyant dans les situations quotidiennes ordinaires. Nous avons abordé aussi dans les rues des gens que nous avons trouvés sur notre passage, la plupart étaient très ouverts. Ils ont vite fait de participer à la conversation quand ils ont su qu'il s'agissait d'aider une étudiante intéressée par les situations. Il y a même des policiers qui se sont dépêchés de nous donner des rendez-vous pour nous remettre des documents qu'ils avaient obtenus lors de leur formation à l'étranger.

Il ne faut pas dire que tout a été facile. Premièrement nous n'avons pu trouver aux bureaux des ressources humaines de la Police nationale, la liste des femmes policières qui sont allées à Québec suivre une formation. Après maintes démarches, nous avons changé de tactiques pour demander la liste de tous les policiers qui ont suivi une formation à l'étranger dans le cadre d'un programme de coopération. Les bureaux des ressources humaines de la Police Nationale Haïtienne nous ont dit que c'était des informations confidentielles et qu'ils ne pouvaient les divulguer et ce en dépit du fait qu'ils aient reçu la lettre d'introduction de notre directeur de projet. Finalement, n'ayant pas d'autres alternatives, nous avons consulté des policiers que nous rencontrons dans les rues et répertorié ceux qui avaient participé à un programme de formation et ainsi, nous avons pu les interviewer.

L'autre difficulté résidait dans la méfiance de certains Haïtiens qui croyaient que nous voulons faire un reportage qui allait nous rapporter de l'argent. Nous avons dû subir une interrogation pour démontrer que nous n'avions pas d'autres motifs que celui d'écrire un projet de mémoire afin d'obtenir un diplôme de maîtrise en communication. D'autres personnes s'attendaient à ce que nous leur offrions de l'argent pour qu'ils nous laissent les interviewer. Ils nous demandaient souvent ce qu'ils allaient en tirer en retour.

Ce qui a un peu réduit la portée de ce projet est le manque de temps pour avoir une connaissance profonde de la situation haïtienne. Nous aurions pu nous arranger pour prolonger notre séjour, mais la date limite pour déposer le mémoire étant le 29 août, nous n'avions pas pu rester. Il fallait aussi prendre en compte la cherté de la vie en Haïti. N'ayant pas eu le temps de faire une demande de bourse, nous avons dû déboursier de

notre poche tous les coûts pour les frais de déplacement, pour la nourriture, l'achat des documents etc. Il y a tellement de choses dont nous aurions voulu voir le dénouement telle la crise de la Police nationale qui a débuté au mois de février dernier.

Toutefois, pour essayer de donner un travail exhaustif nous avons pu recueillir des documents pertinents parlant de la crise haïtienne, d'un pays qui se trouve pris en otage et des textes sur l'implication de la communauté internationale, particulièrement l'ONU dans la reconstruction d'Haïti, au bureau du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ensuite au centre de recherche et formation économique et sociale pour le développement (CRESFED), nous avons trouvé des documents qui montrent les différentes perceptions de la crise haïtienne. De plus, nous avons recueilli des documents de la presse écrite et nous nous sommes abonnée pour une période de trois mois au quotidien le plus ancien d'Haïti, *Le Nouvelliste*, pour trouver des articles qui traitent des événements engendrés par la conjoncture actuelle en Haïti. Nous avons peu utilisé la presse parlée, « la radio », qui est le moyen de communication le plus prisé en Haïti, par manque d'énergie électrique et par défaut de piles. Cependant, nous avons pu interviewer des journalistes de la presse parlée.

Nous avons réalisé les entrevues en français et en créole. Nous avons eu quelques problèmes linguistiques à comprendre le discours des paysans qui utilisent, la plupart du temps, des termes d'un dialecte créole particulier. Mais nous nous sommes quand même fait comprendre si bien qu'à la fin des rencontres nous étions devenue pour les paysans un membre de leur famille. Les quatre mois passés en Haïti, nous ont permis de constater notre naïveté à croire que nous pouvons aller sur le terrain faire de l'observation. Alors quelque part selon nos moyens financiers et/ou notre classe sociale, nous nous retrouvons à vivre les mêmes abus, affronts que ceux que nous étions venue observer. Nous avons tellement participé dans l'observation qu'il n'était plus question de l'auteur « je-témoin » mais plutôt de « je-eux-objets de description ». Le plus grand défi qui nous est posé consiste à

[...]présenter le processus de la recherche dans le produit de la recherche; à écrire un texte ethnographique de façon à élaborer une relation intelligible entre les interprétations d'une société, d'une culture, d'un mode de vie ou de tout autre éléments, et les rencontres avec certains de leurs membres, porteurs, individus représentatifs ou tout autre informateur. (Geertz, 1996, p. 87).

#### 0.3.4 Les entrevues

Les interviews et entretiens sont des méthodes de recueil d'information qui se déroulent dans une relation de face à face entre l'interviewé et l'interviewer. Dans cette situation, l'enquêteur essaie d'obtenir du sujet, souvent indirectement, les informations qu'il détient sur le thème qui constitue l'objet de sa recherche. (Mucchielli, 1994, p. 28).

« L'entrevue est aussi la méthode la plus efficace et la plus économique pour obtenir l'information désirée » (Gauthier, 1992, p. 273). Mais elle comporte beaucoup de biais et de dangers: « interviewé méfiant, interférence des facteurs émotionnels, possibilité de dériver des objectifs précis de la recherche, souci de projeter une image personnelle positive, difficultés méthodologiques de reconstituer les entrevues » (Gauthier, 1992). Cependant, elle demeure la meilleure technique pour bien appréhender la réalité d'un individu.

Pour les besoins de notre enquête, nous avons fait appel à deux types d'entrevues: l'entrevue semi-dirigée et l'entrevue à questions ouvertes. Nous avons eu une série d'entrevues avec les différentes couches de la population visée qui sont des entretiens en profondeur:

a) Une entrevue semi-dirigée avec cinq policiers de la Police nationale sur des questions portant sur la gestion des problèmes de transition et sur leur interaction avec la société civile.

b) Des entrevues semi-dirigées et non-dirigées avec différentes couches de la population haïtienne sur leur perspective sur les problèmes de transition et sur le degré de durabilité des programmes de reconstruction. huit individus d'un réseau rural, sept individus d'un réseau urbain, cinq journalistes qui sont considérés comme les acteurs-clé au sein du débat de l'opinion publique.

Nous voulons mentionner que nous avons eu des entretiens avec beaucoup plus d'individus que les 25 individus mentionnés ci-dessus. La plupart des autres individus avaient très peu de connaissance sur le sujet et par conséquent leurs réponses se sont



révélées non pertinentes à la recherche, donc, nous les avons ignorées. Cela a été très difficile pour nous de trouver des informateurs susceptibles d'avoir des idées (connaissances) sur les problèmes de transition auxquels fait face Haïti présentement. La plupart des interviewés s'empressent de tomber dans un discours politique ou viennent avec leurs discours sur la parfaite harmonie que connaît Haïti présentement ou encore essaient de dresser un portrait plus noir de la situation.

### 0.3.5 Les perspectives en présence

les gens agissent ensemble [...]. Ils font ce qu'ils font avec un oeil sur ce que les autres ont fait, sont en train de faire, ou sont susceptibles de faire dans le futur. Les individus cherchent à ajuster mutuellement leurs lignes d'actions sur les actions des autres perçues ou attendues.

(Becker, 1985, p. 205-206).

Les différentes personnes interviewées sur le processus de reconstruction en cours en Haïti ont eu différentes perceptions ou tendances selon leur groupe d'appartenance ou leur réseau social:

- Paysans... (en milieu rural):

On a entendu parler de la reconstruction du pays, mais elle ne s'est pas manifestée encore dans notre village. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui dérivent des institutions politiques. La façon dont les sénateurs et les députés travaillent vont encore plonger le pays dans une plus grande crise. Déjà, on n'a pas accès à la justice, on n'a pas d'école, pas de système de santé, pas d'eau potable. Pour nous les choses n'ont pas changé, il n'y a pas de reconstruction.

Il n'y a pas eu vraiment de transition, les gens au pouvoir entament des programmes de reconstruction qui vont à l'encontre de nos aspirations. On ne se sent même plus concerné par leur politique ni par leur programme. On sait déjà qu'on est laissé à nous-mêmes, que notre développement ou notre survie dépend de nos maigres capacités, de nos associations coopératives.

- ONG:

Il y a eu une transition. Ce fût la plus difficile. Celle de sortir des régimes autoritaires et d'accéder à la démocratie. Même quand on vit dans une société démocratique, les anciennes forces autoritaires s'accrochent sous d'autres formes. Les problèmes de transition actuels sont la difficulté d'amplifier les acquis populaires en terme d'espace de liberté, d'action sociale et économique. La reconstruction demeure plus un slogan qu'une réalité. Parce que le mot est creux et qu'aucune action n'a été mise en marche en vue de reconstruire le pays. Il n'y a pas d'emploi, pas de système d'éducation, pas d'électricité et le peuple vit encore à l'état de nature. Où est la reconstruction?

- Écoles:

La reconstruction passe par l'école. Les écoles pullulent pour donner accès à un plus grand nombre d'individus. On cherche à créer des personnes qualifiées pour reconstruire le pays.

Pour atteindre une stabilité structurelle, la seule solution est de refaire la mentalité des Haïtiens par l'éducation. Parce que on dirait que chaque Haïtien se sent libre de faire ce qu'il veut sans tenir compte du développement de la société. Ne serait ce que par l'éducation qu'on puisse arriver à faire comprendre à chaque Haïtien en particulier qu'il est responsable du développement de sa communauté. Sans cela, la reconstruction d'Haïti relève de la pure utopie.

- Policiers:

Il n'y a pas vraiment eu de réforme au sein de la police, nos supérieurs s'attendent à ce que nous nous comportons de façon aussi rébarbative que l'armée et quand bien que l'on fait notre travail de policiers, les contrevenants sont vite fait d'être relâchés. C'est comme si « on se lave les mains et on les essuie par terre » (sic). Il n'y a pas grande chance qu'on se reconstruise. En Haïti, on forme des associations populaires tout simplement dans le but de militer. Quant aux programmes de reconstruction, leur durabilité réside dans le temps que prendraient les militants pour claquer l'argent des dons ou des prêts de la communauté internationale.

Pour penser reconstruction, il faudrait apprendre à penser autrement. Il y a tellement de choses à reconstruire, les bidonvilles, les configurations de la capitale, notre système de justice, notre système d'éducation, que cela nous prendrait des siècles. On n'a ni l'argent, ni la préparation qu'il faut.

Elle est possible, cette reconstruction dont on parle tant. On n'a qu'à prendre l'exemple des prisons. Avant, quand on se faisait arrêter, la famille faisait le deuil parce qu'il y avait peu de chance qu'on en revienne vivant. Maintenant, les gens

sont bien traités et nourris. On les rééduque pour les insérer à nouveau dans la société. On respecte les droits des prisonniers.

- Journalistes:

On assiste à une amélioration au niveau de la presse. Elle n'est plus censurée. Mis à part cet acquis, les problèmes subsistent. La société est encore plus stratifiée que jamais. On a une classe américaine (5%), une classe bourgeoise (5%), une classe de diaspora (8%), une classe moyenne (7%), une classe intermédiaire (5%) et une classe des oubliés (70%). Elles œuvrent toutes pour tenir les oubliés exclus sur tous les points économiques et socio-politiques. Tous les problèmes d'absence d'infrastructure de base sont vécus seulement par la classe intermédiaire et la classe des oubliés. On est loin de la reconstruction, aussi longtemps qu'il y aura cet individualisme à outrance en Haïti.

On ne peut parler de développer le pays sans parler de la reconstruction et sans élever notre capacité économique. La relance de la production agricole, il faut le faire, pour qu'on puisse manger. Après on parlera de reconstruction. Pour l'instant, l'urgence est de nous protéger de la famine.

Nous essayons, dans ce processus de reconstruction de détecter les problèmes de la population et nous les vulgarisons. Nous pensons dans un sens que cela aide les dirigeants dans leur plan de développement du pays.

- Vox Populi:

La reconstruction d'Haïti n'est pas possible, notre seul moyen de contribuer à l'avenir du pays est d'aller mettre nos enfants au monde à l'étranger. De ce fait nous serons sûrs qu'ils auront accès au bien-être social et aux services sociaux demain.

Il n'y a pas d'avenir pour Haïti. En dépit de tous les discours sur la reconstruction sociale, il n'y a rien qui ait été fait pour nous donner de la dignité humaine. On se couche dans les rues. On ne peut même pas aller à l'école. On nous refuse même le droit de rêver. Quel est le pire châtiment que quand il vous est interdit de faire des projections sur votre futur, de rêver à un rôle que vous voudriez jouer dans votre société? Pour l'instant, toutes mes pensées tendent vers des moyens pour trouver de la nourriture et prendre un bain.

Je n'ai plus d'espoir. Aristide, qui représentait notre espoir, nous a laissé choir. Advienne que pourra.

Le problème que l'on a présentement dans le pays est un problème de « gouvernabilité ». Si vous voulez construire le pays, il faut qu'il y ait au sein des institutions un consensus sur le type de société que nous voulons. Il y a certainement des acquis, la liberté de presse est un acquis, le droit de vote est un acquis. Il y a 20 ans de cela, il y a 10 ans de cela encore, qu'on ne débattait pas des

véritables problèmes. Nous vivons aujourd'hui une transition, elle est difficile certes, mais il ne faut pas non plus que les dirigeants raccourcissent le temps de la transition.

On devrait donner priorité à l'éducation, car elle permettrait aux gens de trouver des solutions à leurs problèmes.

Nous sommes restée pendant quatre mois en Haïti pour conduire cette enquête. Elle a été menée dans la région de Port-au-Prince et dans deux petits villages de la commune d'Arcahaie: Luly-sous-mer et Sous-Fort-Déjean. Toutes les données que nous avons collectées démontrent l'urgence de reconstruire le pays. « Beaucoup reste à faire, avant qu'on puisse dire que le régime démocratique est installé à Haïti, et que ses habitants sont embarqués de façon irréversible sur le chemin de la paix, de la tolérance et de la prospérité » (Watson Jr., 1997, p.127). Les prochains chapitres retranscrivent intégralement les perspectives de certains segments de la population haïtienne face aux problèmes de transition et à la reconstruction sociale. Vous vous ferez vous-même une idée de la conjoncture actuelle du pays.

Enfin, nos observations sur le terrain nous conduisent à questionner la rationalité du concept de développement et de coopération internationale pour les sociétés en crise. Comment peut-on utiliser le développement et la coopération internationale dans le processus de reconstruction sociale quand les crises qui sévissent une société sont profondément ancrées et préexistent à tout programme de reconstruction? Nous concluons avec quelques pistes, quelques alternatives, émergeant des discours des acteurs locaux aux prises avec ces contradictions internes et ces tentatives de reconstruction.

#### 0.4 Perspective de l'auteure

Je suis allée en Haïti remplie d'espoir pour revenir brisée, sans rêve. Originnaire d'Haïti, j'ai toujours pensé qu'un jour, je pourrais y retourner vivre; apporter ma contribution aux Haïtiens en leur faisant partager ce que j'ai vécu en Amérique. J'ai reçu une gifle devant la misère, l'incompréhension et la méchanceté de certains de mes frères. Exposée pendant ces quatre mois à la misère, à l'indignation, à la raillerie, à la brutalité des changements socio-politiques, je sais que je ne pourrai plus jamais être celle que j'étais avant. J'ai perdu quelque chose que je ne pourrai jamais retrouver. « j'y suis allée, j'ai vu, ils m'ont vaincue ».

Originellement, Haïti n'était pas mon sujet de recherche. Je voulais travailler sur les processus de reconstruction sociale en ex-Yougoslavie via l'accord de Dayton. Mes objectifs étaient:

a) Évaluer les différentes réalisations depuis la mise en oeuvre de l'accord de Dayton pour favoriser la réconciliation des peuples, l'exercice de la démocratie, et la reconstruction de l'ex Yougoslavie.

b) Démontrer si la paix est imposée à ces républiques puisque les gens ne sont pas prêts d'oublier les horreurs de la guerre ou si l'accord de Dayton vient à point nommé donner de l'espoir aux peuples.

La destruction du tissu social en ex Yougoslavie a été si dramatique avec les milliers de morts, les déportations, l'exil, la destruction de l'infrastructure de ces pays. Chaque jour donnait naissance à ses horreurs. La communauté internationale avait négocié avec les cinq républiques un projet général qui pouvait mettre fin aux hostilités et permettre aux citoyens de ces pays de vivre enfin dans la quiétude. Mais cet accord de paix, signé en octobre 1995, était-il vraiment effectif? Les peuples y croyaient-ils et y étaient-ils consentants? Ou n'était-ce qu'un moyen pour les gouvernements de s'enrichir sur la naïveté de la communauté internationale?

Même s'il y avait dans cet accord le cessez le feu, la protection militaire (garantie de la paix) par l'OTAN, la stabilisation régionale, une nouvelle constitution, etc., il planait encore un air de mécontentement (parce qu'on forçait les gens à vivre ensemble), un scepticisme. C'était ça que je voulais aller discerner, mais le projet était très difficile à réaliser à cause des coûts énormes qu'il comportait et aussi les risques dus à la situation politique explosive. Et je me suis dit le Rwanda et Haïti ont connu des situations pareilles causant beaucoup de morts, pourquoi, je n'irais pas en Haïti mener mon enquête. Haïti, aussi était sous la coupe de la communauté internationale qui lui assurait la sécurité tout en lui donnant de l'aide humanitaire.

Il faut dire que je me tenais toujours informée de la situation en Haïti. Sur le site internet de l'ACDI, j'ai trouvé toute une panoplie de projets de reconstruction qui étaient en cours en Haïti. L'ONU avait le programme de maintien de la paix, le PNUD, le programme de développement social; le Japon faisait des dons en Haïti ainsi que beaucoup d'autres pays. Donc, j'ai été très emballée par tous ces programmes de reconstruction et je me disais que peut-être Haïti va finalement s'en sortir.

Pour la communauté internationale, Haïti était déjà passé de l'autre côté, du fait qu'il avait accepté toutes les propositions de réformes imposés par les bailleurs de fonds internationaux. Tous les projets appuyés par la communauté internationale semblent marcher selon cette dernière: la réforme de la Police nationale, la restauration de la démocratie, le maintien de la paix, la privatisation. Toutefois, il y avait deux images d'Haïti qui se côtoyaient: l'un qui se modernise et l'autre qui s'appauvrit. Je n'arrêtais pas d'entendre parler de l'augmentation de la criminalité et de la pauvreté; de la migration des Haïtiens sur les bateaux en noix de coco; des mauvais traitements exercés à l'égard des Haïtiens vivant en république dominicaine.

Alors, je me suis dit c'est mon pays, je parle leur langue. Pourquoi, n'irais-je pas en Haïti conduire une enquête pour connaître les opinions et les réactions des Haïtiens sur ce qui se passe dans le pays. Je voulais connaître leur perspective face aux problèmes de transition et de reconstruction. Et peut-être, à partir de là, trouver de vraies solutions permettant de reconstruire le pays avec la participation de tous.

Je suis partie en janvier 98 avec pour tout bagage, mon cadre méthodologique et mes questions. Je me disais qu'une fois là-bas, je trouverais des réponses. Je suis restée pendant quatre mois à voyager un peu partout à la recherche des réponses qui pouvaient m'éclairer sur les événements dont j'ai été témoin en Haïti. Les premiers jours de mon arrivée ont été très pénibles. Il fallait tout d'abord m'habituer à la chaleur et vivre presque sans électricité. Cela a été ensuite le choc culturel. Les rues étaient trop bruyantes et remplies de voitures et de piétons en même temps. J'avais l'impression que j'allais être engloutie par cette foule que je trouvais menaçante. En plus, les conseils qu'on m'avait gentiment donné à Montréal et à mon arrivée ont contribué à augmenter mon malaise: Il ne faut jamais sortir seule et ne jamais laisser personne deviner que l'on vient de l'étranger car les « zenglendos » (bandits), ont des espions partout. Ils peuvent vous suivre

jusqu'à votre demeure et, pendant la nuit, viennent vous tuer pour voler l'argent américain que vous êtes supposés avoir. Dans les taxis, il fallait parler très peu, sinon le chauffeur pouvait s'apercevoir par votre accent que vous étiez une diaspora et vous tuer après vous avoir violée. Toutes ces mises en garde, me faisaient toujours marcher en regardant par dessus mon épaule pour voir si je n'étais pas suivie. Finalement, je suis restée 2 à 3 semaines sans sortir tant j'avais de la difficulté à m'adapter à ce nouvel environnement.

Généralement, le choc culturel se définit comme un état d'anxiété aiguë produit par des normes sociales et des signaux sociaux non familiers. Il est caractérisé par la fatigue de la constante adaptation, le sentiment de perte (son familial, environnement, confusion de valeurs et d'identité, inconfort provoqué par la violation des valeurs et ce sentiment d'incompétence en côtoyant l'environnement). Mon premier grand choc culturel, je l'ai vécu dans le quartier populaire de Saint Martin. C'était à la rue Tiremasse, dans un petit snack bar, quand un événement tragique a failli se produire.

Il y avait une voiture au beau milieu de la route, obstruant le passage. C'était l'heure de l'affluence scolaire, beaucoup d'étudiants revenaient de l'école. Les voitures klaxonnaient d'impatience partout. Je suis sortie sur la chaussée pour observer ce qui se passait. Un monsieur qui conduisait une voiture a dit au chauffeur bloquant la route, je traduis naturellement « hé! l'ami est ce à toi la route, pourquoi n'enlevez vous pas votre bout de ferraille sur la route? nous sommes pressés, nous ». J'ai vu deux femmes dans la voiture du chauffeur, essayer de retenir ce dernier. Il les a repoussées et est sorti de sa voiture avec un revolver pour le pointer sur le monsieur qui lui avait demandé de bouger sa voiture. La foule qui s'était accumulée sur le trottoir s'est réfugiée dans les corridors du quartier. Le monsieur qui avait parlé au chauffeur n'arrêtait pas de trembler devant l'arme collée à son cou. Le chauffeur lui dit: « je te défends de m'adresser la parole, sinon je te fais exploser la tronche » Le monsieur se garda de dire un mot, il continua de trembler. Deux policiers qui étaient présents depuis le début de la scène sont venus tapoter amicalement le dos du chauffeur qui tenait l'arme. Le fait qu'il possédait une arme à feu a fait de lui un frère. Les policiers ne lui ont même pas demandé s'il avait un permis de port d'arme, ni s'il était policier. Ils l'ont traité en ami en lui disant: «ah, mon cher laisse tomber, il n'en vaut pas la peine, il n'est rien». Ensuite, les policiers l'ont aidé à garer sa voiture et il est rentré dans sa maison. Les gens ont commencé à sortir de leur

maison. Le calme était revenu. Comme j'ai essayé d'interroger un des policiers pour savoir si le chauffeur était un policier, Il n'a jamais voulu répondre et m'a demandé qui j'étais et que cela ne me regardait pas, me disait-il d'un ton renfrogné. Je n'ai pas insisté, car je ne voulais pas me retrouver en prison pour rien.

À partir de cet incident, j'ai commencé à m'interroger sur le programme de maintien de la paix et de désarmement dont la communauté internationale n'arrête pas de vanter les mérites. La plupart des Haïtiens de la classe moyenne possèdent au moins deux ou trois armes à feu. Tous les petits magasins, les petites banques de lotos (borlette) sont gardés par des gardiens de la sécurité privée. Partout où je vais, les gens ont des armes à feu. Dans le silence de la nuit, j'entends tirer des coups de feu. Il règne une telle tension au sein de la population que l'on pourrait même dire que les groupes sociaux vivaient à l'état de guerre perpétuelle de chacun contre chacun, de tous contre tous. Pourtant, la communauté internationale continue de croire qu'il y a la paix nationale en Haïti. Je me suis posée ensuite la question: les conflits sont-ils vraiment révolus en Haïti? Il est vrai qu'il y a de moins en moins de crimes politiques, mais, la criminalité ordinaire, qu'est-ce qu'on en fait? La pauvreté croissante de la population haïtienne fait multiplier les crimes et c'est la classe moyenne, le bouc émissaire parce que c'est à elle surtout que s'en prend la classe majoritaire, quand la faim lui tord les entrailles. Les Haïtiens continuent à s'entre-déchirer sous le couvert de la transition. Quand les Haïtiens sortiront-ils de la transition?

Maurice Godelier, auteur marxiste définit la transition, comme l'évolution des institutions économiques et sociales d'une société sur la base d'un autre système. Je ne pense pas que ce soit ce qui est en train de se passer en Haïti. D'après moi, il n'y a aucun changement des systèmes économique et social parce que, quand on lit l'histoire d'Haïti, cela a toujours été la bourgeoisie et la classe moyenne. Le peuple, lui, n'a jamais rien eu; les gens au pouvoir et la bourgeoisie ont toujours tiré toutes les ficelles. L'arrivée des organisations populaires démocratiques, disent certains, amène une sorte de lutte; une sorte de nouveau système se place. Le peuple commence à revendiquer sa place, dit-on, mais, je n'ai rien remarqué pendant mon séjour en Haïti.

Tout ce que j'ai vu, c'est que Port-au-Prince est envahi par des marchands ambulants et des petits marchés. Les gens vendent les produits usagés (soutien-gorge,



culottes, chaussures, vêtements) qu'ils reçoivent de leur famille vivant à l'étranger. Ceci a pour effet de briser l'exclusion vestimentaire qui existait en Haïti, entre la classe bourgeoise qui pouvait acheter des vêtements importés dans des boutiques chics et le peuple qui portait des produits locaux. À présent, tout le monde s'habille presque de la même façon.

Ici, au Canada, on parle souvent du processus de reconstruction sociale en cours en Haïti. Certains Canadiens croient que Haïti va se développer. Il est vrai que la communauté internationale l'aide beaucoup dans cette optique. Il y a beaucoup d'argent investi en Haïti, sous forme d'aide publique au développement. La communauté internationale croit dans la reconstruction d'Haïti. Pourtant d'après ce que j'ai remarqué pendant mon enquête, il y a environ 15% de la population qui a accès à l'électricité, l'eau potable est quasi inexistante sauf pour la classe élitiste qui peut se payer des bouteilles d'eau traitée et acheter des camions d'eau pour remplir ses réservoirs. Le reste de la population n'a rien, pas de toilettes sanitaires, pas d'eau potable, vraiment rien.

Moi j'ai été une fois à Sous-Fort-Déjean, je voulais uriner mais je n'ai pas pu le faire parce qu'il n'y avait pas de toilettes. Les villageois ont un endroit pour « faire leur besoin » comme ils disent: c'est un grand trou creusé tout près de la maison entouré de grosses roches sur lesquelles s'assoient les gens pour déféquer ou uriner. Le grand trou est à ciel ouvert, tout le monde peut voir ce que vous faites. Il n'y a pas de papier de toilette, les gens s'essuient les fesses avec des feuilles.

Il y a tellement de disparités, de stratification, au sein de la société haïtienne, au sein d'une même famille, entre frères et soeurs que les groupes sociaux risquent de ne pas s'en sortir vu qu'il n'y a pas d'entraide. C'est cet esprit d'individualisme qui empêche les gens de s'entraider. Tout le monde s'arrange comme il peut pour s'enrichir et ensuite conserver cette richesse. Vous trouverez au sein d'une même famille des gens lettrés et illettrés. Il y a des gens qui possèdent deux ou trois diplômes universitaires mais n'arrivent pas à trouver un emploi. Les jeunes me disent parfois que ce n'est pas l'éducation qui compte en Haïti, c'est la richesse. Il leur faut donc trouver d'autres moyens pour se frayer un chemin vers la richesse. Les gens se tournent vers d'autres moyens pour faire de l'argent pour ne plus faire partie des exclus.

L'exclusion, je l'ai vécue aussi en Haïti, pas au même point que les Haïtiens mais, je l'ai vécue. Premièrement, je n'avais pas beaucoup d'argent pour effectuer mon voyage en Haïti parce que je n'avais pas eu le temps de faire une demande de bourse. Par conséquent, je suis allée là-bas avec le strict minimum. Je n'avais pas d'argent pour louer une voiture, j'ai dû utiliser le transport en commun. Pour aller à un rendez-vous, il fallait que je sorte 3 ou 4 heures d'avance pour attraper un autobus. Il y a toujours une grosse foule qui attend les autobus, il faut quasiment se battre pour pouvoir y monter. Il faut vous dire que généralement les gens qui prennent l'autobus font partie de la classe majoritaire. Il y a des élèves et aussi des marchands de charbon et de poules. Souvent les gens sont sales, j'arrivais au rendez-vous sale, défraîchie. En plus, les chauffeurs d'autobus font le marché noir avec leur voiture, dépendamment des heures d'affluence, le prix peut grimper jusqu'à quinze gourdes alors que le prix habituel est de deux gourdes et demi. Le gouvernement ne prend aucune mesure pour régulariser cette situation. Certaines personnes pouvaient rester plusieurs heures à attendre l'autobus sans en trouver un. Je pouvais payer les quinze gourdes mais je ne trouvais pas d'autobus.

Un chauffeur d'autobus pouvait dire qu'il se rendait à telle destination, en chemin, il dit à tout le monde de descendre parce que là où il se rend, ce n'est pas très achalandé. Après, je reste là, coincée sur la route ne pouvant trouver d'autobus. J'ai raté plusieurs rendez-vous à cause des autobus. Le pire est que s'il pleut, il est inutile d'attendre l'autobus, le chauffeur ne va pas s'arrêter pour ne pas mouiller le siège de son auto. À partir de cinq heures de l'après-midi, les autobus se font rares. Une fois en revenant de l'Arcahaie, j'ai dû me coucher dans le coffre d'une auto pour me rendre à Port-au-Prince parce que j'avais attendu pendant environ 4 heures un autobus et j'ai dû attendre plusieurs heures avant de trouver quelqu'un qui puisse m'emmener à Pétionville.

Je ne m'étais jamais sentie si isolée, si perdue que pendant mon séjour en Haïti. Il n'y avait presque jamais d'électricité dans le coin où j'habitais. Je ne pouvais ni écouter les nouvelles à la radio ni regarder la télé. Pourtant les maisons d'à côté étaient illuminées, ces gens là avaient pu se payer une génératrice d'électricité. À quelques mètres plus bas, il y avait le « Star Market » et une station d'essence qui fonctionnaient également sur des génératrices. Chacun fonctionne dans le noir avec des bougies en attendant qu'on lui donne sa ration d'électricité. Pourtant, à ce qu'il paraît, dans des quartiers où vivent de

grandes personnalités politiques, il y a l'électricité 24 heures sur 24. J'ai été à Delmas 31 et sur la route de Tabarre où vit l'ex-président Jean Bertrand Aristide, l'électricité fonctionne 24 heures sur 24. Quant à moi, je n'en ai même pas assez pour faire fonctionner mon ordinateur portable. J'ai été très choquée. Je me disais pourquoi les Haïtiens acceptent tout ça et ne font rien? Je me suis rappelée que j'étais là pour connaître leurs perspectives et leurs réactions sur les problèmes de transition.

J'ai demandé à plusieurs personnes rencontrées dans la rue leurs avis sur les programmes de reconstruction et les problèmes de transition. Elles m'ont répondu qu'il y avait une occupation directe du pays par les États-Unis. Les forces de l'ordre de l'ONU qui sont dans le pays les remplissent de faux espoirs. La démocratie participative dont la communauté internationale a tant vanté les mérites, n'a atteint qu'une partie de la société civile: l'élite. Les classes populaires des bas-fonds urbains et les paysans en sont exclus. Les choses ne s'arrangent pas pour eux. Ils veulent avant tout connaître le progrès social et sortir de la pauvreté. Pourtant, les groupes sociaux défavorisés (les oubliés) ont une attitude très passive face aux problèmes socio-économiques en Haïti. Ils ne réagissent plus, ils acceptent de s'asseoir par terre dans l'autobus sans rechigner. Ils achètent leur nourriture dans la rue, mangent à côté des tas d'immondices d'une odeur repoussante, du même coin où la nourriture a été préparée. Ils ne voient pas tout ça, ils sont trop contents de pouvoir manger.

Les groupes sociaux de la classe majoritaire sont déboussolés, sans perspective d'avenir. Certains Haïtiens sont toujours là sur la place Pétion à attendre un signe de la Providence, disent-ils. Ils sont rongés de mille maux, la tuberculose, le sida, la faim, la malnutrition, les maladies mentales et l'américanisme entre autres. Intoxiqués, traumatisés, ils ne cherchent qu'à se trouver un point d'ancrage. Alors, certains se tournent vers le banditisme, l'escroquerie, la corruption pour ne pas mourir de faim. Je serais tentée d'avancer que l'Haïtien n'est pas cet être opportuniste, dont on n'arrête pas de chanter les méfaits, il est seulement un être désespéré qui essaie de survivre à la misère, à l'insécurité, au chômage et aux injustices.

Pendant mon enquête à Sous-Fort-Déjean, il m'est arrivé de goûter à l'hospitalité des paysans et j'ai pu apprécier leur mode de vie. Les citadins et les paysans vivent dans deux mondes à part. À Port-au-Prince, vous entendez partout le rythme endiablé du "Rap"

ou de disco. Chez les paysans de Sous-Fort-Déjean, c'est le calme et le silence complets, on n'en entend que les rythmes de la nature. La plupart de ces paysans n'ont jamais vu un poste de télévision et certains n'ont même pas de radio. Les discussions de groupe se révèlent être leur moyen de divertissement. Ils se rencontrent pour se raconter des blagues et les potins du quartier, souvent à l'extérieur du local de l'association. J'ai été l'objet de plusieurs blagues car j'ai été acceptée par le groupe. Contrairement à certaines personnes que j'ai interviewées à Port-au-Prince, ils ne s'attendaient pas à ce que je leur offre de l'argent. Ils comprenaient bien le fait que les étudiants ont tout juste de quoi se nourrir. Au contraire, il me nourrissait beaucoup parce qu'ils me trouvaient trop maigre. Ils étaient très humbles et modestes et bien qu'ils n'étaient pas trop au courant de ce qui se passaient dans le pays, ils n'en avaient pas honte.

Ce sont de durs travailleurs et des êtres très optimistes. Si Port-au-Prince était peuplé de gens comme eux, la reconstruction d'Haïti serait dans la poche. Ils sont toujours en train d'effectuer des petits travaux dans le village. Ils ont construit un pont en terre battue et en tronc de palmier. Bien qu'ils savent qu'ils doivent refaire le pont dans quelques mois, ils m'ont dit qu'il vaut mieux avoir quelque chose de transitoire que de ne rien avoir du tout. Le problème dans la reconstruction d'Haïti, par la coopération internationale est que les aides accordées pour le développement ne tombent jamais dans les bonnes mains. Il faudrait que les Coopérants internationaux participent de plus près sur le terrain pour aider les groupes qui s'impliquent dans le développement de leur zone. Pour que l'aide publique au développement ne se retrouve pas entre les mains des élites au pouvoir, quand on considère l'obsession de ces gens à vouloir s'enrichir.

Dans les deux villages que j'ai visités, les gens sont très bien organisés. Ils sont pauvres, mais se considèrent chanceux de ne pas faire partie des citadins. Ils savent très bien ce qu'il faut pour développer leur village et de quoi ils ont besoin pour panser les plaies du passé et entrer dans le vingt et unième siècle vainqueur du sous-développement. Ce ne sont pas les discours politiques dont ils ont besoin mais d'assistances financière et scientifique de la part des coopérants étrangers qui voudraient bien entendre leur voix. Car personne ne les écoute. Ils m'ont dit que j'étais la seule à avoir bien voulu apprendre ce qu'ils ressentaient avec tout ce qui se passe en Haïti: la présence des Blancs dont ils ne comprennent pas le bien-fondé puisqu'ils ne les aident pas à sortir de la misère; la

criminalité et l'inflation qui augmentent en Haïti; certaines réformes que le gouvernement a entrepris dans le pays.

Les crises de transition ne sont pas vécues de façon uniforme dans tout le pays. Si les paysans luttent contre la pauvreté et le mode de vie archaïque, la plupart des citadins de la classe populaire sont en butte à de plus graves problèmes (l'insalubrité, la famine, la criminalité, la malhonnêteté, la carence de logements). Quand j'ai voulu les faire parler des problèmes liés à la transition et à la reconstruction, plusieurs ont essayé de me soutirer de l'argent. Pour eux, j'étais « la blanche noire à piller ». Ils essayaient par tous les moyens de montrer qu'ils étaient plus miséreux que tous les habitants de la planète. D'après eux, la reconstruction devrait se faire à partir d'un État de providence qui leur donnerait un revenu mensuel pour pouvoir subvenir à leur besoin. Ils ne pensent pas à la création d'emploi qui leur assurerait un revenu, au contraire, ils sont contre la privatisation des entreprises publiques qu'ils considèrent comme faisant partie du patrimoine national.

À bien réfléchir, je dirais bien que certains groupes sociaux sont très contents de la tournure des événements en Haïti. Ils ne font rien pour changer l'état des choses, ils se contentent de vivre à l'état présent, d'un jour à l'autre en polluant, en détruisant, sans penser à l'avenir de leurs enfants. Si vous passez à Port-au-Prince, vous serez surpris de voir la quantité de déchets qui jonchent le pavé. Les rues du centre-ville de Port-au-Prince sont couvertes d'un tapis de bouteilles de jus en plastique sans compter les autres déchets. Personne ne fait d'effort pour empêcher cet état de choses. Même la désertification d'Haïti, aurait pu être empêchée avec des politiques de reboisement et en utilisant d'autres ressources pour la cuisson de la nourriture.

Il existe certes, ici et là, quelques associations qui font la promotion de l'environnement, mais cela s'arrête là parce que cela n'intéresse pas la classe favorisée. Cette dernière parle plutôt de restauration de musée, de sites historiques et s'embarrasse plutôt de considérations « snobs » (bourgeoises), au lieu de penser à l'avenir du pays. De toute façon, elle a les moyens d'émigrer à l'étranger. Elle pourra toujours partir advenant une catastrophe écologique. Certaines personnes des groupes défavorisés à qui j'ai parlé des perspectives écologiques, de leurs actions m'ont répondu qu'elles ont des

préoccupations plus importantes: « se remplir le ventre d'abord et ensuite penser à comment se le remplir demain ».

Ce désintéressement pour le développement du pays se poursuit partout, presque dans tous les domaines de la société civile. Les écoles jouent aussi sur les mêmes optiques d'enrichissement. Maintenant, on rencontre à Haïti toute une panoplie « d'écoles à tout pour un dollar », dont le niveau d'éducation ne vaut pas grand chose. C'est une manière que certains Haïtiens ont trouvée pour s'enrichir. Vous avez une maison de quatre pièces, faites-en une école et enrichissez-vous. Les directeurs ne s'embarrassent pas de considérations éthiques à savoir si c'est bien de créer des élèves qui ne pourront rien faire pour le pays dans l'avenir. Tout ce qui compte c'est de se faire de l'argent et ne plus faire partie du monde des exclus.

J'ai observé que c'était surtout l'exclusion qui était à la base de tous les problèmes qu'on rencontre en Haïti. Les gens sont prêts à tout pour avoir une voiture et de l'argent pour pouvoir faire partie de la classe moyenne et de ce fait ne plus être exclus. Néanmoins, le problème majeur c'est l'application des gens de la classe favorisée à empêcher les défavorisés d'atteindre leur niveau de vie. Ils sont prêts à tout pour les en empêcher. J'ai rencontré quelqu'un qui m'a avoué avoir acheter un terrain pour une somme très élevée dans son quartier pour empêcher quelqu'un de la classe moyenne de se l'approprier.

Si les problèmes de transition perdurent ce n'est pas parce que les institutions politiques et sociales ont du mal à absorber tous ces changements, mais plutôt parce qu'il y a une résistance au changement. Si cela change en Haïti, les riches vont tomber de leur piédestal. Ils ne pourront plus asservir le reste de la population. Cela voudrait dire plus de servantes, plus de jardiniers, plus de coursiers pour presque rien. Le plus curieux est que les gens défavorisés boycottent les programmes de reconstruction sur l'instruction des riches pour une peccadille. Je ne comprends pas vraiment ce qui se passe en Haïti. Est-ce que certains Haïtiens, ayant vécu sous le règne totalitaire, ont oublié la signification du mot dignité?

Là, je rentre en plein dans le relativisme culturel. Peut-être que ce que je considère comme une absence de dignité est plutôt une adhérence à un statu quo longtemps

maintenu et qu'un changement pourrait mener à une catastrophe. Si on jette un regard au temps de Jean Claude Duvalier, il n'y avait pas toute cette insécurité. Maintenant avec la réinstallation de la démocratie, c'est toujours des conflits. Tout le monde revendique, mais personne s'écoute. Peut-être que cela a été une erreur d'instaurer la démocratie, puisque certains groupes sociaux l'utilisent à mauvais escient et ne respectent pas l'ordre des choses. Par ailleurs, la démocratie est employée comme un slogan à la mode par les différents groupes de la société civile. Mais la faille que la classe défavorisée trouve dans la démocratie est qu'elle ne donne pas à manger et ne montre pas non plus comment se trouver à manger et envoyer les enfants à l'école. Et ce sont là, les principales préoccupations de la population majoritaire.

En guise de conclusion, je dirais qu'il y a beaucoup d'éléments à aller chercher au fond des problèmes de transition en Haïti, pour que la reconstruction sociale puisse se faire. Moi, j'avais tellement fait de rêves sur Haïti. J'étais contente de savoir qu'Haïti rentrait dans le village global. Quand j'ai lu le nombre de pays impliqués dans le processus de reconstruction en Haïti et que j'ai lu la liste d'aide publique au développement accordée à Haïti je m'étais dit qu'Haïti allait sortir du sous-développement. Mais, il fallait compter sur la volonté des différentes forces en présence à vouloir cette reconstruction. Ce que j'ai vu en Haïti, m'a enlevée complètement le peu d'espoir qui me restait d'y retourner vivre un jour. Ce voyage en Haïti m'aura laissé un grand vide à l'intérieur que rien ne pourra plus combler. Comme j'ai dit au début: J'y suis allée, j'ai vu, mais ils m'ont vaincue ».

## CHAPITRE I

### PERSPECTIVES AU SEIN DE RÉSEAUX RURAUX

L'histoire des paysans haïtiens mérite beaucoup de réflexion. Ils paraissent complètement isolés de la scène socio-politique haïtienne. Ils n'ont pas d'écoles, ni d'hôpitaux. Ils n'ont même pas accès à la presse, nous racontent-ils. On n'entend parler d'eux que dans les faits divers. Ils semblent condamnés à vivre dans une misère abjecte sans espoir de s'en sortir. Leur seul espoir, nous confient certains paysans, est de prendre un jour le bateau et d'accoster quelque part aux États-Unis. Il paraît que l'État haïtien depuis sa construction n'a jamais joué un rôle d'agent régulateur et intégrateur sur les intérêts concernant la société civile, avance un sociologue haïtien.

C'est ainsi qu'au fil de deux siècles d'histoire, malgré les efforts sporadiques des uns et des autres, les trois tâches fondamentales n'ont pu être réalisées. Ce sont: la garantie des droits démocratiques pour permettre à tous les membres de la communauté l'accès à la citoyenneté; l'extension de l'éducation scolaire accompagnée de la mise en place d'une infrastructure communicationnelle de qualité, diversifiée et équilibrée; la promotion de l'hygiène et de la santé publiques. (Hector, Michel. 1998. « L'inévitable question de l'intégration ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 11).

L'incapacité de l'État de pourvoir à ces trois gains sociaux aurait maintenu le pays dans le sous-développement et consacré le règne de la féodalité en Haïti.

D'après ce que nous avons recueilli de nos entrevues avec les paysans, la majorité d'entre eux s'acharneraient encore au travail de la terre pour la classe élitiste qui possède presque la majorité des terres, sans que cette dernière investisse dans des outils pouvant faciliter la tâche des paysans. De plus, les paysans qui vivent sur la terre des propriétaires sont souvent les cibles de multiples injustices de la part de l'élite. Il leur arrive d'être jetés dehors en plein milieu de la moisson quand ils se révoltent contre trop d'abus. Il semblerait que ces situations abusives n'ont jamais pu être rectifiées à cause de la faiblesse ou de la quasi absence d'institutions judiciaires.



Depuis la période de reconstruction d'Haïti, le gouvernement haïtien essaie tant bien que mal d'élaborer une politique agricole et agraire pouvant venir en aide aux paysans. Cette politique visait l'augmentation et l'amélioration de la production agricole. La terre c'est le pouvoir a déclaré le président Préval qui voulait donner à 80% de la société civile haïtienne la terre qui leur revient de droit. (HNN. 1998. « Vers l'irréversibilité (sic) du processus de la réforme agraire en Haïti ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 4). C'est la réforme agraire. Trois milles hectares de terres ont déjà été distribués (idem, p. 4). Le président a déclaré que « c'est l'extension de la réforme agraire à l'échelle nationale et la solidarité entre les paysans des quatre coins du pays qui garantiront l'irréversibilité du processus en cours » (Ibidem, p. 4). Tout le monde s'entend sur l'idée que la réforme agraire guérirait bien des plaies de la société civile, en y créant une sorte d'équilibre et en contrôlant aussi l'exode rural, mais tout cela se passe dans les discours, cette politique n'a jamais été suivie, nous confie un paysan, bien au contraire, plusieurs individus profitent de cette politique pour s'emparer de la terre d'autrui.

La période de transition dont on parle tant en Haïti n'a pas réellement touché les paysans. Ce qui se passe chez eux maintenant, traduit un profond désir de changement. Ils veulent autre chose pour leurs enfants qu'une lutte perpétuelle contre la pauvreté à laquelle ils semblent prédestinés. Si bien que les paysans se mobilisent et cherchent à trouver des moyens de s'en sortir. C'est ce que nous allons voir avec les paysans de Sous-Fort-Déjean et ceux de Luly-sous-mer. Cependant, malgré la volonté des paysans de s'en sortir, les problèmes sociaux rencontrés, les difficultés pécuniaires, l'absence du pouvoir d'achat, l'incapacité de pourvoir aux besoins de leurs enfants les laisseraient de plus en plus « démoralisés ».

### 1.1 Actions ou réactions des paysans de Sous-Fort-Déjean pour la reconstruction.

En nous rendant à Sous-Fort-Déjean, nous nous sommes confrontée à une nouvelle réalité: un spectacle de verdure. Les vaches broutent paisiblement dans l'ombre. Il ne manque qu'un poète pour chanter tout cela. C'est un petit village situé à l'extérieur de la ville de Montrouis, avec une population atteignant 500 habitants. Ce sont des agriculteurs qui vivent uniquement de leur production. Trois quart de ces paysans ne sont pas propriétaires terriens. Ils vivent sur le principe de métayage et partagent leur récolte

avec les propriétaires qui obtiennent environ 40% de la production. Leur situation est précaire, ils peuvent être jetés dehors et perdre leur maison, leurs biens selon les caprices du propriétaire.

Il faut préciser que le métayage se définit habituellement comme: « un contrat d'exploitation agricole dans lequel le propriétaire fournit, outre la terre, la totalité ou une partie du capital d'exploitation et reçoit, en nature, de l'exploitant, une partie des fruits et récoltes ». En Haïti, le principe est différent, le propriétaire ne fournit que la terre aux paysans. C'est un système qu'on appelle « di moitié » (de moitié). Une paysanne nous a confié que 80% des paysans vivent dans ce système. Elle nous explique ce que c'est:

C'est comme s'il y avait 100 pains pour 100 personnes, mais 15 personnes seulement vont manger 85 pains, alors que 85 autres personnes vont se partager les 15 autres pains. Une petite portion de la population possède toutes les terres et les petits malheureux travaillent très dur sous le soleil pour elle et un jour, on leur demande la terre et c'est sur cette terre qu'ils ont construit leurs maisons. Cela, en plein milieu de la moisson. Si les paysans se révoltent, les propriétaires terriens viennent tout saccager ou viennent récolter eux-mêmes les récoltes et jettent les paysans dehors après. C'est la vie, mais nous vivons sur la terre des grandes familles.

Des fois, il leur arrive d'avoir de profondes crises sociales causées par une récolte insuffisante. Ils ne comptent que sur les produits de leurs récoltes pour envoyer leur enfants à l'école, pour s'organiser et développer leur village.

Ces paysans n'ont jamais eu d'électricité dans leur village. Ils ont fait une demande à l'électricité d'État d'Haïti (l'EDH) afin de faire installer l'électricité dans leur temple. Cependant, ils ne savent pas encore s'ils pourraient se le permettre à cause du coût qui est très élevé. Les gens de l'EDH doivent venir faire l'évaluation et étudier la ligne avant de décider si c'est faisable. Paradoxalement, au haut du village, l'EDH alimente le réseau de câbles de la Téléco, pourtant les paysans n'en n'ont jamais eu. En dépit de l'absence d'électricité, certains semblent assez informés de la situation actuelle du pays.

À part la radio, ils n'ont aucun autre moyen d'information et ils n'ont, en plus, aucun contact avec les journalistes. Ces derniers ne viennent jamais jusqu'à Sous-Fort-Déjean. C'est un petit village très isolé, les habitants, d'après leur dire, survivent de par

eux-mêmes, sans aucune aide de l'État. Avant, ils avaient l'habitude de se réunir avec une organisation de la ville de Montrouis pour discuter avec eux des affaires de développement. Maintenant, il se réunissent entre eux tous les quinze jours dans le temple du village. C'est le temple qui leur sert de local pour leur association coopérative qui s'appelle « assosyasyon jen-n ti peyizan sou fo (A.J.P.F) », l'association des petits paysans de Sous-Fort-Déjean.

L'association a été fondée en 1993, dans une perspective de développement et sa mission consiste entre autres à promouvoir l'agriculture, contribuer au bien-être des enfants de la zone, encadrer les enfants. De très beaux objectifs qui restent encore théoriques, parce que les paysans n'ont pas encore trouvé de fonds pour les réaliser. Les frais d'adhésion à l'A.J.P.F. sont de cinquante gourdes l'an et cet argent sert à aider les femmes dans le commerce informel.

Certains paysans du village n'ont aucune notion de ce qu'est la reconstruction. Ils nous disent cependant qu'il y a eu une période de construction quand Jean-Claude Duvalier était président. Un vieux paysan nous a confié que:

C'était autrefois, sur Duvalier fils que les choses allaient bien pour nous. Lorsque les moustiques nous piquaient, ils venaient asperger le coin, mais maintenant, on ne peut même pas dormir, avec les moustiques. Depuis, le départ du président Jean-Claude Duvalier, on ne trouve plus ces choses. Ensuite, il y avait eu en 1996, le Prêtre Païen qui nous donnait de l'aide pour les enfants, en nous fournissant du matériel scolaire et des vaccins. Maintenant c'est fini, tout ça.

Les paysans nous ont dit que la reconstruction d'Haïti devrait d'abord commencer par l'alphabétisation de tous les enfants. D'après eux, il n'y a pas de société sans l'éducation. Malheureusement, pour eux, faute de moyen financier, ils ne s'occupent pas de l'éducation de leurs enfants. Les écoles des régions avoisinantes leur sont presque inaccessibles puisqu'ils n'ont pas de moyens de transport. Parfois, il leur arrive d'envoyer leurs enfants à l'école de Montrouis et de Saint Marc. Cependant, quand les paysans n'arrivent pas à trouver de l'argent pour payer les frais de scolarité, les enfants restent à la maison et aident leurs parents à travailler la terre nous expliquent les paysans. Sinon, c'est « l'association des paysans Sous-Fort-Déjean » qui s'occupe de faire leur alphabétisation et là encore, ils doivent payer les frais de fournitures scolaires.

Le directeur de l'association des paysans de Sous-Fort-Déjean qui s'occupe d'alphabétisation au temple nous confie qu'il ne peut la faire gratuitement. Parce que, dit-il:

Il y a un proverbe qui dit «Koté bourrique la marrer sé la li fait toute afê li» c'est-à-dire si une personne laisse toutes ses affaires pour éduquer les autres, sans argent, elle va s'arrêter en route. C'est pour cela que je ne peux alphabétiser gratuitement les enfants [...] Ici, il y a des parents qui envoient leurs enfants à l'école, mais ne peuvent rien acheter d'autres pour l'enfant, même pas un crayon. Au temple, au local d'alphabétisation, on a des problèmes de cahiers, de crayons, de stylos, de livres et on a même des problèmes de tableaux. Par exemple, notre petite école, qui n'est qu'une grande pièce reçoit trois classes primaires par jour: 1ère année, 2ème année, 3ème année. Je suis la seule personne à donner les cours. Ça, c'est un grand problème et il n'y a qu'un seul tableau pour les trois classes qui se font simultanément à tour de rôle. Je commence avec la 1ère année, je la laisse pour travailler avec la deuxième, que je laisse ensuite pour travailler avec la troisième. Il me faut de l'argent pour acheter les fournitures classiques de base.

Si les paysans s'intéressent à l'alphabétisation de leurs enfants, ils ne sont pas intéressés à la leur. Ils nous ont confié qu'ils ne sont plus jeunes et par conséquent ils ne seraient pas de taille à rivaliser avec les jeunes sur le marché du travail. En plus, non seulement ils ne croient pas que l'alphabétisation améliorerait en quoi que ce soit leur condition de vie, ils sont trop occupés et fatigués pour perdre leur temps à se faire alphabétiser, alors qu'ils n'ont qu'un pied dans la tombe. Un paysan nous confie que les circonstances de leur vie les empêchent aussi de penser à autre chose qu'à survivre. Il poursuit en disant:

Vous savez comment vivent les paysans, si durant le mois de décembre, des paysans prêtent à un autre des plants de pois pour les semer. Après, ce dernier doit prendre soin de son jardin, bêcher, enlever les mauvaises herbes etc. et ce, parfois durant la nuit. Après, quand vient le temps de la moisson, il faut récolter. Il doit ensuite remettre les plants qu'il a empruntés, payer le tribut au propriétaire terrien et garder le petit surplus. Donc, nous n'avons pas beaucoup de temps. Un autre problème est que quand nos femmes vont vendre nos produits au marché de la ville, elles reviennent vers quatre heures de l'après-midi et c'est là qu'elles trouvent le temps de cuisiner pour les enfants jusqu'à sept heures et il est trop tard pour elles de venir à l'école. Quant à nous, nous passons toutes nos journées dans les champs.

Plusieurs voyages au village nous ont permis de constater que l'autre obstacle à l'alphabétisation des paysans est que le paysan croit que c'est lui le pourvoyeur légitime

de la maison et s'il laisse la maison pour aller à l'école, les enfants n'auront rien à manger en son absence. Il faut qu'il cherche où trouver un gobelet de riz pour donner à sa femme ou trouver un prêt pour nourrir sa famille. S'il va à l'école, il n'aura pas le temps de régler ses affaires. Si le paysan savait qu'il allait trouver quelque chose à l'école pour subvenir aux besoins de sa famille, il irait.

Sur le plan social, il paraît important de souligner qu'il n'y a pas de stratification sociale au village. L'organisation du village est une affaire commune. Tous les paysans collaborent pour se développer avec le peu de moyen dont ils disposent. Ils ont construit un pont sur une rivière coupant en deux leur village. C'est un pont fait en tronc de palmier et recouvert de terre battue. Certes, ils n'ont pas d'argent, mais par un acte d'opération mutuelle, ils ont rassemblé les pierres, les matériaux et trouvé les hommes dans le village apte à construire le pont. Même pour l'agriculture, les paysans s'entraident. Ils travaillent selon un système qu'ils appellent «opération-combite». Un paysan nous a expliqué ce que c'est:

Le paysan qui doit travailler son terrain pour semer passe chez 10 paysans pour les inviter à venir l'aider. Donc, ces paysans aident cette personne qui leur donne à manger pendant la journée. Les femmes de ces 10 paysans se réunissent chez «l'aidé» pour faire à manger. Demain, un autre jour, sera le tour d'un autre paysan et d'autres l'aideront.

Tout ceci démontre un grand esprit d'équipe et d'entraide mais, il ne s'agit pas de reconstruction sociale.

Si la reconstruction sociale veut dire aussi donner à tout le monde accès au progrès social, les paysans de Sous-Fort-Déjean paraissent encore très éloignés de ce but. Ils n'ont pas de centre de santé. Pour faire vacciner les enfants, ils doivent les emmener très loin. Quand une urgence médicale survient, surtout durant la nuit, cela devient très problématique, nous explique un paysan, s'ils veulent emmener la personne à l'hôpital. Le transport du malade se fait dans un fauteuil, ou dans une chaise jusqu'à l'autoroute pour trouver un « tap-tap » (autobus) pouvant les emmener à l'hôpital de Saint Marc. La nuit, il n'y a presque pas d'autobus, à cause de l'insécurité; il leur arrive de perdre des membres de leur famille qui n'ont pas pu recevoir des soins médicaux à temps.

Leur perspective de reconstruction se résume ainsi: une aide du gouvernement ou d'une organisation quelconque pour construire un centre de santé dans leur village, des services de soins infirmiers 24 heures sur 24, une école publique pour les enfants, la construction du pont mais de manière durable. Il leur faudrait aussi, d'après leur dire, un centre d'économie domestique qui pourrait leur prêter de l'argent pour aider les femmes avec leur petit commerce, pendant que les hommes travaillent dans les champs.

Les paysans semblent vraiment intéressés à trouver de meilleurs outils pour labourer la terre et peut-être, si le gouvernement voulait bien, entreprendre une réforme agraire dans leur village pour ne pas devoir vivre avec cette peur constante d'être expulsés de leur maison, ils seraient satisfaits. Faute d'avoir mieux, les paysans semblent fiers de leur village, d'avoir cet havre de paix. Car, ils n'ont pas à vivre l'insécurité des grandes villes populeuses.

Cependant, les fils des paysans ayant la chance d'aller à l'école et d'entreprendre des études poussées, ont une toute autre vision des problèmes de transition et des programmes de reconstruction. Un jeune paysan poursuivant des études universitaires avance que l'obstacle à la reconstruction d'Haïti est d'ordre économique.

Le secteur bourgeois qui a les moyens économiques devrait être le moteur du développement, mais la majorité des bourgeois sont des exploiters. Ils exploitent le petit salarié. Ils ne veulent pas poser une pierre pour le développement. S'il y avait le développement de l'industrie, les paysans iraient travailler et gagner de l'argent. Par conséquent, ces paysans deviendraient moins rentables dans l'économie des bourgeois. Étant donné que le salaire est fixé à trente trois gourdes par jour, s'il passe à 50 gourdes, le bourgeois se sentirait lésé. Donc, la bourgeoisie met une barrière contre le développement du pays.

Un autre paysan nous confie que la reconstruction sociale en Haïti dépend de l'alphabétisation de tous les citoyens haïtiens et des paysans pour le maintien de l'économie. En effet, les paysans sont cruciaux pour le développement du pays. L'agriculture haïtienne est concentrée entre les mains des paysans qui nourrissent les grandes villes. Un paysan de Sous-Fort-Déjean nous affirme qu'il est responsable du développement du pays, que le gouvernement haïtien doit collaborer avec la masse paysanne pour l'aider à développer l'agriculture. Il devrait envoyer des spécialistes en agriculture et en agronomie, des techniciens dans tous les milieux ruraux pour travailler

avec les paysans. Depuis 1804, dit-il, les paysans travaillent encore avec les mêmes instruments qui se réduisent à une machette, une serpe et une houe.

Concernant les problèmes de transition, le seul qui touche vraiment les paysans est la cherté de la vie. Les problèmes d'insécurité que connaissent les grandes villes, leur sont inconnus. Ils ont été très peu touchés par la réforme de la Police nationale, car ils n'ont presque pas de contact avec la police. Quand il y a un conflit dans le village ce sont les aînés qui se réunissent en groupe avec les parties concernées pour trancher le litige. Les vieux sont très respectés et sont considérés comme les récipiendaires de la sagesse. Les paysans font rarement intervenir les policiers dans leurs affaires. Si un crime a été commis, le conseil des aînés exige réparation.

Dans leur petit village tout vert et ruisselant d'eau, les problèmes de transition n'y font que ricocher. Les problèmes qu'ils connaissent dans le village n'ont aucun lien avec les problèmes de transition. Ce sont des problèmes qu'ils côtoient depuis des décennies, des problèmes d'infrastructure de base dus au sous-développement et à un mauvais gouvernement. Entre temps, paisiblement, ils poursuivent le développement de leur village avec le peu de moyen dont ils disposent: leurs bras et leur volonté de changement.

## 1.2 Réactions et discours des paysans de Luly-sous-mer dans cette phase de transition.

Luly-sous-mer est un village côtier d'environ 1 000 habitants qui vivent exclusivement des produits de la pêche. Ces paysans consomment des fruits de mer à 90%. En plus, les habitants de ce village préfèrent le poisson pour les protéines qu'il contient et pour se maintenir en bonne santé étant donné qu'il n'y a pas d'hôpital dans le village, nous confient-ils.

Ce village connaît une sorte de prospérité et essaie de se développer. La route principale est pavée. Un peu plus bas, à l'entrée du village, se trouve une guérite. La personne en poste nous demande de nous acquitter des droits d'entrée de cinq gourdes. Tout automobiliste ou cycliste qui pénètre dans le village doit le faire, c'est une initiative de leur association coopérative APEL, l'association des pêcheurs de Luly. Plus tard nous avons rencontré les membres de cette association, ils disent que cet argent sert à asphaltier les routes du village et à réaliser d'autres projets. Nous n'avons pas trouvé de gens en

haillons, pourtant ils n'avaient pas prévu notre visite. Nos observations nous permettent d'affirmer que ce village connaît une sorte de prospérité, contrairement à d'autres villages où les habitants sont vêtus de haillons. Presque tous les gens du village sont d'accord pour dire que c'est grâce à l'APEL qu'ils connaissent ce développement.

Cette association s'occupe de la reconstruction du village. Pour éviter l'exploitation des pêcheurs, elle fixe, dans un premier temps, une barre de prix sur les produits de la pêche. Elle crée un local, pour les pêcheurs, pourvu de deux balances mécaniques, pour peser les produits afin de calculer leur prix. Ensuite, elle trouve des compagnies qui signent avec les pêcheurs des contrats de vente respectant le prix fixé par l'APEL. En retour, ces derniers s'engagent à lui verser 5% du produit de leur vente. Ce montant et d'autres sommes reçues en aide sont investis dans le village pour soutenir l'école publique de l'association. L'association vient aussi en aide aux nécessiteux, elle s'occupe des vieux et des individus ayant des handicaps qui les empêchent de pêcher. Presque tout le monde travaille dans le village. Les hommes s'adonnent à la pêche, les femmes s'occupent de la nourriture et de vider les poissons destinés à la vente.

Comme beaucoup d'autres villages, les paysans ont connu la répression pendant le coup d'État de 1991. Ils nous ont rapporté qu'ils ont dû abandonner le village. Maintenant qu'ils sont retournés, ils n'entendent laisser personne les en chasser. Ils sont très bien organisés et surveillent de très près l'organisation de leur village et ce qui se passe dans le pays. Contrairement à beaucoup de villages, ils ont un poste de télé public au local de l'association APEL qui possède une génératrice d'électricité. Le poste de télé est allumé les soirs pour les besoins d'information et de loisirs des pêcheurs, nous dit le directeur de l'association. Toutefois, nous avons visité le local, il paraît très exigu, et ne peut contenir plus de 100 personnes, devant un téléviseur d'environ 25 pouces. Nous avons déduit qu'il est utilisé surtout par les membres de l'APEL qui semblent d'ailleurs très nombreux. Par ailleurs, nous avons interrogé plusieurs pêcheurs concernant ce qui se passe dans le pays. Ils nous ont répondu n'y rien savoir car, ils partent travailler à 6 heures le matin pour revenir à sept heures le soir. Ils n'ont pas le temps d'écouter la radio.

Quand nous avons interrogé les paysans sur les problèmes de transition auxquels fait face le pays, ils semblent tous d'accord pour dire que c'est un problème de



«gouvernabilité». Cette crise de «gouvernabilité» empêcherait le pays de trouver une solution pour un développement stable et durable. Un paysan nous confie qu'il devrait y avoir seulement deux parties politiques dans le pays: celui qui est au pouvoir et le parti d'opposition. D'après lui, ce sont tous les partis politiques qui empêchent le pays d'avancer et particulièrement les petites organisations populaires. Dès que ces organisations trouvent un 200 dollars de quelqu'un, nous dit-il, elles font leur manifestation dans les rues. Elles bloquent les routes de la reconstruction et sèment la confusion au sein de la population. Elles ne sont pas là pour reconstruire, avance le paysan, mais pour détruire dès qu'elles trouvent une certaine somme d'argent.

Un autre problème: depuis la réinstallation de la démocratie en Haïti, n'importe qui peut fonder un parti politique sans avoir reçu aucune formation de meneur, mais seulement animé du désir d'avoir du pouvoir. Un vieux pêcheur nous a confié:

la façon dont travaillent les sénateurs et les députés va plonger le pays dans une plus grande crise. Ce serait au président d'arranger tout ça. Car c'est lui, le gouvernement, le Dieu de la terre. Là où règne le désordre qu'il arrange tout ça. Qu'il lâche ses délégués partout dans le pays après les gens qui commettent des actes malhonnêtes, mais il n'en n'est rien

Les pêcheurs ont entendu parler de certains programmes de reconstruction en cours dans le pays, mais ils ne se sentent pas très concernés n'étant pas ciblés par ces programmes. La seule fois, où ils ont bénéficié d'un programme du gouvernement, nous ont-ils dit, c'était lors de la construction de leur route principale. Dans les secteurs de la santé et de l'éducation, il n'y a rien eu. Les opinions sur l'éducation sont très controversées parmi les pêcheurs. Beaucoup ne croient pas que l'éducation va changer quoi ce soit parce qu'il y a des gens, d'après eux, qui ont fait leur études et qui ne peuvent pas se trouver du boulot. Ils envoient leurs enfants à l'école parce que c'est la chose la plus respectable à faire.

Dans ce village, les aînés sont tenus à l'écart des affaires de la localité. Les jeunes pêcheurs nous ont dit que les vieux ont eu leur chance de s'organiser dans le passé, ils n'avaient vraiment rien fait pour la communauté. Peut-être qu'ils n'avaient pas eu de choix puisqu'ils vivaient sous une dictature. Les jeunes pêcheurs se croient plus capables d'aider la communauté à se développer avec les expériences qu'ils ont accumulées lors

du coup d'État. Ils se préparent, nous disent-ils, pour l'explosion de la bombe sur laquelle est assis Haïti avec tous ses problèmes d'insécurité, de frustration et de sous-développement.

C'est une dure traversée pour nous qui vivons dans le pays. Même à Port-au-Prince, on ne peut pas bouger. On vous tire dessus. Pourquoi? Des fois pour rien, d'autre fois parce que vous avez cinq gourdes et même parfois parce qu'on vous suspecte d'en avoir. Des meurtres gratuits sont perpétrés. La frustration du peuple grandit à une vitesse inouïe. On est comme dans un étau, on ne se sent pas à l'aise

En effet, les pêcheurs ne se sentent pas à l'aise dans cette démocratie dont on n'arrête pas de vanter les mérites et qu'aucune institution, selon eux, ne soutient. Il n'y a quasiment plus d'appareil judiciaire d'après eux. Il faut faire justice soi-même. Avant, disent-ils, si quelqu'un était victime d'un acte quelconque, il pouvait aller voir la police et il y avait beaucoup plus de chance que justice soit faite, mais maintenant, si quelqu'un reçoit des coups, c'est à lui de trouver le moyen de riposter et les choses s'arrêtent là.

Parler de cohésion nationale en Haïti relèverait plus d'un jeu de mot. Car, jamais les gens ne s'assoient ensemble pour discuter et arriver à un résultat, se plaint un paysan.

On parle de réforme de la Police nationale, c'est le même marteau qui frappe. C'est la même chose que l'armée d'Haïti. On dit qu'on a réformé la police parce que les militaires commettaient des actes arbitraires, ils étaient dans la drogue. Les policiers d'aujourd'hui continuent avec les mêmes usages et en plus s'adonnent au cambriolage, au vol de voitures.

Ce qui fait peur aux pêcheurs, ce n'est pas la réforme des institutions socio-politiques d'Haïti, mais le fait que les Haïtiens ne respectent pas ces changements. Ils nous disent que c'est une démocratie qui revêt de plus en plus le visage de l'anarchie. Un pêcheur nous livre sa notion de la démocratie se résumant ainsi: « tout homme a le droit de parler à un autre sans désordre et sans violence. » Alors qu'en Haïti, le mot démocratie est utilisé dans une toute autre optique « faire ce qu'on veut ». Certains pêcheurs de l'APEL sont d'accord pour dire que la démocratie existe en Haïti mais avec un très grand point d'interrogation, car les Haïtiens ne savent pas encore s'en servir.

Les Haïtiens ont acquis le droit de vote. Ils vont à la foire des politiciens voter pour tous ceux, qui, de par leur discours préconisent le développement, le progrès social

pour tous. Toutefois, après les élections, les sénateurs et les députés sembleraient plus préoccupés par leur salaire mensuel que par les revendications de la population. Le peuple va cesser de croire à la démocratie, nous dit un paysan. Parce que leurs élus, sont en train de ruiner le pays par leurs actions politiques.

La politique est du grand théâtre, dit-on souvent dans toutes les langues du monde. C'est une grande tragédie en Haïti, une autre façon de dire que c'est une grave comédie.[...] Le drame, ici, c'est qu'au fond, c'est la même pièce qui se joue, même si le texte est nouveau, les acteurs, différents, et le décor, remanié. Au point qu'on ne sait plus quand rire et quand pleurer. Ni pourquoi rire ni pourquoi pleurer.[...] Au fond la population semble très indifférente à ce qui se passe. Qui a dit qu'elle était concernée? (Le Nouvelliste. 1998. « L'actualité en question ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 1).

D'après les pêcheurs de Luly-sous-mer, le gouvernement haïtien et l'élite politique prennent des décisions concernant l'avenir du pays, sans se préoccuper de la société civile en émergence. Beaucoup de programmes d'ajustement structurel ont été approuvés sans que les groupes sociaux les plus concernés, soient au courant. Il n'en résulte qu'un profond sentiment de frustration et de désespoir de certains groupes sociaux. Un pêcheur nous confie:

Ils ne nous ont rien demandé sur nos perspectives de développement et sur les problèmes auxquels nous sommes confrontés dans la communauté et qui nous empêchent de progresser. Si les politiciens et le gouvernement nous l'avaient demandé nous leur aurions dit que notre perspective de développement est de créer des bassins pour cultiver artificiellement les poissons. Nous aimerions que le gouvernement fasse baisser les prix des ouvrages scolaires pour que nous puissions envoyer nos enfants à l'école. Que certains de nos enfants aillent à l'université pour apprendre tout sur la pisciculture. Nous voudrions que le gouvernement intervienne dans le transport en commun, qu'il impose des régulations. Nous perdons nos enfants dans des accidents de voitures survenus parce que les « tap-tap » sont trop surchargés. Nous voudrions que le gouvernement nous aide à mettre sur pied un régime d'assurance communautaire rural, pour aider les accidentés ou les personnes victimes de séisme.[...]

Les bancs de harengs disparaissent, parce que les harengs n'ont plus de récif pour déposer leurs œufs et qu'ils ne trouvent plus d'eau douce. Nous aimerions que le gouvernement envoie des techniciens dans le village pour aider à créer des bancs artificiels pour ramener les poissons dans notre côte. Ce n'est pas la réforme de la Police nationale, ni la privatisation qui va arranger nos problèmes. Voilà ce que nous dirions au gouvernement, mais nous écouterait-il?

### 1.3 Conclusion

Le pouvoir d'influencer le cours des choses et l'organisation des sociétés n'est pas et n'a jamais été entre les mains des gouvernements et des autorités publiques. Il est partagé par d'autres institutions, notamment la famille, les associations diverses, les entreprises et les médias. Aujourd'hui, les institutions régionales et internationales, publiques et privées, jouent également un rôle croissant. Les individus eux-mêmes, à la fois par leur participation aux décisions qui intéressent la communauté et à leur mise en oeuvre, et par la manière dont ils perçoivent et vivent leur condition humaine, embellissent ou blessent le tissu social. Le progrès ou la régression des sociétés est l'affaire de tous. Ceux néanmoins, institutions et individus, qui ont le pouvoir intellectuel et politique d'influencer le cours de l'histoire ont des responsabilités et des devoirs particuliers. (ONU, 1995b, p. 5-6).

Dans les réseaux ruraux, les paysans veulent connaître le progrès, mais comme dit un proverbe haïtien: « You sel dwète pa mangé kalalou », on ne peut manger avec un seul doigt, il faut l'association de plusieurs doigts pour y arriver. Les paysans sont remplis de bonne volonté, ils continuent à contribuer à leur développement même s'ils savent que ce n'est pas durable. Cependant, les hommes politiques et les intellectuels auraient pu les aider dans leur quête de développement en leur fournissant de l'assistance et en leur donnant les ressources leur permettant d'agir. Pour cela, il faudrait vraiment que ces politiciens et intellectuels veuillent le changement et le renforcement du processus de reconstruction.

Pour l'instant, la recherche d'un consensus pour le développement social sur les sociétés en crise ne se ferait que dans les discours. Il n'y aurait presque pas de partenariat entre le gouvernement et la société civile. Les associations populaires sont plutôt ignorées ou écrasées. Or, elles traduisent mieux la volonté des groupes sociaux en matière de développement et de paix. « Comme le Secrétaire général l'a énoncé clairement dans l'agenda précité, nous lions la paix au développement et considérons que l'exclusion sociale et les déséquilibres économiques et sociaux que cette exclusion favorise, menacent dangereusement la sécurité nationale... » (ONUa, 1995, p. 7). Par conséquent, le gouvernement devrait favoriser l'intégration de la société civile en émergence en favorisant l'approche participative.

## CHAPITRE II

### PERSPECTIVES AU SEIN DE RÉSEAUX URBAINS

À Port-au-Prince et dans les quartiers avoisinants, tout semble calme. La vie suit son rythme quotidien. Les grands supermarchés et les magasins ouvrent leur porte et les petits marchands ouvrent leur « barque » pour gagner leur pitance quotidienne. Les écoles fonctionnent. Dans les rues, il y a des factions de policiers qui font la circulation. Il y a plusieurs unités de maintien d'ordre de la Police nationale qui sont déployées dans des coins stratégiques de la capitale pour sécuriser les citoyens. Tout semble marcher très bien, pourtant le pays vit en pleine crise. Il y a la crise politique qui perdure au sein du parlement depuis le 7 juin 1997, la crise économique et la crise sociale.

Cependant, certaines personnes interrogées s'empressent de dire qu'il n'y a aucun pays pour qui tout marche bien. En Haïti, il y a quand même eu des acquis. Il y a eu plusieurs réformes et la mise en place d'un certain nombre d'institutions, d'un système national, d'un système de justice efficace, de la réforme de la police. Il y a aussi eu la création d'une Police nationale, la mise en place d'un certain nombre de réformes institutionnelles, la pression d'un mécanisme institutionnel qui devrait permettre que l'exécutif fonctionne avec le parlement. Mais tout cela s'apprend. Il faut un certain temps pour qu'une société civile absorbe des changements, des réformes. Et Haïti ne fait pas exception à la règle.

[...] la démocratie est un projet en construction. C'est évident que l'on s'attend à ce que tout fonctionne mais une institution, ça requiert du temps. C'est le temps qui doit la façonner[...]

Il y a certainement des acquis. La liberté de presse est un acquis. Le fait même de pouvoir débattre des problèmes du pays est un acquis énorme. Il y a 20 ans de cela, il y a 10 ans de cela encore, qu'on ne débattait pas encore des véritables problèmes. Au niveau d'une vie humaine 5 ans, 10 ans sont extrêmement importants puisque nous sommes mortels, mais au niveau d'un pays 10 ans, 20 ans c'est le temps d'un changement, le temps où les individus, les institutions absorbent le changement et donc nous vivons ce que nous appellerons une transition. La transition elle est certes difficile mais, il y a des acquis

Certains groupes sociaux sont d'accord pour dire qu'il y a beaucoup de problèmes en Haïti et qu'il faudrait d'abord commencer par voir comment résoudre les problèmes agraires en Haïti. Ils sont conscients qu'ils ont hérité d'énormes problèmes et de contraintes matérielles terribles en plus, de la pénurie de ressources naturelles. Donc, le problème ne résiderait pas dans l'absence de consensus partagés au sein des différentes institutions mais ailleurs. D'après eux, il n'y aurait de consensus partagé nulle part dans le monde. Le Canada est un pays extrêmement divisé politiquement pourtant, les Canadiens arrivent à faire prospérer le pays. En Haïti, il faut que certains Haïtiens arrivent à se mettre d'accord sur les points essentiels à savoir comment assurer un type de développement économique dans le pays.

Il va falloir faire des choix et les maintenir. Nous ne pouvons pas renvoyer les choix à chaque moment. Le problème au parlement, c'est un problème de « gouvernabilité » c'est-à-dire, il va falloir que nous nous mettions d'accord que les gens qui sont élus, que les gens qui occupent des places politiques sont là pour gouverner. Les gens ne peuvent être gouvernement et opposition à la fois. Il faut qu'ils fassent leur choix, qu'ils prennent leurs responsabilités.

Certains émettent l'avis qu'Haïti vit une transition. Une transition d'un ancien régime autoritaire à un régime démocratique où la population participe à la vie socio-politique du pays à travers un certain nombre de mécanismes nouveaux. Et cette transition s'opère dans le cadre de globalisation de l'économie mondiale, par une ouverture du pays. Elle s'opère aussi dans un cadre de destruction des ressources naturelles.

## 2.1 L'éducation, un élément-clé dans la reconstruction.

On assiste à « une dégradation totale du niveau de vie », nous dit Guy Étienne, le directeur du Collège Catts Pressoir. On assiste aussi à une dégradation totale des appareils qui devraient être responsables de cette amélioration, de cette reconstruction sociale. En fait, selon lui, parler de reconstruction sociale en Haïti relève de la pure rêverie.

Je pense que la seule solution, je ne dis pas que l'un des éléments, mais la seule solution, c'est de refaire la mentalité par l'éducation. Parce qu'on dirait que chaque Haïtien se sent libre de faire ce qu'il veut sans tenir compte de la société, sans tenir compte du développement de cette société là et sans tenir compte non

plus du rôle qu'il devrait jouer vraiment dans le développement de cette société. Ne serait-ce que par l'éducation seulement qu'on peut arriver à changer cette mentalité, qu'on peut arriver à faire comprendre à chaque Haïtien en particulier qu'il est responsable du développement de sa communauté [...]

On peut éduquer le peuple, on a un ministère d'éducation nationale, on a des écoles privées et publiques. Le ministère de l'éducation nationale devrait normalement structurer les écoles publiques valablement pour donner accès à un maximum d'Haïtiens. Je ne dis pas encore à tous les Haïtiens. Ce serait de l'utopie. Mais dans un premier temps, le ministère doit structurer les écoles publiques pour donner accès à un maximum d'Haïtiens. Quand je dis structurer, c'est d'abord créer physiquement cette école. Ensuite, élaborer des programmes d'enseignement visant dans un premier temps, parce que c'est urgent, au développement du pays. Je vois difficilement un jeune Haïtien de 13 à 14 ans qui habite à Boucan Carré étudier les fables de La Fontaine. À quoi cela va servir?

Beaucoup d'Haïtiens rejettent le système d'éducation actuel qui ne crée pas des individus aptes à pourvoir au développement de leur pays. Le ministère de l'éducation, selon différents groupes sociaux, devrait favoriser de préférence une formation technique, une formation professionnelle ou vocationnelle. Ceci veut dire que si une zone produit beaucoup d'arbres, il devrait y avoir une école de menuiserie. Les gens apprendraient d'abord à lire et à écrire, à faire des calculs, de la géométrie ainsi que des cours de mathématiques adaptés à la menuiserie. Ces types d'écoles donneraient plus de chance aux jeunes d'apprendre quelque chose de professionnel qui leur permettrait dans l'avenir de pourvoir à leur besoin. Toutefois, certains Haïtiens jugent important que le ministère de l'éducation crée par la suite des écoles permettant à ces jeunes qui ont fini d'avoir cette profession et qui travaillent sur le marché de continuer à étudier même quand ils termineraient leur baccalauréat ou leurs études à 18 ans, à 25 ans.

Le directeur du collège nous a affirmé que le ministère de l'éducation nationale pourrait le faire s'il le voulait. Mais, il invoque, selon lui, toujours la même excuse qu'il n'a pas assez d'argent. Et quand on voit la quantité de voitures neuves qu'achètent le ministère. Cet argent aurait pu servir de préférence à ouvrir des écoles, des écoles vocationnelles donnant plus de possibilités aux jeunes haïtiens d'aller à l'école. Il poursuit en disant qu'il y a des écoles privées bien structurées, le ministère pourrait encourager un partenariat entre ces écoles et les écoles publiques. Que chaque école privée s'associe à une école publique pour la supporter et l'aider à avancer.

Si, pour plusieurs Haïtiens, la société civile a appris à vivre ensemble malgré les différences idéologiques, à débattre en réunion démocratiquement, il reste beaucoup à faire en matière d'éducation. Il faut apprendre aux Haïtiens à être tolérants les uns envers les autres, éduquer les Haïtiens à la coopération, au partenariat et à la gouvernance démocratique. Mais tout cela doit se faire à partir de l'instruction et de l'éducation.

L'évêque D'Orléans, Dupaloup faisait, en 1851, la différence entre les deux concepts: l'Éducation étant destinée à développer, élever et affermir les facultés naturelles; l'instruction pourvoyant à l'esprit certaines connaissances qui ne sont pas indispensables à l'homme. L'Éducation est indispensable car elle a pour but de développer les valeurs intellectuelles, physiques et morales dont le citoyen a besoin pour vivre en société. Sans Éducation pour tous, la démocratie n'est qu'un simple mot, un mot vain. Il faut une volonté de l'État et des institutions d'y parvenir. Il faut des écoles et des maîtres. (Audience. 1997. « L'éditorial ». Audience no 3, (septembre), p. 4).

Guy Étienne a eu l'occasion de participer à plusieurs séminaires de formation à l'étranger (aux États-Unis, en France, au Canada, en Suisse, en Argentine) dont 80 pour cent portaient sur l'éducation civique et l'éducation pour le développement. Il a beaucoup insisté auprès du ministère de l'éducation nationale et de l'USIS (le service culturel des ambassades américaines) pour élaborer un plan d'éducation civique pour toute la population haïtienne.

Ce plan consiste, dans un premier temps, à préparer un ouvrage qui répondrait aux besoins civiques de la société civile. Cet ouvrage serait disponible en français et en créole pour être accessible à tous les Haïtiens. Ensuite, il y aurait des séminaires de formation formels et informels. Formel pour les responsables d'établissements scolaires, pour les professeurs et les responsables des institutions et informel pour les associations populaires. Après ces séminaires de formation, ils formeraient des formateurs qui eux dans leurs sphères d'activités donneraient la formation. La stratégie consiste d'abord à avoir le matériel, puis les séminaires de formation et ensuite faire un suivi de ces séminaires. Pour le moment, ils sont à la préparation de l'ouvrage qui devrait paraître en octobre 1998.

Parallèlement, le ministère de l'éducation préconise une éducation qui aiderait l'ensemble de la société civile à reconstruire le pays. Il s'agit d'un nouveau plan d'éducation et de formation qui donnerait un nouvel Haïtien apte à participer à une



société moderne et dynamique. D'après ce plan, les Haïtiens ne devraient plus se tenir aux exigences de base de l'éducation tel, savoir lire, écrire et compter, ils devraient être aussi en mesure de faire face aux exigences de la vie moderne, du progrès de la science et de la technologie etc. C'est dans cette optique que le plan d'éducation et de formation élabore une nouvelle école haïtienne.

La vision du ministère pour l'éducation est celle d'une école haïtienne de qualité, accessible à tous les citoyens, et d'un ministère de l'Éducation qui exerce pleinement son rôle de garant de la démocratisation et de la qualité de l'Éducation à tous ses niveaux, dans les secteurs public et privé à travers tout le territoire national.[...]

Une école de qualité accessible à tous les citoyens est une école dans laquelle la performance, la productivité et la pertinence de l'activité éducative répondent à la triple demande de la consolidation des institutions démocratiques, de la modernisation de l'économie nationale et du relèvement des standards de vie de la population, pour le plein épanouissement de la personnalité humaine et le progrès spirituel, moral, social, culturel et économique de la collectivité. L'école haïtienne, à tous les niveaux, doit soutenir ces valeurs et les mettre à contribution pour promouvoir la compréhension, la tolérance et la solidarité entre les groupes sociaux (PNEF, 1996, p. 23,).

Le plan national d'éducation et de formation paraît plein d'envergure si on considère la pauvreté de la qualité de la main-d'oeuvre dans le pays. Le maintien de la démocratie en Haïti dépend des assises du peuple c'est-à-dire donner au peuple des outils qui lui permettent d'être autonome et d'être des citoyens actifs dans l'économie. L'éducation semble être l'étape la plus importante. Le plan national d'alphabétisation et d'éducation poursuit deux buts: la démocratie par l'éducation et la citoyenneté du peuple.

L'école pour tous doit former l'Haïtien à devenir citoyen et un homme. D'abord, sans la possibilité de lire et d'écrire, l'individu se verra soumis à la manipulation par les autres et n'est point capable de participer de manière autonome à la vie de la cité.(...) L'école apprend à l'individu à faire des choix libres, à donner lui-même un sens à la vie et à user de son jugement critique. C'est cela qu'on appelle formation à la liberté. (PNEF, 1996, p. 21).

Cependant, différentes forces en présence doutent que l'éducation favoriserait l'exercice de la citoyenneté, le développement social et le développement économique d'un pays.

Depuis 1986, on assisterait à une prolifération d'écoles destinées à l'alphabétisation en Haïti sans aucune réglementation de la part du ministère de l'éducation et du gouvernement. Les écoles seraient une source de richesse pour plusieurs directeurs d'école alors que certaines familles éprouvent de plus en plus de difficultés à trouver des fonds pour les uniformes, les livres et les frais de scolarité. Les parents, semble-t-il, sont prêts à tout pour envoyer leurs enfants à l'école. Cependant, le taux d'analphabétisme chez les enfants demeure élevé.

En Haïti, l'analphabétisme est l'ennemi public numéro un. Il doit être combattu en priorité dans le but de permettre à la population haïtienne d'accéder avec brio vers une forme convenable de démocratie et aussi se préparer un avenir plus prometteur qui ne pourra être atteint que lorsque les jeunes générations seront prêtes à relever le défi. (Padberg, Rob. 1997. « L'ennemi public numero un ». Audience no 3, (septembre), p. 23).

L'alphabétisation, pour la plupart des Haïtiens, n'est pas seulement une affaire de justice sociale, mais réside aussi dans la qualité de la formation que l'on donne aux enfants. Une formation qui leur permettra de prendre rapidement leur place au sein du processus de développement économique et social, global et durable. Cependant, l'absence d'entente entre les secteurs public et privé empêcherait d'arriver à un accord pour jeter les bases d'une étroite coordination des politiques de scolarisation et d'information; de scolarisation et de concertation. Ceci entraînerait une déstabilisation du système éducatif produisant deux catégories d'étudiants: Une prête à faire face aux défis de la société moderne et une autre, sans bagage intellectuel, démunie et frustrée, prête à tous les coups bas pour sortir de la pauvreté. Il s'ensuit une marginalisation des étudiants pauvres.

Le ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports a identifié quatre solutions pouvant mettre fin aux pratiques défailtantes du système scolaire et d'alphabétisation:

- inciter et soutenir les initiatives d'auto-promotion locales en mobilisant à leur intention les ressources didactiques et les facilités d'encadrement du Ministère;
- encourager la complémentarité et la synergie des initiatives des différents acteurs (ONG, groupements communautaires, associations volontaires. etc.) en vue d'augmenter l'efficacité globale de leurs activités;
- soutenir les initiatives de recherche-action visant à améliorer les méthodes de formation et les ressources didactiques, ou à accroître la performance des apprenants;
- favoriser l'intégration des démarches d'éducation avec les initiatives de développement mises en œuvre par les autres institutions (autres ministères, agences de développement locales, associations et ONG). (Dumas, Pierre Raymond. 1998. « Le PNEF et l'éducation des adultes ». Le Nouvelliste, 29 janvier, p. 7).

Toutefois, il s'avère important de mentionner que l'État à lui tout seul ne peut pas venir à bout de ces problèmes. Il faut des financements, des investissements dans le domaine de l'éducation pour mener cette bataille: veiller à la croissance, à la formation technique, libérale, professionnelle et à l'autonomie de la jeunesse haïtienne. L'enseignement technique est quasi inexistant, 6 sur 1000 travailleurs ont reçu une formation technique quelconque (PNEF, 1996, p. 11), il devient urgent d'implanter des programmes de formation professionnelle qui sont accessibles à tous. Mais, quelle est donc cette institution en Haïti qui prendra cette direction?

## 2.2 La réconciliation nationale et les Haïtiens

Concernant la question de réconciliation nationale, les différentes forces en présence demeurent perplexes ou dubitatives. Cette réconciliation soulève beaucoup de questions au sein de la société civile, à savoir: Est-ce une affaire de pardon et de justice sociale et économique? Est-ce que la classe élitiste va accepter d'investir dans l'économie

pour donner une chance à la population générale de travailler? Qu'est ce que la réconciliation nationale au juste?

Dans le cadre du sommet mondial pour le développement social, la réconciliation nationale s'applique dans le cadre des pays qui ont été ravagés par des luttes intestines causant de profondes pertes au sein de la population. Ces conflits, disent-ils, proviennent de diverses origines: l'ethnicité, la religion, la politique, le dénuement économique et l'exclusion sociale. La réponse de la coopération internationale à ces problèmes était d'aider ces pays à atteindre le progrès social et à lutter contre toute forme d'exclusion, donc l'aider à promouvoir une intégration sociale. Cependant, cela suffit-il pour la reconstruction nationale?

Le cas d'Haïti donne une nouvelle orientation analytique au projet de réconciliation nationale. Tant de sang a coulé sur le régime des présidents Duvalier père et fils, lors des rivalités économiques, politiques. Les Haïtiens ont vécu sous la dictature, se dénonçant mutuellement pour entrer dans les bonnes grâces du régime. Après le départ du président Jean Claude Duvalier, cela a été le retrait du système des <tontons macoutes>. Les gens ont fait appel à la justice ou se sont fait justice eux-mêmes. Beaucoup de sang a coulé. Ensuite, il y a eu le coup d'État exercé à l'endroit du président Jean Bertrand Aristide et la terrible répression qui a suivi. Tous les quartiers populaires abritant les pauvres sont passés à la mitrailleuse et au feu. Bon nombre d'observateurs et d'analystes se mettent d'accord pour déclarer que c'est le plus sanglant des coups d'État. Les Haïtiens pleurent encore leurs morts et aucune justice jusqu'à date n'a été faite, nous disent certains Haïtiens.

Différents groupes sociaux avancent que rien ne peut marcher en Haïti tant qu'il n'y aura pas de réconciliation nationale. Le terme «réconciliation», ce n'est pas une affaire de repentir ou de pardon, nous disent-ils, c'est d'abord la justice. Jusqu'à présent en Haïti, peu de choses ont été entreprises pour traduire en justice ceux qui avaient perpétré des meurtres gratuits. Un Haïtien interrogé sur la réconciliation nationale nous avoue que les parents des victimes crient encore justice et les Haïtiens qui sont traduits en justice pour meurtre ne sont que des exécutants, non pas le cerveau derrière les opérations. Par conséquent, dans ce processus de justice, tout le monde se perd dans l'engrenage judiciaire, les innocents et les coupables. La réconciliation nationale ne

pourra jamais se faire en Haïti, nous dit une marchande de café, parce qu'il y aura toujours quelqu'un d'autre qui sera victime de la justice et qui demandera réparation et ainsi de suite.

La réconciliation nationale doit être une démarche politique rétablissant peu à peu une nouvelle cohésion dans un pays éclaté. La justice ne semble pas être le principal élément de la réconciliation, elle n'est que l'un des moyens d'atteindre la cohésion sociale. Elle doit se faire accompagner du progrès social pour permettre ainsi à la société civile de satisfaire ses besoins de base: travail, santé, nourriture, éducation. La réconciliation nationale devient donc, une affaire de développement. Cependant les éléments moteurs qui pourraient faciliter le processus de développement se rebiffent ou encore ne sont pas prêts à s'y impliquer à cause de la méfiance et de la sécurité.

« Comment contourner, surmonter et vaincre la résistance au changement tout en recherchant la légitimité nationale qui garantisse la possibilité de réconciliation entre la nation et l'État? (Cary, 1995, p. 255). La secrétairerie d'État de la population haïtienne a élaboré un plan pour éradiquer la pauvreté et donner aux Haïtiens le droit à l'existence historique. La réussite de ce plan dépendrait de l'implication des différents groupes sociaux et de tous les secteurs productifs de la société avec l'assistance internationale. Voici quelques données du plan politique:

Créer des conditions au libre exercice pour tous et spécialement par les secteurs traditionnellement tenus en marge du développement, de leurs droits de décider de leur procréation. Réduire la croissance de la population rurale pour favoriser l'éradication de la pauvreté paysanne et arrêter de ce fait l'exode rural et la dégradation de l'environnement. Maîtriser les migrations internationales et intégrer les Haïtiens de l'étranger (la diaspora) dans le processus de développement national. (Secrétairerie d'État de la population, 1995, p. 30).

Il faudrait aussi réhabiliter les paysans dans leur vocation d'agriculteur, réglant ainsi le problème de la faim.

La réconciliation nationale, selon certains groupes sociaux, devrait se poursuivre aussi avec la modernisation des structures socio-économiques haïtiennes, privatiser sans dénationaliser les entreprises publiques afin d'offrir beaucoup plus de service à la population haïtienne. Le cadre serait plus propice à la réconciliation si Haïti sortait de sa

crise économique. D'après eux, la violence et la répression qui sévissent en Haïti sont étroitement liées à l'économie: le peuple «prédateur» qui vit dans la misère, qui réclame un peu de dignité et la bourgeoisie incorruptible qui ne veut pas jouer son rôle dans le développement.

### 2.3 Les "paysans-urbains" et leurs bidonvilles

Les dix ans d'instabilité sociale et politique succédant au départ de Jean Claude Duvalier ont provoqué le déracinement de milliers d'Haïtiens. Il y a ceux qui, pour aller vivre à l'étranger, ont laissé le pays sur des embarcations précaires et d'autres qui ont pris l'avion tout simplement pour essayer de trouver un meilleur niveau de vie et ceux qui n'ont pas d'argent pour se payer un voyage à l'étranger ont pris le « tap-tap » ou ont marché à pied pour se rendre à Port-au-Prince considéré comme la ville d'opportunité pour ces groupes d'Haïtiens. C'est l'histoire des paysans qui laissent les campagnes pour venir s'installer à Port-au-Prince espérant de ce fait atteindre un meilleur niveau de vie, envoyer leurs enfants à l'école, en vivant dans les bidonvilles et souvent dans la misère.

La réhabilitation sociale et économique n'aurait pas encore touché les autres villes d'Haïti. Tous les programmes semblent concentrés à Port-au-Prince et dans les villes périphériques. Les conflits sociaux et économiques ravageraient d'autres villes n'ayant presque aucun programme de développement et de reconstruction, provoquant un exode rural d'une très grande envergure. C'est ainsi que durant notre enquête, nous avons pu faire connaissance avec ces « paysans-urbains » qui pullulent dans la capitale, dormant à la lueur des étoiles sur des morceaux de cartons et priant pour que le président Aristide se fasse réélire en l'an 2001 pour pouvoir enfin connaître la dignité, la liberté et sortir de la pauvreté.

La pauvreté, elle est matérielle et aussi de l'âme; elle réside dans l'absence d'espoir, dans l'ennui, dans la solitude qui n'est pas recherchée mais subie. Elle est, dans une large mesure, subjective, c'est-à-dire telle que vécue par l'être humain qui en est « victime ». Il faudrait parler d'appauvrissement plutôt que de pauvreté [...] Le pauvre est non seulement celui ou celle qui a faim mais aussi celui ou celle qui est opprimé, humilié, manipulé. (ONU, 1995a, p. 20).

Non seulement ces paysans se retrouvent dans la rue, vivant de la charité, ils n'ont pas accès aux toilettes et semblent être traités comme des bêtes nuisibles. Ils sont pourchassés et sont tabassés par des adeptes du « darwinisme social ». Les paysans devraient restés à la campagne au lieu de venir se gonfler dans la capitale, nous disent certains citadins. Aux injures et aux coups, les paysans ne réagissent pas. Ils y sont tellement habitués. Pendant que nous nous promenions au centre-ville de Port-au-Prince sur le boulevard Jean Jacques Dessalines, nous avons observé un manège entre un petit garçon nu-pieds et un propriétaire d'une boutique de biens usagés. Le petit garçon d'environ neuf ans n'arrêtait pas de demander de l'argent au monsieur qui, enfin, a accepté de lui en donner à condition qu'il le laisse lui donner des coups. Le petit garçon a accepté avec bravoure sans pleurer pour son argent qui va lui permettre de manger.

Le secteur que nous avons ciblé est le centre ville, (quartier Belair, du boulevard Jean Jacques Dessalines et la Place Pétion). En s'y rendant très tôt le matin ou très tard le soir, vous allez trouver des hommes, des femmes et des enfants en train de faire ou de défaire leur lit en boîtes de carton. Certains d'entre eux nous ont confié avoir fui leur région parce qu'il n'y avait pas de travail ou par suite de violence exercée à leur égard par les propriétaires terriens. Ils n'ont pas d'argent et n'ont jamais eu d'emploi salarié. Ils ont passé toute leur vie à travailler sur la terre des autres, en échange ils ont juste de quoi manger, nous rapportent-ils. Si leurs enfants devaient se faire alphabétiser, il faudrait les placer chez quelqu'un pour qui ils effectueraient des tâches domestiques et en échange on paierait pour leur alphabétisation. Pour échapper à tout ça, nous disent-ils, ils rentrent à Port-au-Prince en espérant se trouver du travail, mais en Haïti, il n'y a presque pas d'emploi, le taux de chômage est presque à 100 pour cent.

Interrogez le chômage. N'est-il pas vrai qu'il est en hausse constante? La tranche des moins de vingt ans, la moitié de la population, passe graduellement à l'âge adulte. Observez ces denses foules peuplant ces cités qui ont grandi plus vite que nos villes, ces foules acculées qui, de semaine en semaine, transforment partout les rues en marchés. Hier encore, la plupart de ces jeunes étaient des adolescents en quête d'une école que beaucoup n'ont pas fréquentée, ou si peu. Aujourd'hui, jeunes adultes, ils déambulent dans ces mêmes foules qui ne bougent pas. Année après année, par jets successifs, ils viennent grossir l'armée innombrable des sans-travail. Dans ces têtes crient mille besoins, cependant que leurs corps rêvent de foyer. Pour certains, le premier enfant aura précédé et le logement et le premier emploi. Ici, le désarroi est immense. Comment empêcher que ce désarroi ne se mue en colère? Que beaucoup de ces laissés-pour-compte ne succombent à la délinquance? Au banditisme? (Roc, François. 1998. « Entre la maison et l'explosion ». Le Nouvelliste, 16 mars, p. 6).

Tous ces paysans se retrouvent en pleine reconstruction sociale dans le pays sans toutefois connaître leur rôle. Tous les « paysans-urbains » interviewés sur leurs perspectives face aux programmes de reconstruction sociale affirment que la reconstruction se fait contre eux et ils en sont exclus. Un paysan qui vient du Cap Haïtien nous confie:

Toute cette affaire de reconstruction dont on fait état dans toutes les radios, ce n'est qu'un coup monté de la part des dirigeants pour se remplir les poches des dons de la communauté internationale.[...] De quelle reconstruction parle-t-on? Nous n'avons pas de maisons pour dormir et quand il pleut, nous nous réfugions devant une boutique d'où nous sommes chassés, parce qu'on pense que nous sommes des voleurs.

Un autre jeune de 18 ans originaire du Nord-Ouest nous affirme qu'il ne croit plus en rien, ni en la démocratie, ni en l'avenir. Il avance que même la réforme de la police à laquelle tout le monde croit ne serait qu'un mirage. C'est vrai que les policiers pourchassent les bandits et les capturent nous dit-il, mais on ne dit pas que souvent quand les policiers rencontrent les paysans sans abri la nuit dans les rues, ils sont questionnés sur leur motif d'être dans la rue à cette heure et étant donné qu'ils n'ont pas de logement, ils sont souvent arrêtés et emmenés au poste de police où ils sont classés comme bandits ou « zenglendos (brigands) ». Alors pour éviter des problèmes, ils dorment ensemble sur la Place Pétion. Il nous confie:

C'est dur d'être jeune et de ne pas pouvoir spéculer sur l'avenir. Nous les Haïtiens, nous n'avons pas de vocation parce qu'on sait que jamais on n'aura les moyens d'y arriver. J'ai arrêté l'école parce que je n'avais pas d'argent pour continuer à payer mes études. On fait des plans pour devenir telle chose mais on est bloqué en chemin. Donc, je n'en fais plus, moi. Tout ça, c'est à cause de la situation du pays. On ne peut pas se révolter contre ce qui se passe. C'est une chose traditionnelle, c'est comme ça depuis longtemps. Le pays ne s'est pas encore modernisé jusqu'à présent, alors on vit avec les mêmes choses.

Les « paysans-urbains » nous disent que même s'ils ne peuvent changer les choses, ils savent pourquoi les choses ont empiré en Haïti. C'est la nouvelle génération qui d'après eux ne veut plus se laisser enterrer vivante. Elle se mobilise pour changer cet état de chose, mais faute de moyens économiques pour reconstruire le pays, elle souffre et rage contre les institutions. La pauvreté des « paysans-urbains » ne les empêche pas de



réfléchir sur la façon de reconstruire le pays et sur la raison du prolongement de cette transition en Haïti.

Les paysans qui devraient produire la nourriture n'ont aucune aide du gouvernement. Ils n'ont pas d'argent pour acheter les semences. Il y a une réforme agraire, le gouvernement enlève des terres à des paysans pour en donner à d'autres et sans aucune autre aide additionnelle pour faire de l'agriculture. Le problème ce n'est pas les terres seulement, c'est que tout est concentré à Port-au-Prince. C'est un problème de pays, de gouvernement. Port-au-Prince a tout et la majorité des villes n'a rien. [...] Les paysans devraient se mobiliser en groupes de pression pour forcer la bourgeoisie à investir dans le développement de l'économie haïtienne. Nous devons lutter pour qu'ils nous écoutent, pour toucher les rétrogrades haïtiens.

Pendant ce temps, ils continuent à mendier. Les enfants qui vivent dans le groupe arrivent le plus souvent à trouver de l'argent pour donner à manger au reste du groupe. En échange, les femmes du groupe les prennent en charge, les coiffent et lavent leur linge. Ce sont des orphelins qui auraient fui les massacres dans leur région. Leur histoire demeure la même: « des paysans-urbains » sillonnant la ville à la recherche d'un mieux être qui s'éloigne de plus en plus.

Haïti, aujourd'hui, est semblable à un édifice à la veille de subir des transformations profondes, on a l'impression de vivre le commencement d'une fin[...] Haïti reste ce qu'elle est un pays où les contrastes cohabitent et où l'inimaginable est possible. (Rivière, Sem. 1998. « Lavalas, un présent au passé, un passé au futur ». Le Nouvelliste, 16 mars, p.8).

#### 2.4 Les cigognes américaines pour les bébés de la classe moyenne haïtienne et pour la bourgeoisie haïtienne.

Pendant que perdure la situation de transition, beaucoup d'Haïtiens ont recours aux cigognes américaines. Ce phénomène pourrait être abordé sous deux angles: Un manque de confiance dans la main d'oeuvre obstétrique haïtienne, ou une volonté de faire partie du rêve des pays du Nord. Par exemple, tous les Haïtiens ayant un visa américain avec ou sans argent envoient leur femme mettre leur progéniture au monde aux États-Unis. D'autres Haïtiens sont prêts à déboursier 12 000 dollars canadiens pour que leurs enfants naissent au Canada.

Nous avons visité une église avec quelqu'un que nous devions interviewer. Nous avons entendu le pasteur dire qu'il a une grande nouvelle à annoncer à ses fidèles. Sa femme s'en va dimanche au Canada pour accoucher et demande qu'on prie pour elle. Ce phénomène s'est beaucoup accentué depuis la restauration de la démocratie en Haïti. Il s'expliquerait, d'après un journaliste qui travaille au bureau du PNUD (programmes des Nations Unies pour le développement), par une profonde fatigue de la société civile de la situation perpétuelle de transition.

Haïti connaît un exode très important présentement et il s'expliquerait selon certains répondants par le refus de la classe élitiste et de la classe moyenne de s'associer aux Haïtiens car ces derniers seraient mal reçus partout où ils émigrent. Aux États-Unis, ils éprouvent beaucoup de difficultés à obtenir la résidence permanente ou le permis de travail. C'est pour donner à leurs progénitures le choix de choisir le pays où ils veulent vivre et aussi combattre l'exclusion qu'ils choisissent la citoyenneté américaine pour leurs enfants. Ils ne font pas confiance aux institutions haïtiennes, particulièrement l'institution scolaire. Leurs enfants ne fréquentent pas les écoles haïtiennes, ils préfèrent payer une somme exorbitante pour que leurs enfants fassent des études dans des écoles américaines ou françaises établies en Haïti et qui desservent les enfants des diplomates étrangers. Leurs enfants, plus tard, iront faire des études aux États-Unis et accéder à une meilleure qualité de vie. À leur retour en Haïti, ils occuperont de meilleurs postes que les Haïtiens qui auraient fait des études en Haïti.

Ce qui paraît paradoxal, c'est que pendant qu'on lutte en Haïti pour la promotion de la culture, de la langue créole, les parents de la classe moyenne vont à l'institut haïtiano-américain apprendre l'anglais pour qu'en retour, ils puissent parler à leurs enfants qui fréquentent des écoles américaines. C'est tout un exode culturel qui est en train de se faire en Haïti, nous rapporte une étudiante. La classe moyenne et la classe bourgeoise se « francisent », « s'américanisent », mais jamais elles ne « s'haïtianisent ». Parce que tout ce qui est haïtien se rapporte à la misère, à la corruption, à l'archaïsme, nous dit-elle. Il y a même un des parents qui nous a dit que « être Haïtien est obsolète et déshonorant. Ceux qui n'ont pas le choix, continuent à l'être mais personne n'aime à l'être ».

## 2.5 Quel avenir pour la Police nationale?

Commençons d'abord par la réforme de la PNH (Police Nationale Haïtienne). Il faut d'abord la situer dans le contexte de la dissolution de l'appareil militaire par le président Aristide. La première tentative a été de créer une force de police intérimaire déjà prévue dans la constitution de 1987. Le but était de séparer la police de l'armée et de constituer une force publique capable de maintenir l'ordre et de remplir les fonctions de police essentielles. Alors s'est posée la création de la PNH. On a mis en place un cadre de recrutement de la PNH et voté une loi pour permettre cette formation. On a mis en branle évidemment un certain nombre de procédures liées à la formation de la force de police n'ayant ni expérience, ni histoire.

La police a été créée ex nihilo, il a fallu bien la professionnaliser en quatre mois. De plus, il y avait tout le problème de promotion successive des policiers mais qui n'avaient pas le temps d'accumuler de l'expérience. Le rôle essentiel de la communauté internationale à travers les composantes de la force de police était d'accompagner un peu ce processus et de lui transmettre son expérience policière internationale. Peu après, la PNH a commencé à se constituer des corps organisés comme les CIMO (Compagnie d'intervention et de maintien de l'ordre). Mais une police organisée requiert beaucoup plus de temps comme c'est le cas des garde-côtes qui commencent à peine à être opérationnels. Cela a été fait en collaboration avec le Canada et les États-Unis.

Tout le monde s'interroge sur l'avenir de la Police nationale s'inquiétant de sa disparition soudaine pour céder la place à l'armée qui d'après la constitution haïtienne existe encore. Car la dissolution de l'armée et son remplacement par la Police nationale n'a pas été ratifiée encore. Et surtout la crise qui sévit au sein de la police haïtienne depuis l'augmentation des heures de travail des policiers mettait la société civile haïtienne sur la sellette ne sachant trop que faire avec cette insécurité qui règne dans le pays. Différents groupes sociaux se demandent si tout le monde doit se procurer une arme à feu pour se protéger vu que la Police nationale fait la grève et commence à fermer les yeux sur les problèmes d'insécurité.

Il est vrai que les policiers sont mécontents et frustrés qu'on leur ait imposé douze heures de travail par jour sur une période de six jours sans avoir été consultés

préalablement, nous affirme un répondant, mais cela ne veut pas dire qu'ils démissionnent. Premièrement, les policiers sont obligés de fonctionner normalement sous peine de se faire renvoyer vu qu'il n'y a pas beaucoup d'emplois en Haïti. Deuxièmement, il y a beaucoup trop de jeunes Haïtiens qui brûlent de se faire embaucher dans la Police nationale. Troisièmement, le code de déontologie de la police haïtienne interdit qu'on fasse la grève.

Le plus rassurant est que certains sondages démontrent que le public croit encore au bon fonctionnement de la police haïtienne. Une jeune Haïtienne nous confie:

Je crois qu'à travers toutes les institutions qui se dégradent, la PNH, il faut dire, fait des efforts. Et les erreurs commises par les agents de la PNH sont compréhensibles, pas normales. Compréhensibles, parce que c'est une jeune police sans expérience et moi ce qui attire mon attention particulièrement dans la PNH actuellement, c'est que quand des agents font une bêtise, les responsables de ces agents n'hésitent pas à le dire, à les corriger et à les sanctionner. Ça c'est important parce qu'à un certain moment et dans la mentalité haïtienne, les gens pensent qu'à partir du moment où ils ont une arme, à partir du moment qu'ils ont un titre qu'ils font partie d'un corps de force, ils sont des chefs. Donc, ils sont au dessus de tout et les responsables de la PNH sont en train de démontrer que ce n'est plus vrai.

Différentes forces en présence affirment qu'il y a une nette amélioration au niveau de la Police nationale. En dépit de la crise, elle continue à jouer son rôle dans le maintien de la démocratie.

Plusieurs personnes questionnées au sujet de la crise de la Police nationale pensent sérieusement que cette dernière devrait accepter les 12 heures de travail par jour. Parce qu'elles pensent que dans une situation de transition chacun doit se munir d'un esprit de sacrifice. Donc, chaque Haïtien, quelque soit son domaine, devrait savoir qu'il a des sacrifices à faire pour le développement du pays. Certains Haïtiens nous rapportent que dans la police, il y a un problème d'effectifs et ils constatent qu'à toutes les fois que les dirigeants de la PNH veulent augmenter leurs effectifs, les agents créent des troubles, ils sont impliqués dans des affaires de drogue, des affaires de vol et dans d'autres intrigues donc ils sont obligés de les révoquer. Ils doivent prendre des sanctions d'où le problème de manque d'effectif. Étant donné que les responsables de la Police nationale ne veulent pas engager n'importe qui, ils augmentent les heures de travail des policiers.

La Police Nationale Haïtienne est une institution sociale très récente. Le problème de la consolidation d'une institution est la mise en place d'un certain nombre de règles capables de la soutenir. Or, en Haïti, dans cette situation de transition, tout se ferait à un rythme vertigineux, ne laissant pas à la société civile en émergence le temps de gérer ces changements. Toutefois, les dirigeants de la Police nationale par leurs actions (inspection, enquête, réévaluation, formation continue) et leur étroite collaboration avec les policiers et la société civile démontrent qu'il y a une très grande volonté de maintenir le projet démocratique. Un Haïtien nous dit:

Je crois que l'avenir de la Police nationale réside dans son degré de professionnalisation. On ne peut ne pas évoquer la notion d'expérience. Il ont une formation qui est vite faite sur le tas dépendamment des circonstances. Parce que quand une société vit, il faut une force. On a dissout l'ancienne force publique. C'est évident qu'on a paré au plus pressé en activant cette force de police. Mais les prochaines générations qui vont venir d'ici trois ans vont avoir un cycle long parce qu'il y a déjà 6 000 policiers qui seront déjà là, ils ne vont recruter que 60 par année. Mais, pour l'instant, les policiers ont payé les frais de l'apprentissage. Ils doivent eux-mêmes tout réapprendre. En plus, ils ne rentrent pas dans une structure préétablie. Je dirais puisqu'il faut une force publique qui ne soit pas partisane et qui soit capable de maintenir l'ordre, je pense que la Police nationale s'inscrit bien dans ce cadre.

## 2.6 La reconstruction sociale commence-t-elle par la privatisation?

Depuis que la privatisation a été présentée par la communauté internationale comme «le programme» de développement économique pour Haïti, elle est devenue le mot vedette de tous les experts haïtiens dans quel que soit le secteur. Des lois ont été votées au parlement pour faciliter son implantation mais les citoyens haïtiens ordinaires concernés n'ont pas été consultés sur l'application de ce programme. Différentes perspectives sur la privatisation émergent de différentes forces en présence. Certains groupes sociaux demeurent persuadés que la privatisation en cours est un programme à court terme. Il s'agit, selon eux, d'un processus qui sert à livrer aux «grands mangeurs», les entreprises publiques haïtiennes. Rien n'aurait été fait en matière de politique pour servir de cadre à cette réforme économique. Cette privatisation ne pourrait éventuellement, d'après eux, que causer la fermeture de certaines entreprises privées qui existent déjà et contribuer à la hausse du chômage en spirale, à l'augmentation de la richesse d'une minorité de riches nationaux et étrangers et enfin à l'appauvrissement de la classe moyenne.

Certains Haïtiens avancent que la privatisation en Haïti pourrait contribuer grandement à la reconstruction sociale pour la bonne raison qu'elle va créer des emplois et permettre à beaucoup d'Haïtiens d'acquérir la dignité humaine.

L'économie haïtienne est à son plus bas niveau. Le secteur public est dysfonctionnel et le secteur privé est en situation de repli stratégique. Il investit dans des affaires qui sont sûres de lui rapporter de l'argent. Il s'attend à ce que le secteur public l'aide sur le plan monétaire et sur le plan institutionnel pour qu'il puisse investir dans le pays.

Un Haïtien qui travaille au PNUD abonde dans le même sens:

Si on parle de privatisation en Haïti, c'est parce que les responsables des entreprises à privatiser n'ont jamais vraiment travaillé au développement de ces entreprises. Ils n'ont jamais considéré ces entreprises comme des entreprises de service en réalité. La Téléco (compagnie de téléphone) qui est la poule aux oeufs d'or pour le gouvernement haïtien parce qu'elle rapporte beaucoup d'argent, ne fournit que 60 milles lignes téléphoniques alors qu'il a un potentiel de 700 milles. Et si votre ligne de téléphone tombe en panne vous pouvez attendre environ deux mois pour la faire réparer ou vous pouvez toujours donner des pots de vin pour la faire réparer tout de suite.

La privatisation serait souhaitable parce qu'elle va renflouer l'économie et créer des emplois. L'emploi étant source de cohésion, permettrait à un individu de participer à la communauté: « L'oeuvre, le travail, la participation à la création, aussi humble soit-elle, sont au coeur de la nature humaine et de la dignité de la personne ». (ONU, 1995b, p. 20). Évidemment, certains craignent que la privatisation ne crée ou n'augmente l'écart existant entre les différentes couches sociales. Tout dépend maintenant de la politique de ces entreprises et c'est là que l'État devrait intervenir pour donner des lignes directrices à ces entreprises privées pour les obliger à participer vraiment au développement de la communauté.

La privatisation relève d'un choix économique. En Haïti, il est question de neuf entreprises à privatiser, des entreprises qui ne sont pas opérationnelles. Concernant l'électricité par exemple, s'il faut donner une ampoule à chaque Haïtien, il faudrait investir un milliard de dollars en électricité. Où est-ce que les Haïtiens vont trouver cet

argent alors que l'ensemble du PNB n'atteint pas 1 milliard de dollars locaux se demande un Haïtien.

Si vous n'avez pas de courant, vous n'avez pas d'investissement industriel, ni de tourisme. Si vous n'avez pas d'eau vous n'avez pas d'électricité. Si vous n'avez pas de téléphone vous n'avez pas d'investissement. Le Club Méditerranée qui est le plus grand club en Haïti dispose environ de cinq lignes téléphoniques, alors qu'en République dominicaine, le club possède environ 500 lignes de téléphone. Alors voilà le genre de questions qu'il faut se poser. Pourquoi le port de Port-au-Prince est le port le plus cher de toute l'Amérique du Sud? Pourquoi la Téléco est l'entreprise la plus chère de toute l'Amérique?

Selon une perspective, la privatisation n'est pas une panacée qui va résoudre tous les problèmes de développement économique, parce qu'il y a un problème de base. Il faut équiper le pays en infrastructures énergétiques, en télécommunications, en routes. Sans investissements, comment vont-ils y arriver? Il n'y a pas de solution magique. L'État n'est pas capable de créer et de gérer des écoles mais en même temps, il veut gérer le ciment. Alors qu'en Haïti, tout est privé, l'éducation, la santé, les gens rejettent la privatisation sous prétexte qu'elle va créer des écarts dans la société. La privatisation n'est pas une imposition de l'extérieur, c'est un problème d'aujourd'hui, lié au manque de manœuvre dont disposent les Haïtiens.

Nul ne peut mieux que le secteur privé créer des emplois durables et maintenir l'économie en surface avec des performances appréciables [...] Quand L'État a ses problèmes, comme c'est le cas depuis près d'un an, on aurait pu compter sur un secteur privé dynamique pour empêcher le marasme que la crise politique impose au pays. (Le Nouvelliste. 1998. « L'économie haïtienne a-t-elle des problèmes orthopédiques...? ». Le Nouvelliste, 5 mars, p. 1)

La privatisation fait l'objet de débats passionnés dans toutes les couches sociales, surtout quand elle implique les entreprises d'État que la société civile considère comme faisant partie du patrimoine national. Le gouvernement haïtien s'engage à dynamiser l'économie en donnant un rôle clé au secteur privé, en privatisant et en démocratisant des entreprises commerciales, industrielles, du secteur public. Plusieurs entreprises publiques ont été privatisées suscitant des réactions d'opposition de la part des syndicats et des groupes sociaux. La privatisation des secteurs populaires est considérée « comme une expropriation du processus démocratique » d'après la revue *La Justice économique*.



La résistance contre la privatisation est soutenue non seulement par les syndicats mais aussi par les organisations d'artistes RADA qui présentent des chansons et des poèmes rappelant le peuple à la lutte. *La Justice économique* a déclaré que

la démocratie haïtienne sera fondée sur un système basé sur la justice ou est condamnée à mourir prématurément. Notre lutte devra s'insérer dans le foisonnement multiple de toutes les résistances authentiques contre la domination du système capitaliste mondial. Elle doit embrasser les forces de notre culture populaire. (*Justice économique*, 1996. « Le bulletin de la conjoncture de la PAPDA » *Justice économique*, no 1 (juillet) p.1).

Mais de quelle culture populaire parle la revue? De cette culture basée sur une mentalité de gaspillage des biens de l'État, nous demande un directeur d'école?

La privatisation constitue un choix politique toujours controversé où se mélangent l'espoir et l'incertitude. D'où la raison d'avoir l'adhésion de l'opinion publique. Il est primordial d'éduquer la population sur la politique de privatisation pour qu'elle ne se sente pas menacée par la modernisation des entreprises. Il faut du temps pour faire comprendre aux Haïtiens que ce n'est pas la privatisation des entreprises publiques qui fait du mal au patrimoine national ou à l'économie, mais plutôt ses politiques et les façons dont celles-ci sont appliquées. Plusieurs pays des Caraïbes ont privatisé leurs entreprises publiques, sans que cela ait causé beaucoup de remous. À l'ère de la globalisation, les petits États n'ont pas d'autres choix que de se conformer à la règle des plus grands. Il est grand temps qu'Haïti se modernise ou se privatise.

## 2.7 Dans un tramway nommé transition, la reconstruction perd de la vitesse.

Nous avons constaté qu'en Haïti, il y a une tendance à parler ou à dire qu'Haïti vit une situation transitoire définitive. Il s'agit d'une situation provisoire qui dure depuis beaucoup trop longtemps, selon certains groupes sociaux. Sur le plan politique, cela fait presque un an que le pays fonctionne sans gouvernement. Tous les choix de premier ministre présentés au parlement ont été rejetés. Il y a aussi cette divergence sur la question électorale du 6 avril 1997 qui n'a pas été résolue. L'administration publique subit constamment des réformes pour s'adapter aux exigences des bailleurs de fonds



internationaux. Enfin, les rivalités au sein des deux plus importants partis politiques du pays empêche le parlement haïtien de bien fonctionner, causant le blocage du pays.

Il n'y a pas de démocratisation possible sans affronter simultanément les problèmes de croissance économique (accumulation) et ceux de la distribution de richesses. Il faut sortir des cercles vicieux à la fois technocratique et populiste si l'on veut éviter les effets d'instabilité chronique qu'ils provoquent dans le système politique. (Cary, 1991. p. 256.).

Et plus encore, nous affirme un intervenant, un État démocrate doit s'occuper à maintenir une justice économique et répondre aussi à une demande de justice sociale. Il doit être un État actif et présent dans le développement de la société dans tous les domaines et être aussi une force qui catalyse l'initiative citoyenne et la créativité individuelle et collective. Il doit instaurer une nouvelle vision des rapports de production, de consommation, d'échanges et de service. L'assistance internationale lui servant déjà d'assise pour élaborer ces nouvelles visions. il ne lui reste qu'à maintenir la sécurité dans laquelle ces changements devraient prendre cours.

Jean Claude de Verger, docteur en sociologie de l'Université de Paris, dans son ouvrage intitulé « *vive la démocratie* » avance que « le peuple ne peut pas attendre pour qu'un plan Marshall ou Clinton lui vienne en aide. Il faut qu'il prenne en main, comme en 1804, son propre destin dans le contexte socio-économique actuel et qu'il établisse la démocratie dans tous les domaines de la réalité sociale [...] Il faudrait des équipes de citoyens animés d'une très grande volonté politique, oeuvrant sans discontinuité à travers diverses générations successives ». (Verger, 1994. p. 232). « J. F. Kennedy a dit un jour, les peuples qui n'ont pas le courage de prendre en main leur propre destin, seront balayés avec les déchets de l'histoire » (ibidem, p.232 ). La société civile est prête à se prendre en main, cependant les forces économiques et politiques lui coupent le chemin.

Le pays serait encore dépourvu d'une force politique et sociale qui pourrait engendrer une assimilation nationale par une politique de distribution équitable dans les secteurs de la société. Ceci comblerait les fossés existants entre les minorités élitistes et les grandes majorités de la population. Mais cette action d'intégration nationale et sociale n'a pu être entreprise à cause de la transition qui dure alimentant les tensions existantes au sein de la société. Un ingénieur nous dit que:

C'est vrai que la transition est le passage d'un état à un autre. Mais quand on sort d'un état, qu'on ne va pas à un autre, qu'on patauge, là encore sans savoir où l'on va, même qu'on est obligé d'entrer dans un tunnel, mais au moins, il y aurait une lueur allumée au bout du tunnel et à ce moment là on pourrait suivre la route du tunnel et arriver à cette lumière. Mais quand il n'y a pas de lumière, quand il n'y a même pas de tunnel, quand on refuse ce qui avait avant, quand on rejette ce qu'il y avait avant et qu'on ne propose rien ou qu'on propose la même chose sinon pire, ce n'est pas une révolution, c'est une réaction [...]

Notre situation de transition dure trop, vraiment trop. C'est vrai, sortir d'une dictature féroce dans laquelle nous étions et tomber dans la démocratie, ce n'est pas l'affaire de dix ans, nous sommes d'accord? Mais, il ne faut pas leurrer le peuple non plus en parlant de démocratie. Je ne crois pas que nous sommes dans une situation de transition. Nous sommes dans une situation pénible. Je ne sais comment la qualifier parce que souvent on dit qu'on est vraiment au fond de l'abîme, au fond, on ne peut plus aller plus loin, mais, je pense qu'en Haïti nous sommes en train de nous créer une place dans le livre de record Guinness parce que nous sommes en train de descendre en dessous du fond de l'abîme [...]

Mais, je dis qu'il y a moyen de changer les choses par l'éducation, par une prise de conscience qu'on peut changer les choses. Victor Hugo disait l'encrier contrôle le canon, l'encrier brisera le canon. On n'a pas besoin de violence, on a besoin de la paix, on a besoin de la construction, on a besoin de réfléchir, on a besoin de prendre conscience. Et ce n'est pas quelqu'un qui va nous montrer comment prendre cette conscience là. C'est tout un chacun qui doit encore avoir cet esprit de sacrifice qui doit se dire « sans moi le pays ne peut pas avancer. Donc il faut que je travaille pour qu'il avance ». Sinon quand on cherche à réfléchir entre guillemets et qu'on ne s'occupe pas du reste de la population, cela ne marche pas. Il y a le ministre Zamor qui disait à un certain moment: À quoi ça sert d'être président, à quoi ça sert d'être leader, à quoi ça sert d'être chef si on est assis sur un fauteuil luxueux mais entouré de fatras?

La reconstruction en Haïti avance très lentement et patauge même. En 1986, il y a eu beaucoup d'enthousiasme, beaucoup d'attentes. Beaucoup de jeunes qui vivaient à l'étranger sont retournés en Haïti, nous raconte un parent, dans l'espoir de pouvoir donner un coup de main pour accélérer ce changement. Cependant, ils n'ont pas pu trouver d'appui à cause de la faiblesse des institutions.

Gérard Pierre Charles, directeur du CRESFED (le centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement), avance qu'il y avait trop de leaders « duvaliéristes » dans le pays en 1986 et aujourd'hui, cette réalité est encore présente. C'est pour cette raison que les Haïtiens amorcent avec beaucoup de difficultés la reconstruction. Car, le duvaliérisme a tué les plus valides, les plus audacieux et les plus

courageux, en ce moment Haïti se retrouve privé de sa force. Monsieur Pierre Charles croit cependant que Haïti est sur le point d'atteindre une stabilité structurelle:

Toutefois, je crois qu'on avance mais d'une avance difficile. On doit continuer à pousser la charrette pour monter encore ce chemin difficile sablonneux, rocailleux, pour arriver à une seule stabilité, mais la relève pourrait être prise, mais je dois vous dire que je n'ai pas encore senti la génération de la relève. Cette génération va peut-être commencer à se manifester.

## 2.8 Conclusion

La reconstruction sociale commence par la réduction de la pauvreté, la création d'emplois pour permettre à chacun de retrouver une certaine dignité humaine tout en faisant la promotion de la cohésion sociale. Haïti est complètement passé à côté de la plaque. Une partie de la société vit à l'état post modernisme alors que l'autre demeure au stade féodal, même pas au stade pré-capitaliste. Alors qu'une partie est branchée sur l'Internet, une autre partie n'a pas accès aux actualités faute d'argent pour acheter des piles pour son radio à transistor. Où cette société se situe-t-elle vraiment? Un journaliste haïtien nous confie:

Je ne comprends pas trop bien ce qui se passe, ce qu'ils veulent ou ce qui est train de se passer. Je ne sais pas trop bien, la seule chose que je sais, c'est que si on veut construire quelque chose, si on veut changer quelque chose ici, il faut partir de zéro. Ça doit être un nouveau départ; Il faut tout d'abord commencer par l'homme, commencer par une révolution culturelle parce que c'est notre façon de penser, c'est chez l'Haïtien même le problème; il faut un travail pour un changement radical.

Le gouvernement haïtien, d'après nos interviewés, n'a rien fait aux niveaux social et économique. Les perspectives haïtiennes tendent toutes vers une conscientisation nationale pour que le peuple puisse travailler ensemble. Cependant, il y a un individualisme à outrance et la corruption qui empêche le pays d'avancer. Il faut, comme l'ont dit presque tous nos répondants, un changement de mentalité pour pouvoir responsabiliser la société civile sur son propre développement. À force de vivre dans une transition, les gens commencent à s'y faire. Il y a un journaliste qui a écrit que le pays marche très bien malgré la crise institutionnelle alors à quoi bon nommer un premier

ministre? Ceci démontre que les Haïtiens semblent satisfaits de la situation et pourraient même rester dans cet état transitoire définitif.

François Roc, dans la colonne idées et opinions du quotidien *Le Nouvelliste*, analyse la situation comme telle:

La question n'est pas de savoir si nous pouvons sortir du gouffre, mais comment en sortir. Une chose est certaine, ce sera au prix d'un renoncement. Mais on ne peut d'ici, dire non à ce qui est sans dire oui à autre chose, En clair, il nous faut cesser de traire le bouc; il ne peut sourdre que du sang! En plus clair encore: abandonnons la dynamique de confrontation et adoptons une logique de concertation. Mais, mettons nous déjà d'accord sur un point. Si la réconciliation nationale, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit, s'entend de la réconciliation de la société haïtienne avec elle même, cette réconciliation devra s'articuler au double plan politique et économique. C'est là son cadre. On verra quel contenu lui donner. (Roc, François. 1998. « Entre la raison et l'explosion ». *Le Nouvelliste*, 16 mars, p. 7).

## CHAPITRE III

### PERSPECTIVES DES POLICIERS

La recrudescence de la criminalité dans nos villes devient alarmante. La population s'inquiète et s'interroge sur les compétences réelles de la nouvelle police. Kidnapping, vol de véhicules, hold-up le tout souvent associé à des exécutions gratuites. Selon certains, ces qualifications ne faisaient pas parti du jargon de la criminalité de l'époque et ne comprennent pas pourquoi, alors qu'il est reconnu par le monde entier que l'Haïtien est au demeurant paisible et recherche avant tout un mieux être, doivent-ils confronter ces nouvelles épreuves dans leur vie quotidiennes? (Audience. 1998. « Police Story: L'homme de fer et ses incorruptibles ». Audience vol. 10, (avril), p. 18).

À la fin du mois de Janvier 1998, à notre arrivée en Haïti, en descendant de l'avion, la première chose que nous avons remarquée fut la présence des policiers. Ils étaient de sept à huit devant les portes de débarquement, surveillés de près par trois policiers canadiens. Ils avaient l'air gauche ne sachant s'ils devraient nous souhaiter la bienvenue ou rester dans leurs attitudes formelles. Sur la route menant à la maison qui nous hébergeait, nous avons rencontré à chaque carrefour des policiers venant à peine de sortir de l'adolescence qui étaient en faction dehors dans la rue sous un soleil de 34 degré, avec leur arme serrée dans leurs mains.

Notre enquête sur les policiers pendant la reconstruction sociale nous amène à décrire leur situation comme étant entre l'enclume et le marteau. Partout où ils vont, ils sont perçus comme les enfants de l'ancienne armée d'Haïti. Presque tous les gens à qui nous avons parlé tiennent plus ou moins le même discours: « les policiers ne sont pas gentils, ils ne savent pas comment s'adresser aux gens. Ils sont brutaux ». Des échanges verbaux que nous avons eus avec la population haïtienne, il en ressort que les gens voudraient que les policiers agissent envers eux comme des copains. D'un autre côté certains policiers se plaignent de la méfiance dont fait preuve la population civile à leur égard et se sentent frustrés. Donc, nous ressentons tout de suite qu'il y a un climat d'incompréhension résultant de l'incapacité à définir « le rôle » du policier.

À travers ce climat d'incompréhension s'ajoute la terreur causée par les actes de banditisme. Beaucoup de gens croient que la police haïtienne est complice des « zenglendos » (brigands) puisqu'elle est incapable d'empêcher leurs crimes. Il faut dire aussi que les effectifs de la police sont insuffisants pour faire face au phénomène de banditisme. Ils sont au nombre de 6 700 pour servir l'ensemble du territoire national. ((Audience. 1998. « Police Story: L'homme de fer et ses incorruptibles ». Audience vol. 10, [avril], p. 24.). Ils affrontent les zenglendos et les délinquants déportés des États-Unis, du Canada, de la France. Pendant que l'ONU aide le gouvernement haïtien à maintenir un climat de sécurité, les pays qui sont les plus impliqués dans ces programmes leur envoient des bandits. Alors qu'ils savent très bien qu'ils n'ont pas la capacité de les prendre en charge. Il devient donc important de connaître les perspectives des policiers dans cette phase de transition.

### 3.1 Leurs discours, face aux enjeux et contraintes spécifiques liés à la reconstruction sociale et politique en Haïti.

Depuis le retour du président Jean Bertrand Aristide, la communauté internationale pense que la restauration de la démocratie a été faite et que la reconstruction sociale est en marche en Haïti. « Il n'en demeure cependant pas moins vrai, que les potentialités et impulsions, porteuses de changements et d'espoirs, s'entremêlent de façon préoccupante à des structures et difficultés qui peuvent entraver leur épanouissement » (Castor, 1995. p. 7). Selon les dires des policiers, il y a une longue tâche qui les attend dans ce processus de reconstruction. Ils sont seuls pour faire face au banditisme. Ils n'ont ni l'appui de la population civile qui les considère comme complices des bandits, ni l'appui du ministère de la justice qui devait travailler côte à côte avec la Police nationale.

Dès le début de la formation de la Police nationale, il régnait déjà un climat de scepticisme au sein de la population haïtienne vis-à-vis de cette nouvelle force. Les gens doutaient des critères de sélection des membres de la Police nationale parce qu'elle ne savait rien de leur origine. Était-ce des anciens militaires, des assassins, des criminels, des gens qui avaient déjà violé gravement les droits humains? Comment avait-on procédé pour faire le tri, pour trouver ceux qui serviraient le mieux la population civile? toutes ces interrogations laissaient la population haïtienne sceptique.

Selon le discours d'Eucher Luc Joseph, l'inspecteur général en chef de la Police nationale, les autres contraintes auxquelles a eu à faire face la Police nationale et auxquelles elle est confrontée jusqu'à présent sont la peur traditionnelle que nourrit la population envers celui qui porte une arme à feu et le manque de maturation des policiers haïtiens. Ces derniers n'ont pas eu le temps de combler leurs lacunes en matière de formation et d'expérience. Ce qui fait qu'ils se retrouvent sur la scène de reconstruction avec un bagage théorique reçu en 4 mois pour faire face aux problèmes de banditisme, de violence etc.

Un autre problème existait dans la formation de la nouvelle police. Les policiers, ayant été formés un peu partout, soit au Canada, à Guantanamo ou en Haïti, donnaient des éléments assez disparates et hétérogènes, sans cohésion parce qu'ils n'avaient pas de chef réel. Ce n'est qu'à partir de mars 1996 que tout cela a changé. La Police Nationale Haïtienne a enfin un plan de développement qui se répartit sur une période de 5 ans sous la bannière d'un directeur général de la police. À partir de ce moment, la présence de la Police nationale commence à paraître plus légitime et plus judicieuse.

Eucher Luc Joseph qui a dressé l'inventaire de ses réalisations affirme que tout va pour le mieux et que la Police nationale s'améliore de jour en jour. Cependant, la population haïtienne demeure sceptique surtout quand elle entend à la radio ou lit dans les journaux, le ménage qui se fait chaque jour au sein de la Police Nationale Haïtienne. Eucher Luc Joseph, dans une entrevue accordée à **Audience** en avril 1998, affirme:

À ce jour nous avons, dans toutes les attributions à savoir: Conduction des enquêtes administratives, inspection et contrôle des unités PNH, reçus (Sic) 2278 dossiers. Le classement suivant a été établi: Violation des droits humains 468. Fraudes ou vols 188. Faits de corruption 11. Drogue 32. Atteinte aux règlements 1392. Plaintes diverses 187. Les faits les plus graves représentent 33% des dossiers reçus, ce qui met en relief le rôle essentiel de L'IGPNH (l'inspecteur général de la Police nationale) dans le travail d'épuration de l'institution.

Au cours de la même période, nous avons traité 1422 dossiers dont la nature concerne: Violation des droits humains 234. Fraudes et vols 86. Drogue 15. Corruption 36. Atteintes aux règlements 1051. Soit 62% des dossiers reçus. Ces dossiers traités, ont engendrés la résiliation du contrat de 200 fonctionnaires. la grande majorité (87%) étant des agents.[...] 17 commissaires et 6 inspecteurs de police ont également été renvoyés de la PNH. (Audience. 1998. « Police Story: L'homme de fer et ses incorruptibles ». Audience vol. 10, (avril), p. 22).

Eucher Luc Joseph continue de faire le bilan de son travail en répartissant dans le temps, les révocations qu'il a du faire depuis son affectation à la tête de la Police nationale.

66 dossiers de policiers révoqués pour délits criminels et répartis comme suit:  
 Crime: Assassinat - meurtre et tentative - homicide volontaire 14 Vols 17 Violences illégitimes et sévices corporels 6 Détournements ou extorsions de fonds, usage de faux 5 Perquisitions illégales 3 Usage abusif d'arme à feu, coup et blessures par balles 8 Outrages, subornation de témoins dans le cas de stupéfiants 13. (Idem, p. 22).

Ce que Eucher Luc Joseph, trouve le plus frustrant c'est qu'après avoir difficilement appréhendés ces 66 policiers et les avoir remis à la justice, il n'y a eu aucun jugement ni de condamnation. Selon lui, il reste beaucoup à faire dans le système judiciaire haïtien si nous voulons bien mener cette reconstruction. Il est conscient que la Police nationale n'est pas parfaite, mais il déclare fournir beaucoup d'efforts pour résoudre les problèmes de la criminalité chez les policiers d'une part et auprès de la population civile d'autre part pour régler les problèmes de banditisme.

D'après lui, le banditisme relève de la petite criminalité qu'engendrent les problèmes socio-économiques et aussi, du crime organisé. Un véhicule volé, par exemple, peut se retrouver le lendemain à la douane avec des papiers en règle.

Le banditisme d'aujourd'hui est différent d'hier. Il suit l'évolution de notre société, il n'a plus de frontière. Une grande partie de ce banditisme pourrait être appelé banditisme d'importation. L'État doit prendre des dispositions pour encadrer et suivre les criminels qui nous sont renvoyés en Haïti. Malheureusement peu de rapatriés criminels dans les prisons des pays tiers ne reviennent ici accompagnés d'un document nous avisant de leur statut. (Audience. 1998. « Police Story: L'homme de fer et ses incorruptibles ». Audience vol. 10, (avril), p. 26).

Tout cela démontre une grande velléité des policiers non seulement à faire face aux problèmes de transition, mais aussi de pourvoir un cadre sécuritaire efficace pour permettre au pays de se reconstruire. Tout cela malgré le doute qui plane sur les fondements institutionnel et juridique de l'existence de la Police nationale.



Depuis 1946, la constitution prévoyant la séparation des fonctions de l'armée de celles de la police, confiait ces derniers à des agents spéciaux avec responsabilité civile et pénale (art. 134, loi du 29 mars 1947).[...] Jusqu'à date, cette clause constitutionnelle n'a pas été votée par les chambres législatives.[...] On ne peut mesurer dans toute sa dimension, la responsabilité de cette 45e législature dans la crise que vit la nation. Pour des raisons qu'il ne convient pas d'analyser ici, aucunes des nouvelles lois visant l'institutionnalisation du régime démocratique, dont la séparation de la police de l'armée n'a été votée. (Castor, 1995. p. 14).

En attendant que les dirigeants décident de statuer sur la Police nationale, Eucher Luc Joseph s'évertue à lui donner toute la crédibilité possible en effectuant un encadrement serré de ses policiers et en formant une police judiciaire.

Oui, c'est vrai, notre police est loin d'être parfaite, mais qui est parfait? [...] La police doit respecter à la lettre les obligations qu'elle a envers la population et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour ce faire. Nous participons activement à la formation d'encadrement, aux structures à mettre en place. Notre rôle est de contrôler la police, mais aussi défendre le policier et veiller à son bien-être. Notre rôle est complexe et loin d'être limité. Nous avons la chance d'avoir un Directeur Général de la Police conscient de tous les problèmes internes et qui fait son possible pour améliorer notre situation relativement précaire. Nous avons grâce à son intervention directe, obtenu des locaux plus adéquats et ceci nous permet d'aller encore plus vite dans la réalisation de notre mission. (Audience. 1998. « Police Story: L'homme de fer et ses incorruptibles ». Audience vol. 10, (avril), p. 24).

Eucher Luc Joseph affirme être satisfait des résultats de la PNH. Elle est partie de zéro et elle a pu réaliser des merveilles en très peu de temps. Le moment où elle pourra répondre aux besoins de sécurité de tous les citoyens est imminent. Il insiste sur la nécessité d'un partenariat entre la police et les citoyens pour mener à bien la reconstruction du pays. Il s'agit d'informer la police des crimes dont on a connaissance pour qu'elle agisse en conséquence. La population doit se débarrasser de sa timidité pour travailler main dans la main avec la police.

Après avoir entendu la perspective de l'inspecteur général en chef de la Police nationale dans cette phase de transition, il nous paraît essentiel de faire intervenir les policiers. Étant donné que ce sont eux qui sont en train de vivre les répercussions de toute cette réforme de police. Car, ils sont en train de faire face aux demandes de la population haïtienne et aux demandes du chef de la police. Dans un pays où la population s'enflamme facilement et a le lynchage facile, il devient important de dégager les réactions des policiers dans cette phase de transition.

Pour illustrer la situation des policiers, il nous semble intéressant de faire la synthèse d'une histoire recueillie dans *Le Nouvelliste*, mais qui a fait la une des nouvelles. *Policiers mis en déroute à Mirebalais*: Tout a commencé le jeudi 5 février, quand le commissaire de la ville de Mirebalais a procédé à l'arrestation d'un mineur qui conduisait une voiture, pour agression verbale et conduite de véhicule sans permis. On avait aussi émis un mandat d'arrêt quelques minutes plus tard contre l'un des sympathisants du conducteur mineur qui s'était mis à rudoyer le chef de la police locale. Alors, un membre d'un groupe populaire considéré comme violent, mobilisa 300 personnes pour exiger la libération des détenus, devant le commissariat.

Durant l'excitation quelques coups de feu ont été tirés dans la foule. Les 7 policiers qui étaient de service au commissariat ripostèrent. Une personne qui n'était pas mêlée à l'incident fut tuée et une autre blessée. Ensuite, on libéra les deux personnes maintenues au commissariat, mais le geste n'a pas calmé la foule qui était déjà déchaînée sous la conduite de Frantzchy Dégrotte connu sous le nom de "Fanfan Ti Bois". La foule brûla des pneus et du bois dans certaines rues de la ville et devant le commissariat. Finalement, 30 personnes armées envahissent les locaux du commissariat. Les 7 policiers appelés en renfort n'ont pas pu prévenir le lynchage du commissaire Ricelin Dorméus qui décéda ensuite de quelques coups de machettes sur la tête.

Au cours de cet incident, on incendia 2 véhicules de la police et une autre voiture, propriété de l'Administration Pénitentiaire Nationale (APENA). Une motocyclette, 5 revolvers, 3 fusils de calibre 12, le matériel de communication et les batteries d'alimentation ainsi que d'autres matériels du commissariat furent emportés. (Chanel, Yves Marie. 1998. « Policiers mis en déroute à Mirebalais ». *Le Nouvelliste*, 6 février, p. 4).

76 détenus dont certains d'entre eux avaient été condamnés à perpétuité furent libérés par les membres de l'organisation populaire 'opération Met lod nans dezod' (mettre de l'ordre dans le désordre), selon les déclarations du directeur adjoint de l'APENA. Un seul de ces individus a été retenu. (ibidem, p. 4).

Ça a été très dur. Nous avons enregistré hier soir une chasse aux policiers. Les gens ont poursuivi les policiers. Ils étaient venus chez moi hier soir. Nous avons réussi à pénétrer le commissariat par voie détournée pour constater que le corps du commissaire était haché et lapidé. Jusqu'ici, il y a des policiers que nous n'avons pu repérer » a raconté un agent de la police. (idem, p. 4).

Le chef du groupe a été arrêté et tout de suite remis en liberté. Ce n'est pas la première fois, rapporte-t-on, qu'il y ait eu des actes de violence perpétrés par des membres d'organisation populaire.

Il est quasiment inutile de vous rapporter les appréhensions des policiers dans cette phase de transition et de reconstruction. Plusieurs policiers interviewés nous avouent que c'est dur d'être policier aujourd'hui en Haïti. Autrefois, quand il y avait l'armée d'Haïti, les militaires étaient respectés. Aujourd'hui, les policiers ne rencontrent même pas un brin de respect. Pourquoi, se demandent-ils? Est-ce parce que les policiers sont trop jeunes dans le service?

Moi, je sais ce que j'ai remarqué, nous dit une policière. Quand parfois dans les rues, il y a des policiers, les gens se moquent d'eux et de moi aussi. Moi-même, je me suis faite une idée. Je pense que c'est une façon pour le policier de réagir à ces moqueries. Après cela, les personnes vont avilir la PNH et dire que les policiers nationaux sont plus bêtes que les policiers des forces armées haïtiennes d'autrefois. Alors, il n'y a pas vraiment eu de reconstruction. Je pense que c'est pour cela qu'ils font ça. Mais, nous les policiers, on a compris la situation. On est toujours calme. Quand ils se moquent de nous, on ne réagit pas. On fait silence parce qu'on sait que le pays est en voie de développement. Donc, ce n'est pas la faute du peuple, s'il agit de cette manière.

### 3.2 Relation entre les policiers et la population civile

Les policiers ne peuvent statuer si la population leur fait entièrement confiance. Mais, ils savent qu'il règne un petit peu de confiance chez environ 20 pour cent de la population. Parce qu'à la création de la Police nationale, il y avait beaucoup de voleurs, de violeurs, des zenglendos. Mais de jour en jour ces phénomènes tendent à disparaître. Donc, cela voudrait dire que la Police nationale a bien fait son travail. Le directeur général de la police a pris des mesures pour renforcer la sécurité dans les rues en plaçant des policiers, en fait sur toutes les routes pour sécuriser la population haïtienne.

À notre retour du Missouri durant les deux premiers mois de travail dans la Police nationale c'étaient vraiment bien. Les gens nous saluaient. Maintenant, on tue les policiers. Les policiers tuent les civils pour gagner de l'argent. Nos frustrations augmentent de jour en jour. Nos supérieurs nous causent des ennuis. On est tout le temps stressé. Nos interactions avec la population civile ne sont pas des plus harmonieuses. Car, elle a une mauvaise conception de la force de police. Pourtant, nous voulons l'accord du peuple, nous voulons entretenir de relations amicales avec lui, mais nos supérieurs ne veulent pas et préfèrent qu'on joue aux chefs, c'est pour cela que la population a peur de nous.

On retrouve chez les policiers, ce profond désir de se rattacher à la « population-mère ». On y retrouve tous les concepts freudiens de Moscovici dans l'âge de la foule. La population haïtienne devient pour les policiers l'objet d'amour désiré dont ils craignent le rejet. Toutes les activités des policiers se font dans le but de prouver à la population qu'ils ne sont pas les fils héritiers des forces armées d'Haïti. Ils essaient tant bien que mal de contribuer à la reconstruction sociale d'Haïti:

Cela se faisait dans le temps, lorsque je travaillais en province on faisait ça, on organisait des activités. on recueillait des sous pour aider les écoles. Par exemple, à l'École Nationale de l'Ester, il y avait des classes qui étaient vides, les élèves étaient debout pour prendre les notes parce qu'il n'y avait pas de siège, ou s'asseyait n'importe où alors on leur a fourni des bancs. Il y a des policiers suivant leur emploi du temps qui aident à travers l'Ester, et aussi à travers toutes les provinces parce qu'il n'y avait pas assez de profs, alors on faisait du bénévolat. On donnait surtout des cours de mathématiques. On faisait n'importe quoi. Maintenant que je travaille à Port-au-Prince, je ne sais pas si les policiers continuent.

Une policière qui avait suivi sa formation, croit sincèrement dans la sainteté de la reconstruction sociale en Haïti et pense y avoir apporté une grande contribution.

Dans le domaine où je travaille, je forme des agents pénitenciers. Je fais de mon mieux pour m'endocumenter pour pouvoir mieux former les agents. Comment ils doivent se comporter face aux détenus. Tout ça fait partie de la reconstruction sociale. Si on laisse les gens dans la prison en les gardant n'importe comment. Si on les frappe tout le temps, on les martyrise, moi je pense que ce n'est pas de la reconstruction sociale mais de la déconstruction. C'est dans ce sens que j'ai apporté ma participation à la reconstruction sociale en Haïti.

Un autre qui avait participé dans le programme coopération/sécurité au Missouri a parlé d'un programme de son groupe pour aider les gens à mieux comprendre la force de police:

On a un programme de relation communautaire qui nous rapproche de la population. On va parler aux gens on fait du porte à porte. On s'en va dans les écoles parler aux directeurs, faire connaissance avec les élèves des lycées, des universités, pour leur expliquer le rôle de la police et leur faire comprendre que la police est là pour les aider, les comprendre, les servir.

### 3.3 Définition de la situation actuelle.

En dépit de la volonté qu'ont les policiers de faire face aux problèmes de transition, les stratégies qu'ils utilisent ne leur permettent pas de trouver des solutions durables. Les stratégies varient, mais la plus importante c'est la prévention du crime. Il y a, au commissariat, un agent qui reçoit les plaintes qui proviennent de différents secteurs. Les policiers encadrent les zones à risque en y organisant des patrouilles de surveillance. Ensuite, les policiers interviennent selon la gravité de la situation. On augmente aussi les patrouilles routières pour sécuriser les gens. Mais, que peuvent faire des patrouilles sur des routes non éclairées?

Il n'y a pas vraiment de stratégies pour faire face aux problèmes de banditisme. Chaque situation est unique en son genre et la façon dont on aborde les situations varie. On improvise, des fois on désengage quand on n'arrive pas à gérer la situation. Dans la PNH, la responsabilité est personnelle. Chacun a l'obligation de sauver sa peau, d'utiliser les techniques adéquates pour sortir des situations difficiles. C'est vrai, ça nous salit quand des policiers sont trempés dans des actes de bandits ou dans des trafics de drogue. Mais, on essaie grâce à Me Eucher qui est l'inspecteur en chef de la PNH de rester sur le droit chemin.

Les policiers sans vouloir être pessimistes, disent qu'il y a peu de chance qu'on atteigne une stabilité structurelle en Haïti. Bien que la devise haïtienne soit: « l'union fait la force », Haïti est désuni sur tous les plans. La Bible dit que tout royaume désuni est voué à la destruction. Sur les plans politique, économique et social, c'est la désunion partout. Il y a les riches qui sont contre les pauvres, il y a des disputes au sein du parlement. Les policiers nous ont rapporté qu'une fois, il y a même eu des coups de feu tirés au parlement. Un policier nous dit:

Les choses sont graves, et cela a toujours été ainsi depuis l'indépendance. On a tué Dessalines, le père de la patrie, pour une question de pouvoir. On s'entre-déchire. Je pense qu'on n'a pas de chance d'atteindre une stabilité structurelle tant qu'on n'aura pas fait un consensus. Les gens devraient se regrouper et avancer vers l'avant ensemble. L'opposition officielle au parlement OPL devrait accepter le premier ministre. Ensuite les différents partis politiques devraient faire une table ronde et essayer de trouver un point qui conviendrait à tout le monde.

Les policiers désespèrent face à l'impossibilité pour Haïti d'atteindre une stabilité structurelle. Les policiers ont mis en relief une liste de problèmes qui font obstacle à la reconstruction sociale:

1. La division règne chez les politiciens. Il n'y a pas de paix entre les politiciens.
2. Il n'y a pas de projet national.
3. Les gens ne voient que leurs poches.
4. Leur rôle de policier n'est pas tout à fait défini. Ils sont policiers juste pour gagner leur vie ou pour remplir une mission.
5. Il n'y a aucune institution qui fonctionne en Haïti.
6. En Haïti, on ne mise pas sur la valeur de l'être humain, ni sur sa compétence, mais seulement sur sa « militance ».

Mis à part les obstacles précités, les policiers sont aussi confrontés aux responsables judiciaires, nous disent-ils. Chaque fois qu'ils arrêtent des criminels ou des bandits et qu'ils les jettent en prison, les responsables judiciaires ne font pas leur travail et se contentent seulement d'obtenir des pots de vin de la part de ces contrevenants. On retrouve donc le lendemain, les mêmes criminels qui vont perpétrer les mêmes crimes, nous confiait un policier.

Au niveau des commandements, il y a des contraintes qui se font, on nous demande de travailler des fois dans des conditions inhumaines. Une fois j'avais travaillé en province. on n'avait rien, on n'avait pas de voiture qui fonctionnait et on avait des mandats d'arrêt à exécuter. Des fois, ça nous demandait une ou deux journées de marche. Une fois, je suis tombé malade parce que j'avais escaladé des montagnes de 8 h à 16 heures pm pour aller arrêter des gens et puis on devait retourner à pied et attendre sur la route nationale qu'une voiture privée veuille bien nous prendre à bord pour nous emmener au commissariat. Ça ce sont des contraintes. On n'est pas vraiment équipé et on nous fait travailler la nuit sans électricité et sans vraiment de moyens de protection.

La seule institution qui fonctionne en Haïti c'est la police et encore elle laisse à désirer à cause de la crise que traverse présentement la Police nationale. Elle ne tardera peut-être pas à être minée aussi de l'intérieur. Mis à part la police, il n'y a pas de cohésion au sein des institutions. C'est vraiment incohérent. Tout passe par la fraude, les pots de vin, «des barils de vin», nous disent les policiers. Pour qu'on fasse passer un projet de loi, il faut verser des sommes exorbitantes. La plupart des élus au parlement se sont tous entendus sur une question d'argent. Quand la communauté internationale propose des sommes pour un projet, ils vont soutenir le projet sans se préoccuper de sa pertinence parce que c'est une source d'entrée monétaire.

Je pense que si on arrivait à maintenir la démocratie, cela ferait beaucoup de bien au pays. Le peuple commence à s'éveiller, il va se rendre compte que la démocratie va les aider à s'entendre. Parce que s'il y a encore un coup d'État en coup de force tout le monde peut acheter son cercueil parce que personne ne sortirait vivant de cette crise.

Bien que les policiers nourrissent la crainte de retourner à l'état sauvage de l'anarchie, l'espoir d'être récupéré par l'ONU, leur remonte le moral. D'après eux l'ONU a fait un travail de tutorat en Haïti dans le processus de reconstruction. Il est là depuis la restauration de la démocratie et continue à surveiller de très près les entailles à la démocratie et les violations des droits humains. Depuis les forces de l'ordre de l'ONU à la mission civile, ils sont présents pour aider les Haïtiens à faire face à la crise. Il y a aussi des discours sur Haïti qui est mis en tutelle, mais ils viennent seulement de la part des militants qui veulent redorer leur image auprès de la population haïtienne.

Nous, les policiers, remercions l'ONU, parce que sans lui, nous ne serions pas arrivés à cette réforme que nous vivons présentement en Haïti. Le plus grand bien, l'ONU l'a fait en Haïti. Imaginez, une force qui souffrait de toutes sortes de martyr avec les militaires, aujourd'hui, tout ça est fini. Je peux dire que l'ONU a aidé le peuple à trouver sa dignité.

D'après les policiers, il est important dans un cadre de développement social d'essayer d'augmenter le nombre d'emplois. S'il y a une explosion démographique, c'est parce que les gens sont constamment à la maison, ils n'ont rien d'autre à faire que de copuler. S'il y avait du travail, il y aurait moins d'enfants. Si toutefois, on devait s'occuper de reconstruction sociale, il faudrait ouvrir des écoles, financer les études parce



que l'éducation c'est le point de départ de toute société qui veut atteindre un point culminant.

Les policiers ont déclaré que pour atteindre cette stabilité structurelle, il faut partir de chaque situation pour remonter à la cause. Le problème c'est une question de « militance ». En Haïti, on forme des organisations populaires tout simplement dans le but de militer. La durabilité des programmes de reconstruction semble aléatoire. L'argent donné par la communauté internationale pour ces programmes aide les militants à devenir populaires.

En Haïti, «la militance» prime sur la compétence. Selon le témoignage d'un policier, un sénateur du Nord-est, qui siège présentement au parlement, n'ayant que son certificat d'études primaires, reçoit environ 2 400 dollars alors qu'un policier qui a fait des études universitaires en sciences comptables, ne perçoit que 860 dollars par mois. Quand on demande à ces gens leur spécialisation, leur profession, ils disent qu'ils sont des animateurs politiques, des animateurs de sections communales. Ils n'ont reçu aucune formation même en couture et voire une formation libérale. Il faudrait que les dirigeants aient une connaissance en gestion, en administration, en finances pour pouvoir vraiment comprendre leurs tâches, poursuit le policier.

À la mairie, on s'occupe de la magistrature. ils deviennent des magistrats. Alors qu'ils n'ont reçu aucune formation. Ils gèrent la commune. ils gèrent les lois alors qu'ils n'ont reçu aucune formation en droit. Tout cela est vraiment incohérent. Les militants tels, les députés, les sénateurs devraient avoir une compétence. Mais en Haïti, une fois qu'on est militant, tout vous est accessible. Il faut faire toute une éducation de la société haïtienne. Il faut remonter à la vraie source du problème c'est-à-dire tout repenser, repenser notre système.

### 3.4 Réactions au sein d'un programme de coopération/sécurité internationale: Les policiers revenus de leur formation à l'étranger.

Nous avons recueilli, lors des entrevues, des témoignages des policiers sur la façon dont leur formation à l'étranger a modifié leur perception de la vie policière et de la sécurité publique. Une policière qui est allée au Québec, à Laval, au collège du personnel pour une formation de 2 mois et demi nous a confié y avoir reçu des techniques professionnelles inespérées. Lors de son recrutement, en Haïti, il n'y avait pas vraiment eu



de formation pour entamer ce travail. Les policiers n'avaient même pas eu de techniques de défense en cas de problème en prison ou comment se comporter face au détenu. Les policiers n'avaient eu droit qu'à une formation de 15 jours et ensuite une autre d'un mois. Ce n'est qu'au Canada qu'elle a appris les techniques de sécurité, de défense, de communication qui sont très importants en milieux carcéraux et surtout des relations d'autorité avec la population carcérale.

Un policier nous confie que son voyage au Missouri l'a beaucoup aidé bien qu'il soit resté confiné dans un camp. Les expériences qu'il a vécues valent toute une année de cours. Maintenant dans ses interactions avec la population civile, il met beaucoup d'action sur la communication, quitte à se faire insulter. Il nous avoue avoir appris au Missouri que:

Sans avoir, une bonne communication, on ne pourra jamais pratiquer la démocratie et donc vivre en paix. Sans savoir comment établir la paix nous n'aurons jamais une bonne société comme celles dans les pays organisés. Donc, nous communiquons pour favoriser la paix, on fait comme dans les pays de l'Amérique du Nord. Ensuite, on dit effectuer la prise en charge de la population carcérale. Le détenu, enfermé a l'impression qu'il n'est rien. Alors, on commence par des projets d'alphabétisation. Il y d'autres projets, mais c'est un peu nouveau en Haïti et grâce à l'expertise des enseignants des missions onusiennes, nous espérons pouvoir atteindre ce degré de professionnalisation qui nous permettra de maintenir un environnement stable et sécuritaire partout en Haïti.

Un autre policier nous confie que sa formation dans le cadre du programme de coopération lui a permis de voir que les policiers américains ou canadiens ne sont pas considérés comme les amis de la population. Alors qu'en Haïti, la population civile et les policiers s'attendent à entretenir des relations amicales l'un envers l'autre. « Moi, j'aimerais que la police et le peuple arrivent à faire un seul, pour qu'il n'y ait pas de crainte et que le peuple sache que les policiers sont des êtres humains comme eux et qu'ils les respectent », nous dit-il.

Nous ne faisons que de la théorie au Missouri, mais la pratique s'est faite en Haïti. Les notions sont vraiment trop américaines ou canadiennes et ne nous permettent pas d'appréhender la réalité haïtienne. Par exemple, la façon dont un américain aborde un contrevenant suite à une infraction est différente de la façon haïtienne parce que nous avons une culture différente. Il faut respecter les normes, il faut avoir un niveau de bons sens pour distinguer les différents événements sinon les supérieurs de la police sont très rigides. C'est la police d'Eucher. Il faut respecter la

police. La formation de Missouri nous permet de nous rapprocher de la population civile. Elle nous aide dans l'étude de leur comportement et de leur réaction.

Il n'y a pas vraiment eu une grande différence dans la formation reçue en Haïti, les stages de formation en Haïti sont donnés par des Américains, des Canadiens ou des étrangers, nous confie une policière. L'une des différences dans la formation au Missouri c'est qu'on était à l'étranger. L'autre différence réside dans les manières dont on traite les femmes policières au Missouri et au Canada. Elles sont sur le même pied d'égalité que les hommes et c'est considéré comme une chose normale. Alors qu'en Haïti, être une femme policière, cela pose des problèmes. Peut être qu'une femme n'a pas le droit d'être policière.

La femme policière haïtienne est un sujet de rigolade chez les policiers et au sein de la population, poursuit-elle. Quand c'est une femme qui donne des ordres, on n'obéit pas. Avant, pendant le régime de Duvalier, il y avait des femmes « tontons-macoutes » mais le contexte était différent. La population était obligée d'obéir sinon elle savait quel sort l'attendait. Maintenant, avec le retour de la démocratie, la population civile en profite pour faire ce qu'elle veut à la femme policière. Mais, à l'avenir, cette policière espère qu'on reconnaîtra l'importance de la femme au sein de cette institution qu'est la Police.

### 3.5 La crise de la PNH et les Réactions des policiers face à cette crise.

La crise de la Police Nationale Haïtienne a débuté quand les supérieurs de la Police Nationale Haïtienne, pour combler un manque d'effectifs, ont décidé de faire travailler les policiers douze heures par jour et ceci pendant 6 jours consécutifs, sans augmentation de leur salaire mensuel. Le directeur de la Police nationale affirme que cette mesure est prise afin de faire face à la montée des actes de violence, des crimes. Plusieurs policiers rejettent cette augmentation d'heures de travail qu'ils considèrent comme étant arbitraire. D'après eux, aucun être humain normalement constitué peut tenir avec un tel horaire dans aucun pays du monde. Ils se questionnent sur le bien-fondé d'un tel programme. « Est-ce parce que Haïti est le pays le plus pauvre qu'on doit se comporter de cette façon envers les policiers? D'agir dans le non respect de la démocratie et de la dignité? »

Les dirigeants agissent n'importe comment sans demander l'opinion de ceux qui sont concernés. Les policiers trouvent qu'ils travaillent dans des conditions inhumaines. Il n'y a pas moyen de se doucher au commissariat. Il n'y a pas d'eau potable. Ils sont obligés de travailler 12 heures par jour dans ces conditions. Les policiers ont essayé de résister au niveau du commissariat de Port-au-Prince, de Pétionville, de Carrefour et même au niveau des commissariats de province tels que Gonaïves, St Marc etc. Ils ont essayé de s'opposer à ce programme, mais les supérieurs ont pris des mesures drastiques. Ils commencèrent à renvoyer des policiers prétextant qu'ils étaient incapables de remplir leurs fonctions.

Toutes les tentatives de révolte sont boycottées. Les policiers de Port-au-Prince et des villes de province voulaient effectuer un arrêt de travail le mardi 31 mars pour protester contre cette décision de les faire travailler 12 heures par jour. Dans plusieurs commissariats, le mot d'ordre était respecté. Les policiers étaient en uniforme, mais ne travaillaient pas pour dénoncer un programme qui pouvait nuire à leur performance d'assurer la sécurité de la population. Tous les commissariats de police des Gonaïves, de Saint Marc et les sous commissariats de police du département de l'Artibonite se sont joints à eux.

Cependant, le porte-parole de la Police Nationale d'Haïti, Felder Jean Baptiste, avait déclaré dans une conférence de presse:

les policiers sont censés savoir que leurs droits d'expression sont l'objet de restriction du fait de leur appartenance à ce corps [...] En vertu des articles 9, 10 et 11 des règlements internes traitant du respect de la neutralité, des droits généraux des policiers et droit d'expression, les policiers n'ont pas le droit d'organiser des manifestations, de signer des pétitions et de produire des réclamations collectives. (AHP. 1998. « Arrêt de travail de policières à Port-au-Prince et en province ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 1).

Le directeur général de la Police nationale reste très rigide sur sa mesure de faire travailler les policiers 12 heures par jour. Les policiers, non plus, n'en démordent pas et menacent de démissionner en bloc. Il n'y a pas eu de tentative de négociation. entre les policiers et les dirigeants de la PNH. Tout ce qu'il y a eu, c'est une tentative des hauts cadres de faire pression sur les policiers pour qu'ils acceptent cet horaire

Le directeur de la Police nationale, Pierre Denizé, a qualifié le mouvement d'illégal et contraire à la déontologie policière. Il n'entend pas revenir sur sa décision. Toute remise en question de cette décision pourrait servir de précédent induisant un affaiblissement de l'autorité des responsables policiers, a-t-il soutenu. (Le Nouvelliste. 1998, « Les policiers menacent de démissionner en bloc ». Le Nouvelliste, 1er avril, p. 1).

Reprenant comme tous les dirigeants haïtiens, la thèse de complot contre l'État, à chaque incident lié aux problèmes, le secrétaire d'État à la sécurité publique, Robert Manuel, a tiré ses propres conclusions vis-à-vis de la crise que traverse la PNH:

L'arrêt de travail observé par des policiers dans plusieurs commissariats du pays pour demander à leurs supérieurs hiérarchiques de reporter la décision d'augmenter de 4 heures leur horaire journalier, est un mouvement revendicatif manipulé par des trafiquants de drogue et des secteurs politiques qu'il n'a pas cités. [...] Il a annoncé que l'action publique sera mise en mouvement contre les « manipulateurs » que la police travaille à identifier. (Le Nouvelliste. 1998, « Les policiers menacent de démissionner en bloc », Le Nouvelliste, 1er avril, p. 1).

Devant les attitudes des dirigeants des forces de police, les policiers se retrouvent devant trois choix, soit ils maintiennent la grève et ils se font renvoyer éminemment, soit ils acceptent la mesure prise par le directeur de la Police nationale, soit ils démissionnent. La troisième alternative est très dure surtout quand ils vivent dans un pays où le taux de chômage est très élevé. La population civile espère seulement que cette crise ne dégénérera pas en un relâchement des mesures de sécurité prises par les policiers, brisant la fragile paix existante.

### 3.6 Conclusion

Les policiers nous ont confié que, en dépit des problèmes rencontrés auprès de la population civile, ils vont persévérer pour faire régner la démocratie dans le pays. Ils sont seuls, incompris et abusés par le système et peut être qu'il leur arrive de commettre des erreurs mais ils veulent servir la population. Les dirigeants de la Police nationale parlent de la création d'une police rurale pour que la sécurité publique s'étende partout. Le problème d'insécurité qui sévit en Haïti présentement, n'a rien à voir avec la compétence des policiers mais plutôt avec la mentalité des Haïtiens qui sont habitués à faire justice eux-mêmes et même les policiers ne leur échappent pas. Donc, il faut éduquer la

population pour qu'elle arrête de se faire justice elle-même, et qu'elle arrête de traiter les policiers en ennemis.

Comme a dit l'inspecteur général de la police:

La Police et les citoyens doivent travailler ensemble. Nous sommes timides chez nous. Ceci peut être dû à quelques séquelles du passé. Mais nous vivons aujourd'hui dans un pays qui a choisi une autre forme de gouvernement. La Dictature, c'était hier et si nous cherchons toujours une nouvelle approche de notre démocratie, nous devons comprendre que la police, à l'inverse de l'armée, est là pour aider le citoyen respectueux du droit et non de le contrôler par la répression systématique. Les méthodes d'approche sont aujourd'hui différentes et le rôle du citoyen dans le combat contre la criminalité est primordial. (Audience. 1998. « Police Story: L'homme de fer et ses incorruptibles ». Audience vol. 10, (avril), p. 26).

Tout compte fait les policiers sont persuadés qu'ils ont un rôle important à jouer dans le processus de reconstruction. Ils font la chasse aux criminels, ils ouvrent des dossiers sur les victimes des massacres qui ont eu lieu lors des coups d'État pour traduire en justice les responsables et ils font aussi du travail communautaire dans la mesure du possible. Leur croyance est que chaque Haïtien a un rôle à jouer dans la reconstruction du pays.

## CHAPITRE IV

### PERSPECTIVES DE LA PRESSE

La presse haïtienne a été l'une des institutions la plus touchée par les régimes autoritaires à cause du rôle qu'elle s'était attribuée. En effet, elle dénonçait les outrages faits à la population haïtienne et tentait de provoquer un changement des mentalités face aux réalités économiques, sociales et politiques de ce pays. Elle luttait pour le changement de l'État et pour la liberté d'expression. Malgré la répression et la censure dont elle était victime, elle a su mener la société civile haïtienne à la porte de la démocratie. Mais son travail est de longue haleine, malgré la victoire de la démocratie, il lui reste à accompagner la population haïtienne dans son processus de reconstruction sociale, donc à l'éduquer en ce sens.

Voyons d'abord ce que le séminaire sur le sommet social de Copenhague a rassemblé sur le rôle de la presse. Ce séminaire a traité d'un code d'éthique pour le journalisme. Dans les périodes de crise, les médias devraient promouvoir la compréhension et éclairer les confusions. Peut-être est-ce trop attendre des journalistes qui se considèrent comme les gardiens des sociétés avec le mandat de découvrir toutes sortes de malversation, de corruption. Et s'ils s'occupaient plutôt de la bonté humaine pour une fois?

Beaucoup de journalistes, d'après le séminaire, nourrissent le désir de changer le monde pour le meilleur et pour le faire, ils tourmentent les « méchants politiciens ». On y apprend aussi que les journalistes trouvent plus facile de se révolter contre les choses telles la tyrannie, la violence, la pauvreté, l'injustice, etc. Mais, ce n'est que la moitié du travail. Si les journalistes s'étaient ainsi appliqués à magnifier la bonté dans les affaires humaines tout comme la méchanceté cela aurait pu avoir un très grand impact sur le progrès social (ONU. 1995b, p.76).

Les journalistes s'attendent trop à ce que les choses tournent mal, ils pratiquent un pessimisme à outrance. C'est bien de dénoncer le mal, la corruption, la tyrannie, mais ne

serait-ce pas très intéressant si les journalistes pouvaient ajuster la balance en prêtant plus d'attention à la bonté potentielle et aux efforts déployés pour l'exprimer?

Pour que les médias puissent contribuer au progrès social, d'après le séminaire, ils doivent considérer le public comme leur priorité, pas le succès commercial ni l'influence politique. Il leur faut faire du journalisme public c'est-à-dire un journalisme qui met en priorité l'illumination de son public, qui va chercher les faits, considérer les points de vue de tous les groupes raciaux, religieux, et ethniques. Ce journalisme doit entraîner le public dans des délibérations réelles, dans la participation active des affaires politiques. La presse devrait être l'instrument de reconstruction sociale parce qu'elle a la possibilité d'identifier les éléments de croyance pouvant être sources de conflit et d'accentuer sur les valeurs partagées qui peuvent transcender les dissensions. Le monde a besoin de médias qui contribuent au progrès social (ONU. 1995b, p. 77).

#### 4.1 Le rôle de la presse haïtienne dans cette période de reconstruction

La presse haïtienne n'est plus à l'époque du militantisme où elle a dû se battre pour dénoncer la répression du peuple, désormais elle est à l'ère de s'instituer en directeur d'opinion et en catalyseur de changement. Le rédacteur en chef du quotidien *Le Nouvelliste*, Carlo Désinor, définit ainsi le nouveau contrat de la presse:

Elle a une mission particulière qui est de jouer son rôle efficacement et positivement dans un milieu difficile: une société appelée à la démocratisation et à la réconciliation, pendant que les démons de l'intolérance, de l'exclusive, de la vengeance et de la violence ne semble pas près d'être exorcisés, une société appelée à un développement sur la base d'un schéma libéral ou ultralibéral, pendant que l'archaïsme économique est un signe culturel de comportement; une société appelée à la justice pendant qu'elle génère à profusion les mécanismes d'injustice; une société, un pays, où tout est à faire, où tout est à considérer, où tout est à refaire. (Balutansky, 1996. p. 23).

Une journaliste avec qui nous nous sommes entretenue lors de l'enquête nous a affirmé qu'elle a toujours été une militante depuis plus de vingt ans. Cependant, comme l'ère n'est plus au militantisme, dit-elle, il faut avoir un comportement de construction et éviter de tomber dans le volet du pouvoir quelque soit sa forme. Parce que le pouvoir demeure toujours un pouvoir et ce qui l'intéresse en tant que journaliste c'est le contre-pouvoir. Elle n'est pas le quatrième pouvoir. Elle fait partie de la tendance et du concept

de contre-pouvoir. Elle est toujours du côté des plus faibles, des démunis, de ceux qui font pression pour changer les choses de façon radicale et au bénéfice de la majorité. La majorité souffre, la majorité est analphabète. Presque la moitié du pays est affamée. Voilà la situation générale du peuple haïtien.

Nous ne pouvons pas, à nous seuls, changer le pays. Mais, conscients de notre force, nous pouvons jouer le rôle de catalyseur dans le processus de développement approprié du pays. Nous pouvons également contribuer, avec d'autres secteurs à l'épanouissement d'une presse active qui propose des solutions. Pour cela, les journalistes doivent chercher à se perfectionner afin de mieux appréhender et articuler les faits.[...] Devons-nous, pour autant renoncer à notre militantisme? Pas vraiment. Nous pouvons militer en faveur de la population: un journaliste progressiste doit faire le choix d'accompagner le peuple dans sa lutte pour la vérité, pour le changement et la démocratie. (Balutansky, 1996. p. 27).

Les journalistes sont conscients de la nécessité de jouer un rôle social en Haïti. Une journaliste avec qui nous nous sommes entretenue, avance qu'elle a un rôle-clé à jouer dans le processus de reconstruction. Elle participe au processus en faisant l'éducation, en conscientisant les gens. Elle ne les oriente pas à détruire, mais à participer dans une reconstruction qui relève du concept de construction d'une nation. Si ce procédé est un élément crucial à la reconstruction, cela ne saurait suffire d'après cette journaliste parce qu'il faudrait une volonté de la part de la société civile c'est-à-dire de toutes les organisations que ce soient des organisations syndicales, des organisations de défense des droits humains, des organisations socioprofessionnelles, des organisations paysannes ou ouvrières, etc. Il faudrait, en plus, la volonté de l'État pour pouvoir transformer la société haïtienne.

En Haïti, on retrouve 43 stations de radio et certaines demeurent encore l'écho de la clameur populaire. Certains journalistes haïtiens essaient de trouver des solutions à la crise politique avec des émissions de lignes ouvertes invitant la population haïtienne à émettre leurs opinions en onde. Par exemple tous les jours à Radio Vision 2000, de une heure à quatre heures de l'après-midi, l'émission «Quel avenir pour Haïti?» fait appel à des spécialistes pour parler des problèmes de transition. La population peut aussi appeler pour donner son opinion. Il y a de plus en plus d'émissions comme celle-là. À Radio Quisqueya, l'émission «Envitasyon espesyal» (invitation spéciale) réalise des rencontres entre plusieurs couches sociales. D'autres émissions telles que «Di m, ma di ou», «Pale



pou n vanse», «Rendez-vous» suivent la même direction. Il y a toute une gamme d'émissions qui prouvent que les journalistes haïtiens continuent à aider la partie de la population haïtienne qui a de l'électricité ou des piles dans sa quête de reconstruction sociale et pour l'éclairer dans les problèmes de transition.

Cependant, c'est un travail de longue haleine pour les journalistes qui sont, la plupart du temps, porteurs de mauvaises nouvelles. Très souvent, on entend à la radio que des gens se sont fait tuer la nuit par des « zenglendos » ou bien qu'il y a eu des meurtres commis à l'égard de certains membres de la diaspora haïtienne. Dans *Le Nouvelliste* qui est à la classe moyenne haïtienne, ce que *Le Journal de Montréal* est au Québécois, on rapporte quotidiennement les séquelles des crises qui sévissent au sein de la société haïtienne, dont la pauvreté, la criminalité et la crise des institutions. Tous les événements liés aux problèmes sont là pour rappeler aux journalistes qu'ils ne sont pas encore « sortis de la galère ».

*Le Nouvelliste*, le quotidien le plus ancien d'Haïti, demeure très présent dans les problèmes d'actualité puisqu'il consacre quatre à six pages pour les idées et opinions sur la société haïtienne ou plutôt sur les sempiternelles crises de la société haïtienne. Le thème qui apparaît le plus est « cette transition qui n'en finit pas ». À ce propos, une série d'articles ont été écrits par un journaliste du *Nouvelliste*, Pierre Dumas. Selon lui, Haïti est dans :

un processus de transition dominé par le lien entre une culture politique conflictuelle et la procuration nord américaine [...] Alors que l'ancienne transition (1986-1994) permettait tous les coups bas surtout les coups d'État, voici que celle issue du retour à la démocratie nous replonge toujours plus anxieusement dans les affres de l'incertitude, de la division, du black-out, de la crise morale et existentielle. [...] nous devons commencer à nous habituer à un processus de transition nationale houleuse. (Dumas, Pierre Raymond. 1998. « En attendant le nouveau premier ministre ». *Le Nouvelliste*, 20-22 mars, p. 6)

La reconstruction sociale est un anathème en Haïti. La majorité de la population est laissée à elle-même, dans la misère et s'enlise dans ses conflits non résolus. Où est passée cette notion de reconstruction sociale du rapport de Copenhague qui voulait de la dignité humaine pour tout le monde. Pendant que la communauté internationale débourse des sommes considérables pour aider Haïti à se reconstruire, le pays tombe en

morceaux. On retrouve d'un côté les luttes intestines au sein du parlement et de l'exécutif sur les projets de lois pouvant débloquer les fonds d'aide à Haïti, d'un autre côté le phénomène d'exclusion de la majorité par une minorité et pour couronner le tout la dégradation des institutions sociales et du niveau de vie.

En effet qu'avons-nous trouvé? Une Haïti tuméfiée par les baffes quotidiennes infligées par ses propres fils; une capitale surpeuplée, défigurée, insalubre, faisant de la modernité à rebours; une population aigrie, exsangue, famélique; des disparités inqualifiables; une bidonvilisation écoeurante; la pollution et ses corollaires; une corruption généralisée; chômage; mendicité; prostitution; maladies; black-out; insécurité; banditisme; des services publics inexistant; un réseau téléphonique muet à l'ère de l'internet et autres nouvelles technologies de l'information. Tout cela coiffé d'interminables luttes tribales intestines pour s'accrocher à un pouvoir passager, jeté pêle-mêle dans un melting-pot, concassé et servi en overdose à tout venant. (Grandet, 1998, « Réflexions ». Le Nouvelliste, 20-22 mars, p. 7).

Voilà un bilan très négatif de la société haïtienne. Cependant,

les véritables sources de la crise institutionnelle et de l'explosion sociale sont là, dans l'existence de pouvoirs d'État à la légitimité apparente, incapables de conduire le pays dans la légitimité d'une société de droit, notamment par la formation des institutions prévues par la constitution, la mise en conformité avec la constitution de 1987 des codes et lois usuels, la réforme structurelle nécessaire à l'application d'une réelle politique d'assainissement des pouvoirs publics, en dehors de toute considération de clientélisme politique, selon les critères d'expérience, de compétence et d'honnêteté, la promotion socioculturelle des majorités urbaine et rurale, par la mise sur pied d'un programme d'alphabétisation et de formation continue, faisant objet d'une animation rurale à promouvoir à l'échelle nationale, la responsabilisation des organisations populaires urbaines et des groupements ruraux, les orientant par des conventions de l'État, les collectivités vers des tâches d'utilité collective et publique [...]

C'est parce que nos dirigeants n'ont pas su engager le pays dans un processus véritable de démocratisation, que nous nous trouvons aujourd'hui dans un tel chaos dont le conflit OPL/Lafanmi-Lavalas n'est qu'un des multiples symptômes. (Montéro, Jean-Norbert. 1998. « Haïti: l'heure des choix ». Le Nouvelliste, 11 mars, p. 6).

Haïti est loin des perspectives de stabilité structurelle. Si on faisait le bilan de la transition, on aurait un bilan négatif: la qualité de la vie a beaucoup changé. Le coût de la vie a augmenté et la pauvreté aussi depuis la reconstruction. On a l'impression que la démocratie, la base du changement, aurait apporté un tas d'événements négatifs, au point où l'on se demanderait si, au niveau de la population, la démocratie et les changements ne

voudraient pas dire «pire» et là réside le danger. Il faudrait que la transition soit programmée, il faudrait un plan, un modèle. Ce qui ne semble pas le cas dans le processus de reconstruction sociale en Haïti.

Selon un journaliste, la presse haïtienne semble confuse dans ce processus, perdue dans le déferlement des aides de la communauté internationale, dans le débordement de propagande concernant le développement d'Haïti à coup d'engrais chimiques pour qu'il puisse rejoindre les autres pays développés en l'an 2000. Devant l'ampleur des crises qui sévissent en Haïti dans cette période de reconstruction, la presse haïtienne fait le bilan de ses activités. Elle se demande comment aider Haïti dans sa quête de reconstruction et de développement vu l'état déplorable des institutions politiques, sociales et économiques. Elle se demande aussi s'il y a une seule institution qui ne soit pas en panne dans le pays. En dépit de tous ses efforts pour venir à bout du sous-développement spirituel, le pays ne semble pas mordre à la perche du développement. En plus, il y a cette sempiternelle transition qui entraîne bien des problèmes.

Pour bien faire ressortir les perspectives de la presse haïtienne nous avons dû faire parler les journalistes et utiliser leurs opinions dans le texte. Nous avons retenu les propos de deux journalistes, un médecin, rédacteur en chef d'un quotidien et une militante, directrice de programmation d'une chaîne de télévision et d'une station de radio. Les autres journalistes interviewés ne sont pas laissés pour compte, leurs opinions sillonnent le texte.

#### 4.2 Les problèmes de transition vus par les journalistes

Ces problèmes de transition ont commencé au moment où la communauté internationale a décidé qu'il était temps pour Haïti de rejoindre le rang des pays démocratiques. En 1986, le pays, libéré de la dictature, s'est laissé aller à une « bamboche démocratique ou orgie démocratique ». Il s'en suit une vengeance terrible contre les partisans de Duvalier et des luttes fratricides entre les différentes forces politiques jusqu'aux élections de décembre 1990.

Les élections se révélèrent une condition mais pas suffisante pour une démocratie solide. De la même manière, la présence maintenue d'organisations gouvernementales et intergouvernementales humanitaires et de développement n'apporta aucune contribution tangible à la reconstruction; économique, et encore moins politique. Aristide et son gouvernement, souhaitant faire changer les tâches du léopard haïtien, n'étaient soutenus que par des chiffres et la légitimité constitutionnelle, ce qui, dans un pays où un proverbe populaire dit que « les constitutions sont du papier, les baïonnettes de l'acier », n'était pas suffisant. (Watson Jr., 1997, p. 33).

C'est le coup d'État exercé à l'égard du président Aristide qui a porté le coup final à la société civile. Haïti, qui avait déjà de la difficulté à subvenir à ses besoins et à se développer, s'est vu imposer un embargo total et très étendu et couper toutes les aides de la communauté internationale. La population majoritaire qui n'avait déjà rien à se mettre sous la dent a préféré affronter la mer pour aller trouver la terre promise. Les 3 ans d'embargo auraient fait beaucoup de morts et déstabilisé complètement le système économique haïtien.

L'Agence Inter Caraïbe de Presse (AIP) a parlé d'une Haïti prise dans l'engrenage de la mort lente. D'après elle: Haïti s'enlise dans une crise très lentement. Non seulement l'embargo a porté un grand coup à l'économie haïtienne, le déficit de la balance commerciale pour 1997 a atteint le chiffre de 520 millions (AIP. 1998. « Haïti dans l'engrenage de la mort lente ». Le Nouvelliste, 19 mars, p. 4). La gourde qui est l'unité monétaire haïtienne s'échange à 17.5 gourdes contre un dollar américain, alors qu'en 1991, il fallait 7 gourdes pour un dollar américain (Idem, p. 4). En plus vient s'ajouter à la liste la cherté de la vie, un taux de chômage touchant 70% de la population (Idem, p. 4) et une dégradation environnementale importante. La crise économique influe aussi sur l'administration publique qui doit tout le temps rajuster ses politiques suivant l'exigence des bailleurs de fonds.

Tout paraît défectueux en Haïti. L'électricité est fournie au compte-gouttes environ 5 heures seulement d'électricité en moyenne par jour aux endroits qui sont électrifiés. Même la compagnie de téléphone ne fonctionne pas quand on sait que seulement 10% d'une population de 7 millions de personnes disposent d'une ligne téléphonique et encore souvent défectueuse (AIP. 1998. « Haïti dans l'engrenage de la mort lente ». Le Nouvelliste, 19 mars, p. 4). Sur le plan politique, le pays fonctionne sans gouvernement depuis neuf mois. Les rivalités entre les différents partis politiques

bloquent l'accès à l'aide externe de même que le climat de suspicion créé par l'incapacité d'annuler les résultats des élections du 6 avril 97. Tout porterait à croire qu'Haïti s'achemine vers la même situation qui avait précédé le reversement du pouvoir de l'ex-président Jean Claude Duvalier en 1986.

Si, d'après l'AIP (Agence Inter Caraïbe de Presse), les problèmes de transition en Haïti l'entraînent vers une mort lente, pour d'autres journalistes, le problème est vu différemment. Il devient trop utilisé cette technique de déculpabilisation, faire porter le chapeau aux autres, disent-ils. Il est vrai que l'embargo a déstabilisé l'économie haïtienne, mais ceux qui détenaient le pouvoir économique en Haïti sont plus riches que jamais. Le problème qui fait qu'Haïti s'enlise relève d'une absence de projet national. Tout le monde veut le pouvoir et faire passer ses projets politiques, ce qui a pour effet de faire durer la crise institutionnelle et ceux qui sont touchés par la crise ne sont pas les instigateurs, car ils touchent leurs salaires, c'est la société civile en émergence qui vit dans la pauvreté. La crise est aussi liée au sous-développement des mentalités. Les gens font ce qu'ils veulent. À Port-au-Prince, les maisons sont construites n'importe où et de n'importe quelle façon sans que les mairies n'interviennent. On serait même tenté de dire que les responsables ont démissionné, nous a dit un journaliste.

D'après un journaliste, si les responsables ont démissionné, la communauté internationale ne l'a pas fait. Sa présence et son support à la population haïtienne se manifestent encore par la Mission de Police Civile en Haïti (MIPONUH) et la Mission Civile Internationale (MICIVIH). Sa plus grande contribution aurait été de maintenir la sécurité et de mettre en branle les processus politiques pouvant mener à la reconstruction du pays. Mais, justement c'est là le problème. Certains groupes sociaux reprochent à la communauté internationale de s'être trop immiscée dans les affaires haïtiennes. Une journaliste nous confie:

j'ai l'impression que la communauté internationale est en train de faire une sélection de la société haïtienne idéale qui va entrer dans le marché du village global et qu'elle doit faire partie du système dont Clinton parle en l'an 2005. Mais, le peuple en tant que pays, si on parle du peuple de la majorité n'est pas prêt. Au contraire, on assiste à des choses épouvantables dans le pays. Il n'y a pas de projet d'envergure, il n'y a pas de projets consensuels, il n'y a pas de perspective globale de changement dans le pays. De toute façon cet espoir s'est estompé depuis le retour du président Aristide. On savait que le prix à payer était fort: la présence des forces de l'armée américaine qui a souillé pour la deuxième fois le sol d'Haïti.

Mais le problème, tout le monde se disait d'un côté il y a la tuerie et de l'autre, les Américains; ils ont choisi le moins pire en se disant que les Américains vont ramener le Président Aristide. On va reconstruire le pays, donner de l'espoir au peuple. Donc, tout ce sursaut d'énergie, on pensait arriver à quelque chose et mettre l'ONU dehors. Mais, ils sont là on ne sait pour combien de temps, pas de façon agressive, c'est encore plus pernicieuse leur présence. Ils sont un peu partout, ils ne sont pas visibles et ce sont eux qui mènent.

Il n'y a pas que cette perspective, la majorité des gens que nous avons interrogés, blâment la communauté internationale pour ce qui se passe dans le pays présentement et ne lui accordent presque aucun mérite. Différents groupes sociaux vivent dans la crainte de se faire coloniser à nouveau. Si la presse opine de cette manière que dire de la population civile haïtienne. Parmi les crises qui rongent Haïti, la communauté internationale figure en haut de la liste. Parce que sans son empressement d'aider à démocratiser et à développer Haïti, ce dernier aurait pris son temps pour rejoindre les autres pays.

Nous autres, nous sommes au stade d'enquête c'est-à-dire la démocratisation, la libéralisation c'est quelque chose qui est venu subitement comme ça. On n'a pas senti une longue marche. On avait l'impression que c'était un enjeu, un marchandage [...] La communauté internationale est peut être plus pressée de voir le développement d'Haïti. Mais moi je crois que le développement de ce pays devrait se faire de façon objective en choisissant d'abord la modernité, en choisissant la modernisation. Mais que cela se fasse conformément avec l'esprit haïtien, avec l'esprit positif haïtien. Je crois qu'on ne peut moderniser le pays sans l'Haïtien.

Plusieurs journalistes refusent de se prononcer sur les problèmes de transition car d'après eux, il n'y a pas de transition en Haïti parce qu'ils ne sont pas encore dans un système capitaliste. Ce système consisterait à donner l'accès aux biens et aux services à la majorité de la population. Il est appliqué en Amérique du Nord et en Europe occidentale, mais cela n'a pas marché en Haïti et même sous l'occupation américaine, il n'a pu être appliqué. Parce que le système économique et social en Haïti est basé sur un mode d'exclusion, nous dit une journaliste. c'est l'exclusion de la majorité du marché. C'est un système d'apartheid dont le désir est de maintenir l'exclusion et de fermer l'accès au capitalisme à une catégorie de personnes.

Ce qui a démocratisé le monopole économique, nous dit-elle, c'est l'arrivée des « pèpè » qui ont permis à la majorité d'avoir accès à certains biens. Ceci veut dire que les



Haïtiens qui sont à l'extérieur du pays transportent des linges usagés, des voitures usagées, des accessoires de cuisine usagés qu'ils vont vendre à la population majoritaire. Sans cela, elle n'aurait jamais eu accès à ces biens. Elle poursuit en disant:

Prenons le cas des banques en Haïti. Savez vous que les banques n'ont pas un demi million de clients d'épargne pour un pays de huit millions d'habitants? Donc, en Haïti l'exclusion existe dans tous les domaines que ce soit vestimentaire, linguistique, économique, culturel. C'est l'exclusion, le plus grand mal d'Haïti [...]

S'il y a des problèmes de transition dans la société haïtienne c'est parce qu'il y a une contradiction au sein de notre société du fait que nous sommes encore dans une situation précapitaliste, un système féodal et en même temps on est déjà au 21ème siècle. Il y a des gens qui ont tous les services, internet tout ce que vous voulez et qui participent à des forums internationaux, mais ils sont micros, minoritaires et des gens qui n'ont rien.

Ces derniers semblent se résigner de ne pas avoir accès à la dignité. Leurs révoltes sont sporadiques. De temps en temps, il y a des révoltes sanglantes. Mais, ils savent qu'il n'y a pas de sortie et c'est ça le lot d'Haïti, conclut cette journaliste.

Un journaliste de la presse parlée analyse la situation et avance que pour donner une chance à la reconstruction l'une des choses fondamentales à faire serait de réduire au maximum l'écart existant chez les différents groupes sociaux parce qu'il semble constituer le plus important obstacle à la reconstruction, Il faut que la société civile devienne une nation. Haïti est un pays indépendant mais ce n'est pas une nation. Une nation partage entre elle des acquis, des échecs et des réussites. Il y a des réflexes qui conditionnent une nation, nous dit-il. Les États-Unis sont une nation parce que les gens s'identifient ensemble à leur système de justice, ils ont les mêmes réflexes, ils sont formés dans le même moule. Mais, la société civile haïtienne qu'est ce qu'elle a?

Ce journaliste a divisé la société civile en deux catégories d'Haïtiens: ceux de Port-au-Prince qui, même s'ils sont de conditions économiques différentes, peuvent avoir accès à tous les moyens de communication qu'ont les États-Unis et à tous les services aussi et puis, ceux de l'arrière pays qui n'ont pas accès à l'eau potable, aux toilettes sanitaires, ni aux informations radiodiffusées. Il faudrait qu'il y ait une égalité entre les citoyens et ce n'est pas la communauté internationale qui va résoudre ces problèmes. Selon lui,

Pour atteindre la reconstruction sociale en Haïti, il faut d'abord un programme de droit de l'homme social et économique. Il faut donner aux paysans le droit de se créer du travail, inventer des choses. Qu'on leur donne accès à l'exportation, leur laisser fabriquer des choses sur place et qu'ils créent leur propre programme. Le gouvernement et la communauté internationale n'investiront jamais dans ces programmes[...]

Le problème qui se pose est que tous les pays ont leurs problèmes. Tous les pays ont des problèmes de déchirement, de luttes intestines, des problèmes d'opposition. Le problème est de savoir si s'est majoritaire ou minoritaire, si c'est sous contrôle ou non. Mais cela n'empêche pas le pays de se développer pourvu qu'il y ait une volonté politique manifeste et qu'il soit une société organisée. C'est ce qu'il nous manque ici. Je déteste entendre dire que nous sommes pauvres. Nous ne sommes pas pauvres. Une terre qui a des hommes ne saurait être pauvre. Parce que quand les hommes sont venus sur la terre au début de l'humanité, ils n'avaient rien, ils ont tous créés. Ce n'est qu'avec l'intelligence qu'on crée. Je dis qu'on peut créer son travail pourvu qu'on nous donne les moyens, qu'on nous aide, qu'on nous encadre[...]

Je suis contre cette théorie qui veut garder les gens dans l'indigence, dans l'assistanat en disant que vous êtes pauvres, l'assistance humanitaire va vous envoyer de la nourriture. On peut faire de la nourriture mais comment on va le faire c'est là toute la question. Quels sont les zones qui sont affectées à la production et quel type de production. Comment va-t-on faire la péréquation entre les zones arides et les zones fertiles? Ce n'est pas la communauté internationale qui va définir cela pour nous. Je n'ai rien contre la communauté internationale. Je suis en rogne contre le gouvernement et contre les politiques qui n'ont pas su définir nos priorités.

Certains journalistes ont eu des différends sur les moyens à utiliser pour résoudre les problèmes de transition. D'après eux, il faudrait décamper les forces politiques en présence, les forces sociales pour faire disparaître la lutte pour le pouvoir. Ce n'est pas là tout le problème. Il aurait fallu que cette transition ne soit pas démarrée sur une direction politique donnée car il y avait trop de directions politiques. Ce qui se passe maintenant c'est que même au niveau de la famille du groupe au pouvoir, les multiples tendances émergent. Théoriquement dans les esprits, la réforme des institutions politiques débute, mais elle prendra du temps à se matérialiser à moins qu'il n'y ait une volonté politique.

Je crois qu'un jour, on finira par entendre raison parce que ce pays a des besoins à tel point qu'il nous est impossible de les nier. Je crois qu'un jour la raison finira par triompher c'est-à-dire je crois qu'avec le temps, il y a ce qu'on appelle la loi de la sélection naturelle au sein de la nature, peut-être bien qu'il y aura la loi de la sélection naturelle au sein de la politique. Je veux dire un jour il y aura une classe politique normale et ce seront de jeunes instruits qui feront de la politique et non pas sept millions d'habitants.



### 4.3 Conclusion

Les perspectives des journalistes concernant les problèmes de transition et reconstruction divergent, mais ils sont tous d'accord sur un point: il faut changer la mentalité des Haïtiens pour s'en sortir. Cependant, dans quelle mesure les journalistes jouent-ils leur rôle d'acteur-clé au sein de l'opinion publique? Dans quelle mesure éclairent-ils l'esprit des Haïtiens?

Comme nous le savons, l'ignorance constitue l'un des obstacles de taille au développement. C'est quand l'individu est incapable de concevoir des moyens de poursuivre son propre développement qu'il devient aliéné. Donc la principale tâche du journaliste consiste justement à convaincre la société civile haïtienne qu'il y a d'autres moyens de vivre sa vie. La presse haïtienne ne doit pas seulement se limiter aux bulletins de nouvelles et aux journaux d'information. Elle doit aller le plus loin possible pour réveiller la société. Elle peut faire beaucoup plus pour la société haïtienne.

Un journaliste nous a déclaré avoir contribué à la reconstruction d'Haïti ou du moins avoir aidé Haïti à devenir la plus démocratique possible. Parce qu'il a tout fait pour présenter au public ce qui se passe dans la chambre des communes pour que ce dernier puisse réagir. Il croit que la presse est fondamentale au progrès social parce que c'est à travers ses lentilles que beaucoup de gens voient leur monde. Comme distributeur primaire et l'interprète des idées, une presse vibrante et libre est essentielle à la démocratie et à un développement social positif, conclut-il.

## CONCLUSION

Nous avons étudié à travers cette enquête les tendances et les perspectives de la société civile en émergence dans cette phase de reconstruction. Généralement, les groupes sociaux disent qu'il n'y a pas de reconstruction sociale en Haïti. Au contraire les choses auraient empiré depuis le début du processus de démocratisation. Parce que la notion de démocratie serait incomprise par le peuple qui la réfère au droit de faire ce qui lui plaît. Donc, cette absence d'éducation civique fait que les luttes intestines perdurent bloquant l'accès à toute aide pouvant aider à la reconstruction du pays et au soulagement de la pauvreté chez 70% de la population.

Selon une perspective, le peu de progrès économique réalisé en Haïti laisse croire que ce pays rentre à reculons, à son corps défendant dans le système international. Le gouvernement, quelques hommes d'affaires, certains intellectuels et professionnels sont équipés d'ordinateurs et reliés à l'internet. Certains groupes sociaux parlent d'autoroute de l'information, du marché libre et d'abattre les barrières tarifaires etc. Mais le pays lui-même ne semble pas prêt pour entrer dans ce système parce que l'exclusion continue. Il y aurait cinq systèmes d'éducation en Haïti donnant lieu à cinq types de citoyens. La population majoritaire demeure exclue du système bancaire haïtien et le fossé séparant les différentes couches de la population haïtienne semble plus profond que jamais.

On ne se trouve pas devant une société qui a perdu tout espoir de se voir reconstruire, cependant, 43% des personnes interrogées disent qu'il n'y a à peu près rien à faire pour reconstruire le pays. Tout est contre eux: la communauté internationale, le gouvernement et l'élite. Aucun effort n'aurait été déployé de la part de ces trois acteurs pour aider à la reconstruction sociale et même les programmes de développement très disparates serviraient les intérêts de quelques groupes sociaux. Pendant ce temps la crise perdure au fond du parlement haïtien, ce qui fait que la société civile se retrouve avec des problèmes multiples: la crise institutionnelle, la pauvreté, l'insécurité, l'individualisme à outrance, le désespoir.

Dans cette situation complexe, il est certain que certaines tendances doivent être corrigées et certains chemins abandonnés. La TRANSPARENCE (sic) doit devenir la règle. La société doit être maintenue au courant des pas réalisés ou de ceux qui seront faits, des difficultés, des succès, des échecs. C'est la seule garantie pour le gouvernement constitutionnel de rester soudé à la population et d'avancer dans ses réalisations. Sinon, un sentiment de méfiance s'empare de plusieurs secteurs, des questionnements surgissent et le « centre de rumeurs pour la déstabilisation » fonctionne alors dans un terrain fertile. La tâche est immense et d'une dimension nationale. La participation à tous les niveaux est la seule garantie pour faire face aux tâches immenses et à dimension nationale qu'exige la survie même de la nation. (Castor, 1995, p. 30).

Cependant, malgré tous les discours des dirigeants sur la reconstruction de l'infrastructure de base pour la société haïtienne, malgré l'implication de la communauté dans le maintien de la restauration de la paix, l'avenir semble plus incertain que jamais pour les différentes forces en présence. Les problèmes de transition résideraient dans cette volonté d'arriver au pouvoir coûte que coûte et de le garder. Alors, les discours et les actions des hommes politiques ne visent pas à aider la société civile à sortir de la pauvreté, mais plutôt à rassembler des militants susceptibles de porter leur cause au paroxysme. Un Haïtien interrogé sur la reconstruction sociale en Haïti avance:

Je ne crois pas en cela. Haïti est un pays facile, il faut qu'on détruise tout pour que les hommes politiques puissent avoir un terrain pour franchir. Même s'il y avait un programme stable qui puisse marcher dans le pays, ces politiciens cherchent toujours des moyens pour l'éliminer. Je ne crois pas à une reconstruction, ni à une politique de reconstruction sociale. D'ailleurs cela ne saurait jamais arriver en Haïti car si tout le monde a droit à un logement et à un niveau de vie décent, les discours politiques et les hommes politiques vont changer. Il n'existerait plus de moyen pour les hommes politiques de faire les campagnes électorales. Il faut que les hommes souffrent qu'il y ait de la misère dans le pays pour que les hommes politiques puissent tromper les gens et les rallier à leur cause. En Haïti d'ailleurs, ce sont tous des opportunistes profitant d'une situation pour arriver à un tel point, pour devenir riche, millionnaire comme le président Aristide, qui représentait l'espoir du peuple haïtien comme Duvalier. En fait, en ce moment rien n'a changé en Haïti, seulement la misère qui s'en va en augmentant.

Dans cette recherche, nous avons tenté de savoir comment différents segments de la population réagissaient aux programmes de reconstruction sociale et aux problèmes de transition. Quels sont leurs discours, leurs perspectives et réactions face à la reconstruction sociale en Haïti et aux problèmes de transition? Nous avons gardé l'hypothèse qu'il n'y aurait pas de processus de reconstruction, ni de transition en Haïti. On assisterait plutôt à une déconstruction du tissu social, à une dégradation du niveau de vie. On assisterait

également à une dégradation totale des appareils qui devraient être responsables de cette reconstruction sociale.

En effet, les dirigeants d'Haïti, au lieu de faire des choix politiques et économiques susceptibles de consolider la paix, optent plutôt pour des choix qui enlisent davantage le pays dans le sous-développement. En plus des divergences au sein des partis politiques, on rencontre l'intolérance, l'incohérence surtout quand on entend le premier juge de la cour de cassation préconiser la résurgence de la peine de mort pour faire face aux actes criminels. Toutes ces mesures sont préconisées contre un peuple qui n'aurait pas accès à la satisfaction de ses besoins de base tels: se nourrir, se loger, se soigner, s'instruire et qui aurait presque toujours connu le chômage. Comment se fait la transition à la reconstruction sociale en Haïti?

D'après le Sommet mondial pour le développement social, il y a trois objectifs à atteindre pour la reconstruction sociale: la première se rattache à la consolidation de la paix c'est-à-dire on prend un certain nombre de mesures politiques et militaires visant à maintenir la sécurité. La deuxième c'est le rétablissement de la démocratie dans le pays et l'assistance humanitaire à ces gens. la troisième c'est le processus de reconstruction du pays qui passe par la reconstruction politique c'est-à-dire la mise en place d'une autorité gouvernementale, la réhabilitation de l'infrastructure économique avec toute la reconstruction des processus et des circuits de production qu'elle implique. Et finalement, la reconstruction sociale qui implique la reconstitution de la société civile avec des relations basées sur une confiance réciproque (ONU, 1995a, p. 32).

Nous avons remarqué pendant notre enquête que la manière dont les Haïtiens abordent les problèmes de transition détruit toute chance de parvenir à une reconstruction sociale car ils veulent brûler les étapes. Les problèmes de reconstitution en Haïti sont trop complexes pour être relayés aux problèmes de transition. Ces problèmes perdurent depuis longtemps: la quête du pouvoir dans le syndrome du chef, l'individualisme à outrance, la grande pauvreté de la majorité et l'absence de projet de société. D'un côté, se retrouvent des groupes sociaux qui disent que tout va bien dans le pays, que le pays est aussi développé que n'importe quel pays de l'Amérique et d'un autre côté, ceux qui disent que ça va très mal. On se retrouve donc avec des tendances très diversifiées voire contradictoires.

La société civile laissée à elle-même avec la quasi-inexistence de l'État, n'a d'autre alternative que de construire elle-même le pays. Les paysans dans les zones rurales développent eux-mêmes leur quartier sans aide externe. Comme nous l'avons vu à Sous-Fort-Déjean, avec l'Association coopérative des paysans de Sous-Fort-Déjean. Ils récoltent des sous entre eux pour l'alphabétisation, l'irrigation des jardins, la construction des ponts en bois de palmier et le petit commerce informel des femmes. À Luly-sous-mer, les pêcheurs ont créé l'APEL, une association coopérative qui leur permet de bien gérer la vente des produits de la pêche et de développer leur quartier. À Port-au-Prince, le directeur du Collège Catts Pressoir nous a informée d'un plan d'éducation civique qu'il a conçu avec la participation de l'USIS pour informer la société civile en émergence sur l'existence de ses droits et devoirs envers le pays. Il faut dire que tous les actes posés par les différents segments de la population n'ont pas été initiés de manière à répondre aux problèmes de transition mais dans un souci de se développer économiquement et de ce fait atteindre le progrès social.

Tout au long de ce travail, nous avons constaté que les perspectives des groupes sociaux sur la reconstruction sociale en Haïti divergeaient, selon que le groupe appartenait à un milieu social aisé ou à un milieu défavorisé. Pour certains groupes, Haïti est en train de mener une lutte féroce pour la réconciliation nationale et pour le développement social. Ni le gouvernement avec la crise institutionnelle, ni la communauté internationale avec leurs ajustements structurels ne peuvent freiner cette course.

De même, aucune solution ne peut ignorer cette longue lutte du peuple haïtien pour la liberté et la justice, la participation et l'amélioration des conditions de vie de la majorité, la solidarité internationale et la souveraineté nationale. Les enjeux de cette expérience que nous vivons, et qui dans sa complexité et sa richesse, au quotidien, façonne une nouvelle conscience, dépasse le cadre de nos 28 000 kilomètres carrés. Elle s'inscrit dans la quête des peuples pour réconcilier l'État et la nation et pour donner son vrai sens au mot démocratie. (Castor, 1995, p. 31).

Entre temps, d'autres groupes sociaux pensent qu'Haïti dérive et qu'il n'y a aucune chance de dépasser les problèmes de transition pour arriver à la reconstruction sociale. D'après eux, les Haïtiens ont un problème de mentalité. Ils sont corrompus, égoïstes, individualistes et ne veulent en aucun cas investir dans le développement du pays. De même, ceux qui sont défavorisés ne respectent ni la constitution, ni les

institutions politiques et sociales. Certains groupes sociaux ne s'intéresseraient qu'à une seule chose: à leur survie, à une situation de survie quotidienne c'est-à-dire manger et ensuite faire des projets pour manger demain. Tandis que la classe élitiste ne s'intéresserait qu'à s'enrichir et à maintenir le statu quo. Les informations recueillies nous permettent d'avancer qu'Haïti se retrouve avec une crise institutionnelle qui perdure sans que les antagonistes ne cherchent à trouver une solution, la population majoritaire vit dans des conditions inhumaines et un pays sombrant peu à peu dans l'anarchie. Les choses ne peuvent être pire dans un pays qu'on dit en pleine reconstruction. Enfin, comme a dit le Docteur Agabus Joseph:

Il est impossible de laisser dériver (sic) le pays vers un avenir aussi honteux et plus que broussailleux. Au demeurant, un jour ou l'autre, la nation se mettra debout et encore toujours Dieu aidant, pour chercher comme Diogène avec une torche allumée en plein jour un homme, un homme à 'grand H' bien sûr, capable d'unir le tissu social tant déchiré dans toutes ses composantes et de lui faire retrouver son fil d'Ariane à l'aide duquel il pourra sortir de ce véritable labyrinthe tant social que politico-économique. (Joseph [Dr], Agabus. 1998. « Sonographie de la pseudocrise gouvernementale ». Le Nouvelliste, 24 mars, p. 13).

Depuis la réinstallation de la démocratie, la société civile en émergence avait nourri de grands espoirs concernant le progrès social. Elle croyait que vivre dans un système démocratique leur ouvrait automatiquement la porte sur une société d'abondance ancrée dans le capitalisme. Tout au contraire, les problèmes n'ont fait qu'empirer. Les institutions de l'État ne travaillent pas ensemble et tous les efforts pour arriver à sortir Haïti de cette impasse restent sans effet. On veut privatiser les entreprises publiques et moderniser l'économie haïtienne mais l'État n'a établi aucune politique pour servir de cadre à ces entreprises. La Police Nationale Haïtienne fait beaucoup d'effort pour endiguer la criminalité, mais il n'y a pas d'institution judiciaire pour la soutenir. Par conséquent, tous les efforts de plusieurs groupes disparates pour aider dans la reconstruction du pays se soldent par des échecs. Pourquoi? Parce que l'État haïtien a perdu sa légitimité.

Habermas définit la légitimité comme la capacité d'un État à faire reconnaître la valeur de son ordre politique, de préserver l'intégration sociale du pays et d'utiliser son pouvoir politique pour réaliser et maintenir l'identité de la société. Rien n'a été fait de tel en Haïti. Ce pays s'est fait connaître sur la scène internationale comme un pays souverain

cependant, à l'intérieur du pays, le gouvernement n'a rien fait pour lui donner une légitimité. La légitimation que l'État a utilisé envers les citoyens était de la coercition, de la domination. Le contrat social n'a jamais été honoré en Haïti. Si l'État, en général, doit s'adapter à la culture civique nationale, en Haïti ce n'est pas le cas. L'État haïtien est très loin de remplir sa mission et tout ça est confirmé par la profonde vague d'émigration que connaît le pays actuellement. Les Haïtiens préfèrent risquer leur vie sur des petites embarcations pour atteindre les rives des États-Unis pour pouvoir vivre enfin l'idéal démocratique plutôt que de rester en Haïti.

Tous les signes présents nous laissent croire que l'État haïtien vit une crise de légitimation à cause de son incapacité à apporter un bien-être social aux citoyens, ni de pourvoir une base pour le développement de l'économie. En plus, il est incapable de rendre l'éducation accessible à chaque citoyen. N'oublions pas que d'après Habermas, un État est évalué à partir de trois performances: sa capacité d'établir des politiques commerciales qui assure la croissance de l'État, son pouvoir d'influencer les structures de production de manière à répondre aux besoins de la collectivité, sa capacité à enlever les barrières de l'inégalité sociale. Malgré l'application de la communauté internationale (le FMI, la BID, l'Union européenne) à appuyer des programmes de développement en Haïti, les Haïtiens se retrouvent toujours dans une impasse, incapable de trouver l'accès à la démocratie et au développement et incapable de reculer non plus.

Dans les sociétés capitalistes, la crise de légitimation résulte, selon Habermas, d'un besoin de légitimation qui provient des transformations d'un système politique. Les Haïtiens se sont retrouvés du jour au lendemain, dans une démocratie représentée par des élites qui ne leur accordent aucune rationalité. Certes, ils ont leurs groupements populaires, ils font un peu de tapage pour protester contre telle loi ou telle mesure administrative, mais, au parlement, on ne les écoute pas. D'où la crise sociale qu'ils sont en train de vivre.

We therefore associate with crises the idea of an objective force that deprives a subject of some part of his normal sovereignty [...] Crises in the social systems are not produced through accidental changes in the environment, but through structurally inherent system-imperatives that are incompatible and cannot be hierarchically integrated. (Habermas, 1976, p 1-2).



Mais, justement, l'État et la communauté internationale sont en train d'enfoncer la cuillerée de démocratie et de modernisation dans le gosier de la société civile en émergence, en lui bouchant le nez, sans lui laisser d'autres alternatives.

Certains experts haïtiens avancent toutes sortes de propositions pour aider Haïti à sortir de l'impasse de la transition: le renforcement de la société civile, la modernisation technologique, la formation des ressources humaines, l'intégration des citoyens dans le système politique. Si nous devons citer toutes les propositions nous n'en finirons jamais, cependant aucun d'eux n'a mentionné la façon de réaliser tout ça. Pour la modernisation technologique, il faut avoir de l'argent pour acheter les équipements, pour la formation des ressources humaines, il faut investir dans l'éducation, donc, encore de l'argent. Où le gouvernement haïtien va-t-il trouver de l'argent pour faire tout ça quand on sait que le PNB haïtien est de moins de un milliard de dollars. Nous pensons que ces experts, finalement, ne font que répéter ce qu'ils ont lus dans certains ouvrages sans vraiment penser à la façon de réaliser ces belles propositions. Les experts devraient plutôt se questionner sur la manière de favoriser l'intégration nationale et sociale des différentes forces en présence.

À partir de nos observations nous pouvons avancer que c'est l'absence d'intégration nationale et sociale, qui empêche les tentatives de reconstruction sociale d'aboutir. Il ne s'agit pas seulement d'avoir la communauté internationale ou la coopération internationale derrière un désir de développement ou de progrès social pour qu'il se réalise. C'est encore croire dans les contes de fée où le prince sur son cheval blanc (la communauté internationale avec ses aides) vient délivrer la princesse de l'emprise de la sorcière ou de la méchante belle-mère (Haïti avec ses luttes intestines et le sous-développement). Il faudrait vraiment que les différents groupes sociaux s'assemblent pour s'investir dans la reconstruction sociale et le développement, sinon, le gouvernement haïtien ainsi que la société civile sont loin d'en finir avec les crises.

Tout compte fait, nos observations nous permettent de conclure que Haïti semble assis sur une grenade désamorcée et le moindre mouvement risque de la faire exploser. La majorité de la population vit dans des conditions abjectes sans espoir de changement et est prête à tout pour survivre alors que la partie minoritaire détenant toutes les richesses vit dans la peur constante de se faire piller ou tuer par l'autre partie. C'est le jeu du chat et



de la souris dans les deux camps et on ne peut statuer sur l'identité du chat. Dans ce cas, la priorité de la communauté internationale, n'est pas d'aider Haïti à jeter les bases d'un développement profond et durable bien que cela ne risque jamais d'arriver à cause de la corruption qui sévit au sein des appareils institutionnels, mais de travailler avec le gouvernement haïtien sur un moyen de réconcilier les deux classes en Haïti qui s'affrontent depuis des décennies. Sinon, on risque de se retrouver avec un deuxième Rwanda. Nous terminons avec cette question: Comment une reconstruction sociale peut-elle s'implanter dans une société en crise lorsque les raisons de ces crises existent et sont profondément enracinées dans les entrailles de cette société?

## GLOSSAIRE

Barque. Boîte en bois mobile contenant des marchandises en détail que le commerçant transporte partout dans les zones achalandées pour vendre ses produits.

Duvaliériste. Partisan zélé et bénéficiaire du régime à vie des Duvalier père et/ou fils.

Gouvernabilité. Substantif du mot gouvernable. Qu'on peut gouverner.

Grands mangeurs. Surnom donné aux politiciens pour leur quête effrénée de l'argent facile réalisé par le pillage des fonds publics, le trafic d'influence, le vol des biens de l'État et autres combines illicites.

Kamikaze haïtien. Haïtien se lançant dans des opérations suicidaires pour lutter contre les forces au pouvoir. Dans la définition usuelle Kamikaze est un mot japonais, qui signifie tempête providentielle ( en 1944-45, pilote japonais volontaire pour écraser sur son objectif, son avion chargé d'explosif).

Militance. Capacité de travailler au service d'une cause ou d'un parti. Capacité de porter à son paroxysme une activité politique.

Opération-combite. Rassemblement d'hommes pour exécuter un travail collectif dans les champs. S'applique aussi à tout travail collectif.

Pêpê. Tout produit usagé importé et qui est acheté dans les marchés haïtiens.

Tap-tap. Transport en commun utilisé en Haïti.

Zenglendo. Brigand haïtien s'organisant en groupe pour s'adonner au vol à main armée, au pillage et au meurtre sur commande.

## BIBLIOGRAPHIE

- Arpád, Szakolczai. 1996. *In a Permanent State of Transition: Theorising the East European Condition*. European University Institute. EUI Working Paper SPS No. 96/9. Italy.
- Balutansky, Edwige. 1996. *Les journalistes parlent*. Éditions La Ruche. Pour le Collectif. Haïti.
- Castor, Suzy. 1995. *La formation de la police. Un enjeu de la transition*. Pub. du CRESFED. Haïti.
- Coulon, Alain. 1987. *L'école de Chicago*. Éditions PUF. Paris.
- Coulon, Alain. 1993. *Ethnométhodologie et éducation*. Éditions Presses Universitaires de France. Paris.
- Gauthier, Benoît. 1992. *Recherche sociale: De la problématique à la recherche des données*. Éd. Presses de l'Université du Québec (2e édition).
- Geertz, Clifford. 1996. *Ici et là-bas: L'anthropologue comme auteur*. Éditions Métailié. Paris.
- Geertz, Clifford. 1983. *Local Knowledge*. Published by Basic Books. New York.
- Geertz, Clifford. 1973. *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*. Edited by Basic Books. Inc. New York.
- Habermas, Jurgens. 1971. *Communication and the Evolution of Society*. Éditions Beacon Press. Boston.
- Habermas, Jurgens. 1976. *Legitimation Crisis*. Published by Heinemann Educational Books. Great Britain.
- Hector, Cary. 1991. *Une quête du politique: essais sur Haïti*. Éditions CIDIHCA et Henri Deschamps. Québec.
- Houtart, François et Rémy, Anselme. 1997. *Les référents culturels à Port-au-Prince: Étude des mentalités face aux réalités économiques, sociales et politiques*. Éditions CRESFED, Haïti.
- Van Maanen, John. 1988. *Tales of the Field*. Éditions The University of Chicago Press. Chicago.
- Mills, Charles, Wrigth. 1977. *L'imagination sociologique*. Paris: F, Maspero.
- Morin, Edgard. 1984. *Pour sortir du xxème siècle*. Éditions du Seuil. Paris.
- Mucchielli, Alex. 1994. *Les méthodes qualitatives*. Collection Que sais-je? Éditions Presses universitaires de France. Paris.

- Pierre-Charles, Gérard. 1997. *Haïti: la difficile transition démocratique*. Éditions CRESFED. Haïti.
- Rabinow, Paul. 1988. *Un ethnologue au Maroc: réflexions sur une enquête de terrain*. Éditions Hachette. Paris.
- Sévigny, Thérèse Paquet. 1996. *Communication et développement international*. Éditions: Presses de l'Université du Québec. Sainte-Foy.
- Verger, Jean-Claude de. 1994. *Haïti: vive la démocratie: (par l'union qui fait la force: nouveau contrat social ou un nouveau projet de société pour Haïti)*. Éditions Val d'Or: D'ici et d'ailleurs. Canada.
- Watson Jr., Thomas j. 1997. *Haïti prise en otage: Les réponses internationales de 1986 à 1996*. For international Studies et l'Université des Nations Unies. Publiée par The Thomas j. Watson Jr for International Studies. Occasional paper # 23

#### Périodiques

- AHP. 1998. « Arrêt de travail de policières à Port-au-Prince et en province ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 1.
- AIP. 1998. « Haïti dans l'engrenage de la mort lente ». Le Nouvelliste, 19 mars, p. 4.
- Audience. 1998. « Police Story: L'homme de fer et ses incorruptibles ». Audience no 10, (avril), p. 18-26. Publication mensuelle de JMS Publishing. Pétiön Ville. Haïti.
- Audience. 1997. « L'éditorial ». Audience no 3, (septembre), p.4. Publication mensuelle de JMS Publishing. Pétiön Ville. Haïti.
- Chanel, Yves Marie. 1998. « Policiers mis en déroute à Mirebalais ». Le Nouvelliste, 6 février, p. 4.
- Charles, Philippe. 1998. « 7 millions de vies humaines en danger ». Le Nouvelliste, 12 février, p. 6.
- Dumas, Pierre Raymond. 1998. « Le PNEF et l'éducation des adultes ». Le Nouvelliste, 29 janvier, p. 7.
- Dumas, Pierre Raymond. 1998. « En attendant le nouveau premier ministre ». Le Nouvelliste, 22 mars, p. 6.
- Grandet, 1998, « Réflexions ». Le Nouvelliste, 22 mars, p. 7.
- Hamel, Jacques et Sfia, Mohamed. 1990. *La théorie sociologique de la transition*. Sociologie et sociétés, vol. XXII, no 1, avril 1990, p. 53-81. Éditions Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Hector, Michel. 1998. « L'inévitable question de l'intégration ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 11.

HNN. 1998. « *Vers l'irreversitibilité (sic) du processus de la reforme agraire en Haïti* ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 4.

Joseph (Dr), Agabus. 1998. « *Sonographie de la pseudocrise gouvernementale* ». Le Nouvelliste, 24 mars, p. 13.

Justice économique. 1996. *Le bulletin de la conjoncture de la PAPDA*. No 1, 5 juillet, Haïti.

Le Nouvelliste. 1998. « *L'économie haïtienne a-t-elle des problèmes orthopédiques...?* ». Le Nouvelliste, 5 mars, p. 1.

Le Nouvelliste. 1998. « *L'actualité en question* ». Le Nouvelliste, 31 mars, p. 1.

Le Nouvelliste. 1998, « *Les policiers menacent de démissionner en bloc* », Le Nouvelliste, 1er avril, p. 1.

Montéro, Jean-Norbert. 1998. « *Haïti: l'heure des choix* ». Le Nouvelliste, 11 mars, p. 6.

Padberg, Rob. 1997. « *L'ennemie (sic) public numéro un* ». Audience no 3, (septembre), p. 23. Publication mensuelle de JMS Publishing. Pétion Ville. Haïti.

Rivière, Sem. 1998. « *Lavalas, un présent au passé, un passé au futur* ». Le Nouvelliste, 16 mars, p. 8.

Roc, François. 1998. « *Entre la maison et l'explosion* ». Le Nouvelliste, 16 mars, p. 6.

Roc, François. 1998. « *Entre la raison et l'explosion* ». Le Nouvelliste, 16 mars, p. 7.

#### Publications gouvernementales et internationales

Gouvernement du Canada. 1995. *Le Canada dans le monde*. Éditions Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

OCDE. 1997. *Les conflits, la paix et la coopération pour le développement*. Projet de déclaration de mai 1997 du comité d'aide au développement. Paris.

ONU. 1995a. *Sommet mondial pour le développement social: à la recherche d'un consensus sur la coopération internationale pour le développement social: réflexions sur les sociétés en crise*. 6-12 mars 1995. Éditions UNOPS.

ONU. 1995b. *Sommet social de Copenhague. Sommet mondial pour le développement social: dimensions éthiques et spirituelles du progrès social*. Rapport du Séminaire de Bled, Slovénie. 28 au 30 octobre 1994. Éditions: United Nations. New York.

PNEF. 1996. Ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et des sports, *Plan national d'éducation et de formation*. Éditions du PNEF. Haïti, avril 1996, p. 21, Vol. 1.

Secrétairerie d'État de la population. 1995. *Symposium national sur la population et le développement humain..* Haïti. (juillet)